

UNIVERSITAS
CAROLINA
PRAGENSIS

ACTA
UNIVERSITATIS
CAROLINAE

in seriebus, quae Biologica, Geologica,
Geographica, Mathematica et Physica,
Medica, Gymnica, Economica, Iuridi-
ca, Philologica, Philosophica et His-
torica, Historia Universitatis Caroli-
nae Pragensis dicuntur, edenda curat

Actis edendis praeest Pavel Levit
Cuius vice fungitur Zdeněk Červený
Quibus a manu est Olga Volková

Series singulas edendas curant

B. Fott (Biologica), J. Konta (Geologi-
ca), V. Häufler (Geographica), J. Mohr
(Mathematica et Physica), C. John
(Medica), J. Fleischmann (Gymnica),
B. Urban (Economica), V. Outrata
(Iuridica), Zd. Urban (Philologica),
L. Vebr (Philosophica et Historica),
F. Kavka (Historia Universitatis Ca-
rolinae Pragensis)

Cuius consilii sedes est
Ovocný trh 5
Praha 1 — Staré Město, ČSSR

ACTA UNIVERSITATIS CAROLINAE

IURIDICA 2

OBSAH

<i>Jiří Boguszak</i> : Socialistická zákonnost, právní stát a sociálně právní stát (Studie právně komparatistická)	109
<i>Zdeněk Jičínský</i> : K specifickým rysům základních práv za socialismu	145
<i>Vladimír Klokočka</i> : Volební soustava ve Spojených státech amerických	173
<i>Josef Mečl</i> : Poznámky k dějinám právních ideologií v SSSR	193

СОДЕРЖАНИЕ

<i>Иржи Богушак</i> : Социалистическая законность, правовое государство и социально-правовое государство (Очерк по сравнительному праву)	109
<i>Зденек Йичинский</i> : К вопросу о специфических чертах основных прав при социализме	145
<i>Владимир Клокочка</i> : Избирательная система в Соединенных штатах Америки	173
<i>Иозеф Мечл</i> : К истории правовой идеологии в СССР	193

INHALT

<i>Jiří Boguszak</i> : Die sozialistische Gesetzlichkeit, der Rechtsstaat und sozialer Rechtsstaat (Eine rechts-komparatistische Studie)	109
<i>Zdeněk Jičínský</i> : Zu den spezifischen Zügen der Grundrechte im Sozialismus	145
<i>Vladimír Klokočka</i> : Das Wahlsystem in den Vereinigten Staaten von Amerika	173
<i>Josef Mečl</i> : Bemerkungen zur Geschichte der juristischen Ideologien in der UdSSR	193

La légalité socialiste, l'Etat de droit (Rechtsstaat) et l'Etat social de droit (sozialer Rechtsstaat)

(Etude comparative de droit)

Socialistická zákonnost, právní stát a sociálně právní stát
(Studie právně komparatistická)

JIRÍ BOGUSZAK

I. Les tâches des études comparatives de droit ne se bornent pas (comme la chose est souvent comprise dans l'esprit le plus positiviste) aux branches individuelles du droit en vigueur. Au-dessus de ces branches se dresse en effet, en tant que leur base commune, un tissu de concepts d'ordre plus général qui dépassent le cadre d'une branche de droit déterminée, respectivement qui sont communs à plusieurs ou à toutes les branches de droit et relèvent donc la théorie générale du droit. Le rapport de ces concepts au droit en vigueur est assez complexe. D'un côté, il n'est pas ici question d'idées de droit naturel ou, en général, de principes pouvant être opposés au droit en vigueur (du point de vue „de lege ferenda“ ou comme postulat de la violation du droit en vigueur, si ce droit est en contradiction avec ces idées). D'autre côté, bien que la plupart de ces concepts s'appuient sur le droit en vigueur, respectivement en ressortent par voie d'une haute abstraction, il ne s'agit pas habituellement de principes exprimés verbis expressis dans les normes juridiques en vigueur. Cependant, il faut, pour que nos recherches rentrent dans le domaine des études comparatives de droit et non pas seulement dans celui de la philosophie comparative de droit, que ces concepts soient immanents au système d'un droit donné (ne soit-ce que tacite et implicite). (Ainsi le postulat du respect du droit appartenant au concept de légalité est valable eo ipso et, à vrai dire, découle de toute norme juridique en vigueur même dans les systèmes de droit où l'obligation d'observer le droit n'est expressément formulée ni dans la constitution ni dans une autre source du droit). Il s'agit souvent de concepts qui traduisent directement la conception sur laquelle est fondée toute réglementation juridique dans un Etat déterminé.

Les doctrines générales que nous avons en vue ici, diffèrent donc de la „dogmatique juridique“ (au sens étroit du mot) conçue en tant qu'interprétation et commentaire exclusivement des dispositions concrètes du

droit en vigueur, dont la valeur passagère a été caractérisée par le propos mémorable connu („Trois mots du législateur, introduisant la modification de la constitution, et des bibliothèques entières deviennent de la maculature“ — Kirchmann). Par contre, les concepts généraux cités ne cessent pas, en général, d'être „en vigueur“, même lorsqu'un nombre considérable de prescriptions juridiques, des codes entiers ou différentes lois venaient à être modifiés.¹⁾ La formation de ces concepts suppose en général, entre autres, d'examiner le droit de même dans son évolution historique; or ceci ne serait guère praticable, si l'on se concentrait seulement sur les normes en vigueur à un moment donné.

Quelques-uns de ces concepts généraux sont communs à tous les systèmes de droit historiques concrets et représentent le *tertium comparationis* — la condition préalable de toute comparaison. Appartient ici, tout au moins, le concept de droit, lui-même. D'autres concepts n'ont pas cette portée universelle, mais ils traduisent les particularités communes seulement à certains systèmes de droit historiques concrets ce qui permet d'opérer le classement de ces systèmes dans des groupes (catégories) déterminés. (Il y a enfin les concepts qui ne caractérisent qu'un seul système de droit existant dans un Etat historique concret et qui ne nous intéressent pas en cette occurrence).

Il est aisé de comprendre que les concepts en question ont une importance fondamentale pour les études comparatives de droit. C'est aussi à leur aide que la doctrine comparative contemporaine opère le classement des systèmes de droit. Le document le plus récent de ce fait est un ouvrage remarquable et très méritoire du représentant de la doctrine comparative occidentale de droit — René David.²⁾ Le livre s'occupe de thèmes qui selon notre conception relèvent de la théorie générale du droit. En cette connexion, on peut être d'accord avec la thèse de R. David soulignant l'importance de la macrocomparaison par rapport à la microcomparaison.³⁾

René David classe les systèmes de droit dans quatre groupes: 1) la famille romano-germanique, 2) les systèmes de droit socialistes, 3) la *common law*, 4) les droits religieux et traditionnels.

A notre avis, un certain problème de ce classement tient dans le fait qu'on y confond deux critères de différenciation distincts.⁴⁾

¹⁾ Ceci ne veut naturellement nullement dire que les différentes branches scientifiques du droit en vigueur résident dans la dogmatique sus-mentionnée. Ces branches, elles aussi, se distinguent par des doctrines générales qui ne sont pas liées à la vigueur de telle ou telle prescription juridique. Or, ce qui nous intéresse dans le présent traité, ce sont justement ces concepts d'ordre général qui dépassent, par leur portée, une branche individuelle du droit en vigueur.

Pour les détails cf. au sujet sus-mentionné J. Boguszak, *K pojmosloví a metodologii teorie práva*, Právník no 3/1967 (résumé en français).

²⁾ Conf. R. David, *Les grands systèmes de droit contemporains*, 1964.

³⁾ Conf. R. David, *op. cit.*, page 17—18.

⁴⁾ Selon R. David „deux considérations paraissent devoir être, à un égal degré, décisives pour opérer ce classement. Du point de vue de la technique juridique, il convient de se demander si celui qui a reçu sa formation de juriste dans l'étude

Quoique le traitement isolé ou bien exclusivement de la technique juridique ou bien exclusivement de la substance sociale du droit conduise certainement à des conclusions inadéquates, il ressortira, à ce que je crois, de ce qu'il sera dit plus loin (en connexion avec les thèmes indiqués en tête de notre étude), que le fait de confondre les deux critères ne contribue pas, lui non plus, à l'exactitude de la comparaison (voir plus loin la remarque no 8 et l'alinéa VIII).

Si donc on distingue, dans la présente étude, conformément à la classification marxiste fondamentale connue, le type de droit d'esclavage (le cas échéant asiatique), le type féodal, bourgeois et socialiste (le cas échéant même les types hybrides ou intermédiaires), on arrive à un tout autre classement, si l'on envisage non pas la substance sociale de classe du droit (laquelle est le critère décisif pour opérer le classement fondamental marxiste mentionné) mais seulement la culture juridique au sens de la technique juridique (c'est-à-dire au sens des techniques relatives à la formation et à la réalisation du droit).

Pour déterminer l'objet de notre étude, il est nécessaire d'indiquer sommairement le classement des cultures (techniques) juridiques, duquel nous partons dans la suite.

Du point de vue de la technique juridique, on peut, à mon avis, distinguer tout d'abord: A. les cultures juridiques développées, B. les cultures juridiques en voie de développement.⁵⁾

Autant que nous nous occuperons de thèmes indiqués en tête de la

et la pratique d'un droit donné est par là même préparé, sans difficulté majeure, à se tirer d'affaire dans un autre droit donné. Si la réponse est négative, on doit en conclure que les deux droits n'appartiennent pas à la même famille; il peut en être ainsi parce que le vocabulaire des deux droits est différent (il n'exprime pas les mêmes concepts) ou parce que la hiérarchie des sources du droit et les méthodes des juristes diffèrent dans les deux droits de façon considérable. Ce premier critérium, pour essentiel qu'il soit, est toutefois insuffisant, et il faut le compléter en faisant appel à une seconde considération. Deux droits ne peuvent être considérés comme appartenant à une même famille, même s'ils utilisent les mêmes concepts et les mêmes techniques, lorsqu'ils s'appuient sur des principes d'ordre philosophique, politique et économique opposés et qu'ils cherchent à réaliser deux types entièrement différents de société. Les deux critères doivent être utilisés cumulativement, et non isolément." (Ibidem, p. 16.)

En dépit de mes réserves ci-dessus exposées, il faut néanmoins apprécier favorablement l'accent que met R. David sur le deuxième critère, et cela en comparaison des œuvres où ce critère a été sous-estimé et négligé (conf. p. ex. A. Schnitzer, *Vergleichende Rechtslehre*, 2^e édition, 1961, tome I, p. 141).

⁵⁾ Il n'y a pas, non plus, de place, ici, pour montrer quelle connexité il y a entre la classification sus-mentionnée et la distinction de deux types de pensée juridique, telle que l'a faite Max Weber (*Rechtssoziologie*, § 4: „Für die Entwicklung eines »fachmässigen« Rechtslehrgangs und damit auch eines spezifischen Rechtsdenkens gibt es zwei einander entgegengesetzte Möglichkeiten. Entweder: empirische Lehre des Rechts durch Praktiker, ausschliesslich oder doch vorwiegend in der Praxis selbst, also »handwerksmässig« im Sinn von »empirisch«. Oder: theoretische Lehre des Rechts in besonderen Rechtsschulen und in Gestalt rational systematischer Bearbeitung, also »wissenschaftlich« in diesem rein technischen Sinn.“ — Or, l'exposé subséquent de Weber ne touche pas, à proprement parler, seulement les „types de pensée juridique“, mais même les techniques juridiques au sens large.)

Nous ne donnons pas, non plus, ici la solution de la question de savoir dans

présente étude du point de vue de la technique juridique, notre étude portera exclusivement sur le premier des deux types (cité sub A).

Ad A. A l'intérieur des cultures juridiques développées on peut ensuite distinguer: a) le type continental européen (rentrent alors dans ce type tant les systèmes bourgeois du continent que les systèmes socialistes européens), b) le type anglo-saxon, ladite „common law“.⁶⁾

En traitant dans notre étude les vues juridiques formelles, nous nous occuperons essentiellement de concepts utilisés dans les systèmes de l'Europe continentale, et, seulement en marge, de concepts caractéristiques pour le système de „common law“.

Ayant opéré la classification mentionnée du point de vue de la technique juridique, on peut ensuite distinguer à l'intérieur des cultures juridiques citées sub Aa), en partant naturellement d'un critérium différent (c'est-à-dire du critère de contenu), les systèmes bourgeois et les systèmes socialistes.

II. Nous considérons comme une des tâches importantes de la doctrine comparative générale de droit de faire la comparaison des concepts de légalité socialiste, d'Etat de droit, de „rule of law“ et d'Etat social de droit.

Dans le premier cas (légalité socialiste), il s'agit du concept utilisé dans la doctrine du droit socialiste.

Le second concept (Etat de droit) est caractéristique pour la doctrine bourgeoise de l'Europe continentale.⁷⁾

Le troisième concept (celui de „rule of law“) distingue le système de „common law“.

Le concept d'„Etat social de droit“ est une modification du concept d'„Etat de droit“, qui s'est opérée dans l'évolution récente de la doctrine de l'Europe continentale. Dans le système de „common law“, c'est le

lequel des deux types de la culture juridique rentrent les systèmes socialistes contemporains des Etats d'Asie.

On ne peut, du reste, en aucune façon classer intégralement les systèmes de droit existant dans les deux groupes mentionnés; maints systèmes, il faut les désigner comme hybrides (c'est-à-dire présentant les traits caractéristiques propres aux deux types de culture juridique et s'infiltrant mutuellement).

⁶⁾ La classification des systèmes de droit n'est pas l'objet propre de notre étude: Aussi n'ajoutons-nous pas, à ce sujet, une argumentation plus détaillée. D'ailleurs, le classement postulé par moi ne diffère pas de celui cité auparavant et adopté par la théorie comparative, en ce qu'on recherche autres critères de différenciation des techniques juridiques, mais seulement en ce que selon notre opinion il est plus juste, sur le plan de la logique, d'opérer le classement séparément en partant d'abord de la technique juridique et ensuite de la teneur.

⁷⁾ Dans notre exposée ultérieure, nous partirons surtout de la doctrine allemande d'Etat de droit (Rechtsstaat). Cependant, ceci vaut, en principe, également pour la doctrine française (conférez l'utilisation des termes et des concepts respectifs dans l'ouvrage déjà cité de R. David, page 80, 190). Pour les buts poursuivis par notre étude nous prenons donc pour base de la comparaison la terminologie et les concepts usités dans la doctrine allemande et française comme représentant de la doctrine bourgeoise de l'Europe continentale.

Il est vrai que dans la doctrine bourgeoise de l'Europe continentale on emploie non seulement le terme d'„Etat de droit“ mais aussi celui de „légalité“. Or, „l'Etat de droit“ a une autre signification comme notion, et une portée plus exigeante que la „légalité“ (voir à ce sujet plus loin la remarque no. 9).

concept de „Welfare State“ qui répond, au fond, au concept d'„Etat social de droit“. Or, l'étendue limitée de la présente étude ne nous permet pas de procéder à une analyse plus poussée du concept mentionné de „Welfare State“.

La comparaison des concepts cités ci-dessus, n'a pas encore été suffisamment traitée dans la littérature. Dans la mesure où la littérature comparative contemporaine y touche, le fait sus-mentionné de confondre les critères de différenciation distincts conduit partiellement à certaines thèses pas tout à fait exactes.⁸⁾

Pour être complet, nous ajoutons encore, plutôt en marge, l'exposé du concept de légitimité.

Dans la suite, nous allons comparer d'abord les principes d'Etat de droit et de légalité socialiste sous l'angle juridique formel (sub III), puis nous expliquerons le concept d'Etat de droit (inclusivement celui d'Etat de droit de démocratie formelle) du point de vue de la teneur (sub IV), après quoi nous procéderons à la comparaison du concept d'Etat social de droit et du concept de légalité socialiste et nous résumerons les principales concordances et différences existant entre la légalité socialiste et les autres concepts cités (sub V). Nous esquisserons ensuite les déviations de ces principes qui ont eu lieu au cours d'une évolution historique concrète (sub VI). Nous ajoutons enfin une excursion sur le concept de légitimité (sub VII) et le résumé des principales conclusions (sub VIII).

Conformément au point de vue que nous avons adopté ci-dessus, nous considérons donc comme juste un tel procédé où nous comparerons les concepts mentionnés d'abord sur le plan juridique formel, c'est-à-dire sous l'angle de la culture juridique au sens de la technique juridique, et après cela du point de vue de la teneur ou de l'essence sociale de ces concepts.

III. La tâche initiale, c'est de comparer la doctrine de l'Etat de droit avec le doctrine de la légalité socialiste.

Nous nous occuperons en premier lieu de la question de savoir en quoi il y a concordance entre les deux et seulement après, des différences existant entre elles. Nous parlerons donc en réalité tout d'abord non de l'Etat de droit dans les pays capitalistes et de la légalité socialiste, mais de concepts communs, c'est-à-dire de l'Etat de droit en général, respectivement de la légalité en général, car nous nous occuperons tout

⁸⁾ R. David déduit: „Les mots « principe de légalité socialiste » expriment cette subordination du droit à la politique de construction du socialisme. Ils rejettent le concept de droit naturel. Ils impliquent que le droit ne s'impose pas au Soviet suprême: l'U.R.S.S. n'est pas un Etat fondé sur le droit (Rechtsstaat), car elle met au premier plan, non l'idée de droit ou des droits de l'homme, mais l'idée d'économie collectivisée et d'Etat socialiste“ (op. cit. page 190). En cette connexion, R. David cite, dans la suite, certaines modifications non essentielles apportées à ce principe et constituant une des différences existant entre les systèmes de droit de l'U.R.S.S. d'une part et des démocraties populaires d'autre part. (Conf. ibidem page 278.)

Une conclusion un peu différente découlera de la comparaison que nous opérerons dans la présente étude.

d'abord justement du côté formel de l'affaire, en faisant, pour le moment, abstraction des problèmes ayant trait à la teneur.

Nous nous appuyerons sur les formulations de ces concepts, telles que les présentent les doctrines respectives. Or, les définitions de ces concepts dans la littérature théorique ne sont pas uniformes. Il ne reste alors que de choisir, si cela est possible, les définitions prévalant (majoritaires) dans la théorie ou le juste-milieu entre elles; avec cela, ont une importance particulière les conceptions enseignées aux facultés qui influencent la formation des juristes et de ce fait indirectement même la pratique juridique. Je juge, d'ailleurs, que dans l'un et l'autre cas on peut parvenir à saisir le noyau commun aux différentes définitions (parmi lesquelles il existe des nuances qui, du point de vue de la pratique, ne sont pas souvent essentielles) représentant en quelque sorte la communis opinio doctorum.

Pour définir le concept d'Etat de droit, je pars de la „Philosophie de droit“ de Gustave Radbruch dont les considérations peuvent être résumées de façon suivante: L'Etat de droit est un Etat qui est lié par le droit positif en tant que droit formé par cet Etat. La proposition touchant la soumission de l'Etat au droit positif, Radbruch la désigne comme étant un principe de droit naturel.⁹⁾ C'est là que tient, quant à notre but, le

⁹⁾ Conf. G. Radbruch, *Rechtsphilosophie*, 3^e édition 1932, pages 182–183.

Nous pouvons désigner, cum grano salis, la définition du concept d'Etat de droit, posée par Radbruch, comme étant typique. Elle représente, si l'on peut le dire ainsi (sit venia verbo), la formule la plus positiviste des formules de droit naturel.

Le principe de la soumission de l'Etat au droit a été formulé, au fond dans le même sens, par G. Jellinek (*Allgemeine Staatslehre*, livre II, chapitre onze II/4) qui la désigne expressément comme étant une question „de nature suprajuridique (metajuridique)“. Cependant, les déductions ultérieures de Jellinek visent à justifier en réalité non la soumission de l'Etat, lui, au droit mais celle des organes d'Etat, ce qui répond à notre conception (voir plus loin).

Une formulation qui a inspiré les conceptions demi-positivistes ultérieures a été élaborée déjà par F. J. Stahl: „Der Staat soll *Rechtsstaat* sein... Er soll die Bahnen und Grenzen seiner Wirksamkeit wie die freie Sphäre seiner Bürger in der Weise des Rechts genau bestimmen und unverbrüchlich sichern... Dies ist der Begriff des Rechtsstaates... Er bedeutet überhaupt nicht Ziel und Inhalt des Staates, sondern nur Art und Charakter, dieselben zu verwirklichen“ (*Die Philosophie des Rechts II — Rechts- u. Staatslehre* 2, 4^{ème} éd., 1870, p. 137–138). — Conf. de même R. Gneist, *Der Rechtsstaat* (1872, p. 15).

Pour la conception plus positiviste du concept d'Etat de droit, conférez la formulation de C. A. Colliard (voir plus loin la remarque no. 19).

D'autres conceptions, inclinant davantage au droit naturel, se signalent par le fait qu'elles attribuent au concept de droit une teneur spéciale et n'englobent donc pas dans ce concept seulement les caractéristiques purement formelles (techniques) des règles de droit. Nous considérons comme de telles 1^o le fait que l'observation de ces règles est exécutable par la puissance de l'Etat et en même temps 2^o une forme spéciale reconnue par l'Etat (à savoir la forme d'une source du droit au sens juridique du mot, c'est-à-dire la forme reconnue par l'Etat comme forme des règles que les organes d'Etat doivent appliquer). Ces conceptions se rapportent donc déjà au problème de l'essence de l'Etat de droit, respectivement à celui de légalité, que nous traiterons plus loin (sub IV et V).

Il est vrai que dans les doctrines occidentales on utilise également, et cela tout à fait couramment, le terme de „légalité“ qu'on peut trouver dans n'importe quel dictionnaire juridique. On entend par ce terme la conformité à la loi, (conférez par exemple le Vocabulaire juridique, rédigé par un collectif d'auteurs sous

faible de la conception de Radbruch. En effet, si l'on tient à ne comparer que les principes émanant du droit en vigueur ou sur lesquels le droit en vigueur est en fait fondé, il est nécessaire de déterminer clairement si et dans quelle mesure le principe d'Etat de droit a une valeur juridique positive.

La question se trouve d'ailleurs, de nos jours, — du moins en ce qui concerne la République Fédérale d'Allemagne — modifiée par l'évolution même du droit en vigueur. En effet, la Constitution (Grundgesetz) de la République Fédérale d'Allemagne a éliminé la question de la nature juridique du concept d'Etat de droit (à savoir s'il s'agit d'un concept de droit naturel ou de droit positif) en ayant désigné verbis expressis cette république comme étant un Etat social de droit (conf. l'article 20 et l'article 79 du Grundgesetz de la R. F. A.).

Or, il s'agit là de deux concepts différentes: Etat de droit et Etat social.¹⁰⁾ Nous étudierons le concept d'Etat social plus loin (voir sub V).

Lors même que le concept d'Etat de droit devient ainsi un principe de droit positif, le problème qui subsiste, c'est le problème d'interprétation (le droit en vigueur n'établissant pas, lui-même, la définition de ce concept).

Pour énoncer une proposition de droit positif, la formule établie par Radbruch nécessite, selon notre opinion, une modification, respectivement un rétrécissement (voir plus loin).

Moi, je conçois la légalité comme une des méthodes de gouvernement, une des méthodes de la réalisation des fonctions de l'Etat. C'est une méthode juridique de gouvernement, c'est-à-dire la méthode de la réalisation des fonctions de l'Etat à l'aide du droit. Cette méthode a donc deux postulats:

1. elle exige d'abord une régulation juridique de certains rapports sociaux fondamentaux; elle exige donc la formation du droit respectif;¹¹⁾
2. elle exige ensuite l'observation du droit. La légalité se fait donc valoir, sur le plan pratique, par le fait que: 1. L'Etat assure la régulation des rapports sociaux de base en ayant soin de la formation du droit; 2. l'Etat assure la réalisation du droit.¹²⁾ Dans un Etat, où existe la légalité, les autres méthodes de gouvernement respectivement de la réalisation des fonctions de l'Etat ne doivent pas être en contradiction avec la légalité.

La conception mentionnée, nous pouvons la désigner comme prévalante dans la théorie juridique en Tchécoslovaquie. Or, nous pouvons aussi rencontrer une conception plus restreinte réduisant le concept de légalité à la question de la simple observation du droit en vigueur. Seul ce

la direction de H. Capitant, 1936, page 306), la qualité de ce qui est conforme aux lois (p. ex. celle d'une mesure administrative ou d'un acte). Cependant, on peut rencontrer encore un second sens de ce terme: il est analogue au concept que dans notre théorie on exprime parfois par le terme „d'ordre juridique“ (voir plus loin la remarque no. 13). — (Conf. le Vocabulaire juridique de C. Soufflier, 1926, page 632.)

Le terme d'„Etat de droit“ utilisé dans la doctrine occidentale a donc, par rapport à ce terme de „légalité“, un sens différent, plus exigeant: il a toujours en vue le rapport du droit et de l'Etat, la question de la soumission de l'Etat au droit.

¹⁰⁾ Selon E. Forsthoff (conf. Rechtsstaat im Wandel, 1964, page 27 et les suivantes) qui ne donne pas la définition du concept d'Etat de droit (la supposant visiblement comme notoire) il s'agit même de concepts entre lesquels il y a une certaine tension.

dernier postulat est certainement un postulat de droit positif (il signifie le devoir juridique de lege lata).

La légalité au sens plus étendu indiqué ci-dessus est une méthode politique qu'on ne peut pas définir sur le plan juridique positif (à l'aide de la notion du devoir juridique). Son premier postulat (celui de la formation d'un droit déterminé) ne signifie pas une obligation juridique positive exactement déterminée de l'Etat de créer telles ou telles normes juridiques. Le second postulat (celui du respect des normes juridiques en vigueur) découle des normes juridiques en tant que devoir juridique positif de tous les sujets de droit (le cas échéant il est même expressément inscrit notamment dans les constitutions). Or, ce n'est pas de ce côté de l'affaire qu'il s'agit dans la conception de légalité conçue dans le sens plus étendu, c'est-à-dire comme méthode politique. C'est de la légalité en tant que méthode de gouvernement, méthode de réalisation des fonctions de l'Etat, de la légalité en tant que partie intégrante du régime politique qu'il s'agit. Ce qui importe donc c'est de savoir si le pouvoir existant suit le principe de légalité et s'y conforme, s'il fait valoir le postulat de régler les rapports sociaux fondamentaux par le droit ainsi que le postulat de l'observation du droit en vigueur par tous ses sujets, et s'il assure la réalisation du droit. Cette question de la légalité comme méthode de gouvernement n'est pas résolue de façon décisive par la constatation que dans l'Etat le respect du droit s'impose juridiquement à tous ses sujets.¹³⁾

¹¹⁾ Voir plus loin sub IV et V.

¹²⁾ Conf. J. Boguszak, *Základy socialistické zákonnosti v ČSSR*, 1963.

¹³⁾ Est en connexion étroite avec la légalité le terme d'„ordre juridique“. Nous esquisserons sommairement seulement notre conception par rapport au droit socialiste (on n'emploie pas couramment la notion respective dans les doctrines juridiques non socialistes).

L'ordre juridique socialiste est le système des rapports existant entre les hommes et exprimé et inscrit dans le droit socialiste, et c'est à la fois la réalisation des droits et des obligations juridiques correspondantes, c'est-à-dire l'état effectif de l'observation du droit. On ne peut, en effet, parler de l'ordre juridique que là où dans la vie sociale les normes juridiques sont en moyenne observées dans la majorité prépondérante des cas.

Par contre, la „légalité socialiste“ est un principe et une méthode de gouvernement; elle implique le postulat de l'observation du droit socialiste par tous ses sujets et elle se révèle dans les garanties assurant sa réalisation; c'est aux organes d'Etat qu'incombe la tâche d'assurer le respect du droit. (Dans l'Etat socialiste — à l'opposé d'autres types d'Etat — les masses des travailleurs sont toujours davantage englobées au travail de l'Etat. Mais comme l'Etat socialiste subsiste encore en tant qu'Etat, le pouvoir étatique ne disparaît pas encore par la fusion avec les masses; ce sont alors les organes d'Etat socialistes compétents qui ont en principe le pouvoir d'assurer, à l'aide des actes juridiques déterminés, la création et la réalisation du droit socialiste.)

Il est concevable que dans un Etat la légalité existe, le pouvoir étatique suivant le postulat du respect du droit et cherchant à en assurer la réalisation et que cependant l'ordre juridique n'existe pas toujours et partout; par exemple au cours d'un soulèvement, d'une guerre civile et ainsi de suite où les lois de l'Etat sont violées en masse, le pouvoir étatique n'étant pas suffisamment fort pour assurer, toujours et partout, le respect du droit. Ainsi, après la Révolution d'octobre, le gouvernement soviétique suivait bien la légalité révolutionnaire, la régulation de certains rapports par des lois socialistes, le principe établissant que les décrets du pouvoir soviétique soient uniformément observés sur tout le territoire de l'Etat. Or, dans les premières années après la révolution, un ordre juridique socialiste stable n'a été et n'a pu être instauré dans toutes les provinces du pays, parce que le pouvoir soviétique n'a pas été suffisamment consolidé dans toutes les provinces et que „le droit n'est rien sans un appareil qui soit en mesure de contraindre les hommes à observer les normes juridiques“ (Lénine).

De même en Tchécoslovaquie, l'évolution juridique a conduit à exprimer le concept de légalité socialiste dans le droit en vigueur.¹⁴⁾

Le postulat de l'observation du droit comporte également le postulat de l'observation du droit par les organes d'Etat. Ce dernier postulat est la *conditio sine qua non* de la légalité. On peut le formuler aussi comme principe de la soumission des organes d'Etat aux normes juridiques en vigueur.

On peut noter que certains théoriciens juridiques socialistes (et cela K. Opalek en Pologne, V. P. Rađkov dans l'U.R.S.S., F. Šamalík en Tchécoslovaquie)¹⁵⁾ réduisent tout à fait la légalité à la seule question du respect du droit par les organes d'Etat. Bien que cette conception la plus restreinte de la légalité ne prédomine pas dans la littérature socialiste, il est incontestable dans notre théorie juridique que le postulat de l'observation du droit par les organes d'Etat fait partie, d'une manière ou d'une autre, du concept de légalité.

Il ressort déjà de ce qui a été dit une concordance partielle évidente existant entre les concepts d'Etat de droit et de légalité touchant le rapport entre le droit en vigueur et l'Etat, respectivement les organes d'Etat, tel qu'il est formulé dans la doctrine bourgeoise de l'Europe occidentale et dans la théorie juridique des pays socialistes d'Europe. Cette concordance est facile à expliquer par les circonstances mentionnées ci-dessus (sub I).

Du point de vue de son essence sociale, la culture juridique contemporaine des Etats socialistes d'Europe se rattache à un tout autre type historique que la culture juridique des Etats bourgeois du continent. Cependant, si l'on a en vue la culture juridique au sens de la simple technique (c'est-à-dire des formes) de la formation et de la réalisation du droit, tous ces Etats appartiennent au type de l'Europe occidentale, lequel se distingue, entre autres, par le fait que la source prévalante et dominante du droit (au sens formel), c'est, depuis les codifications du 19^e siècle, la loi en tant qu'acte normatif émanant de l'organe suprême du pouvoir d'Etat.

Ici, nous touchons aussi à la différence existant entre la formulation mentionnée du concept d'Etat de droit, laquelle a en vue la soumission au droit de l'Etat lui-même, et notre conception qui parle de la soumission non de l'Etat mais des organes d'Etat.

Je juge que c'est la seconde des formulations citées qui répond mieux au type de la technique juridique de l'Europe continentale. Dans le système où la loi (le cas échéant y compris les lois constitutionnelles) constitue la source principale du droit, nous considérons, du point de vue

¹⁴⁾ La Constitution tchécoslovaque utilise le terme de „légalité socialiste“ dans l'art. 17, paragraphe 1.

¹⁵⁾ Conf. K. Opalek, *Spór o pojecie praworządności, Państwo i prawo* no 10/1959. K. Opalek i W. Zakrzewski, *Z zagadnień praworządności socjalistycznej*, 1958. V. P. Rađkov, *Socialističeskaja zakonnosť v sovetskom ugovnom procese*, 1959, page 41, 42. F. Šamalík, *Spory o pojetí zákonosti*, *Právník* no 3/1964.

Conf. l'analyse de ces questions dans le livre J. Boguszak, *Základy socialistické zákonosti v ČSSR*, pages 122–124.

formel, l'Etat lui-même comme créateur du droit en vigueur. Avec cela, le pouvoir législatif, le cas échéant constituant, est l'expression de la souveraineté de l'Etat. En sa qualité de créateur souverain des normes, l'Etat n'est lié, du point de vue juridique formel, par rien (il faut entendre par là qu'il n'est soumis à aucune règle positive car celle-ci devrait avoir une force juridique supérieure que ne l'ont les lois, le cas échéant les lois constitutionnelles, d'un Etat donné).

Aussi ne s'agit-il pas, à mon avis, de la soumission au droit en vigueur de l'Etat lui-même mais seulement des organes d'Etat. Nous ne concevons donc pas ce dernier principe comme principe de droit naturel mais comme règle de droit positif. En effet, il découle *eo ipso* de toute norme juridique en vigueur qu'elle s'impose à tous les sujets touchés, y compris les organes d'Etat.

Cependant, le principe de la soumission au droit des organes d'Etat se trouve modifié à l'égard de l'organe suprême du pouvoir d'Etat. On ne peut parler ici (si nous laissons à part la question de la subordination relative aux règles de procédure) que d'une éventuelle soumission au sens de la constitutionnalité.¹⁶⁾ Cependant cette soumission ne serait parfaite que si la rigidité de la constitution atteignait le degré de ladite constitution „éternelle“ (c'est-à-dire immuable), donc si certaines de ses dispositions étaient constitutionnellement déclarées immuables.

¹⁶⁾ Les lois constitutionnelles se distinguent d'autres lois (lois ordinaires) par la forme. En règle générale, elles ont une force juridique supérieure (de sorte que les lois ordinaires ne peuvent être en contradiction avec elles), ce qui est la condition préalable de la constitutionnalité au sens de la soumission de l'organe législatif. La constitution est rigide si pour adopter des lois constitutionnelles une procédure spéciale est établie en vue d'assurer une plus grande stabilité de la constitution.

Pour assurer la constitutionnalité au sens sus-mentionné, respectivement la supériorité (une force juridique supérieure) des lois constitutionnelles par rapport aux autres lois, il faut que les lois constitutionnelles se distinguent d'autres lois par leur forme, tout au moins justement par le fait qu'elles s'appellent (sont désignées) expressément lois constitutionnelles. Cependant, on fait usage du terme de „constitution“ au sens large aussi là, où les lois constitutionnelles ne se distinguent point d'autres lois par leur forme (par la force juridique, la procédure, la désignation), mais par leur contenu. Or, dans ce cas (c'est-à-dire si nous prenons en considération non le point de vue de la forme mais celui du contenu) il ne s'agit point de constitution ou de lois constitutionnelles en tant que catégorie spéciale d'actes normatifs, mais seulement du droit constitutionnel en tant que branche spéciale du droit. Il s'agit surtout des normes établissant l'organisation de base du pouvoir d'Etat, le cas échéant des normes déterminant les principes fondamentaux du régime social et d'Etat, éventuellement les droits fondamentaux des citoyens. Ce sont des normes qui constituent par leur contenu la base de tout le système juridique. Appartiennent ici particulièrement même les normes qui déterminent comment se forme le droit positif.

On distingue parfois ladite constitution de fait et ladite constitution écrite. Au sens le plus large du mot on entend alors par la „constitution de fait“ le régime effectif d'un Etat (l'organisation du pouvoir d'Etat) sans égard au fait si ce régime est réglé par les normes juridiquement obligatoires ou non. Or, en ce sens, le concept problématique de „constitution de fait“ n'est pas un concept de droit et il n'a pas, non plus, de valeur pour la constitutionnalité en tant que base de la légalité conçue du point de vue de principe moderne (soumission relative de l'organe législatif), que nous avons expliqué plus haut.

Au sens plus étroit, on entend par constitution de fait justement les principes

Parmi les constitutions contemporaines, il en est ainsi dans le cas des dispositions citées à l'article 79, alinéa 3 du Grundgesetz de la R.F.A., c'est-à-dire notamment dans le cas des articles 1 et 20 de cette constitution.

Or, pour des raisons que j'ai citées, c'est-à-dire eu égard à la souveraineté du pouvoir d'Etat (ainsi que pour d'autres raisons d'ordre sociologique politique), une telle soumission, à savoir la déclaration de l'immutabilité de n'importe quelle disposition, manquerait, comme notion, de sens et sa valeur est donc douteuse.

C'est seulement en partant d'une certaine conception de la primauté du droit international sur le droit national que l'on arriverait à des conclusions un peu différentes quant à la question de la soumission de l'Etat au droit. Cette conception ne peut pas faire aujourd'hui l'objet d'une analyse dans notre brève étude; qu'il suffice ici, pour les buts de notre exposé ultérieur, de constater que nous ne partageons pas cette conception dans notre théorie.

La conception suivant laquelle l'Etat est lui-même soumis au droit en vigueur rappelle plutôt le principe de „rule of law“ (la domination du droit) qui répond à un autre type contemporain de la culture juridique (respectivement de la formation et de la réalisation du droit) — à savoir à la „common law“ anglo-saxonne.

En effet, l'idée que le droit est au-dessus de l'Etat et que l'Etat, lui-même, lui est soumis est plus compréhensible dans un système où prévalent, comme sources du droit, les précédents et les coutumes juridiques comme il en est dans la „common law“, et où, par conséquent, il peut paraître que le droit n'est pas une création de l'Etat mais qu'il naît indépendamment de lui. Car, à la différence des lois et d'autres actes normatifs des organes d'Etat, les règles coutumières ne se présentent pas comme étant le résultat d'une activité intentionnelle des organes d'Etat, mais, *praeter legem*, comme étant la conséquence d'un comportement de masse se formant à long terme et anarchiquement et de la conscience juridique y correspondante. Le pouvoir étatique ne fait alors que reconnaître telles ou telles règles coutumières comme obligatoires sur le plan juridique en les appliquant par ses organes lors des décisions individuelles et en prêtant secours dans les cas de leur violation respectivement en utilisant les mesures de contrainte. Les précédents, en tant que source du droit, sont bien le résultat de l'activité des organes d'Etat, cependant ils n'émanent pas de la volonté exprimée comme règle générale par l'organe incarnant la souveraineté de l'Etat mais ils naissent à base des décisions individuelles rendues par les juges. C'est aussi en vertu de la doc-

d'organisation du pouvoir d'Etat exprimés dans le droit, mais sans égard à la forme (source) de leur traduction sur le plan juridique; appartiennent ici particulièrement les règles coutumières ayant un contenu et une portée constitutionnels (là où la coutume juridique est une des sources même du droit constitutionnel, c'est-à-dire dans la Grande Bretagne). Il s'ensuit aussi que ce concept de constitution de fait, lui non plus, n'a aucune signification du point de vue de la subordination de l'organe législatif au droit. La terminologie utilisée („constitution de fait“ a contrario de la „constitution écrite“) est en plus inexacte. C'est seulement *cum grano salis* qu'on peut désigner le droit coutumier comme droit non-écrit. Même s'il n'est pas inscrit dans les recueils officiels, il est néanmoins traité dans les ouvrages scientifiques et ces „recueils écrits“ influencent aussi la pratique juridique.

trine soulignant fortement l'indépendance des juges à l'égard des organes du pouvoir législatif et exécutif que les précédents peuvent paraître comme étant un droit qui n'est pas la création de l'Etat en tant qu'Etat, mais auquel l'Etat est toutefois soumis.¹⁷⁾

Cette conception, elle aussi, de la soumission de l'Etat au droit par l'intermédiaire de la common law (soumission au droit commun, c'est-à-dire aux précédents et aux coutumes) n'est, à vrai dire, qu'une fiction et, abstraitement parlant, elle assure moins la sécurité juridique que ne le fait le système continental.

Ce fait est évident surtout en Grande Bretagne où même le droit constitutionnel est, en majeure partie, formé par les coutumes juridiques. Le pouvoir du parlement y est presque égal à l'arbitraire car le parlement, n'étant pas lié par une charte constitutionnelle, peut modifier de

¹⁷⁾ Dans la doctrine socialiste, on rencontre tout exceptionnellement une conception de la légalité qui rappelle d'un peu loin le principe de „rule of law“, et cela chez St. Ehrlich. Selon lui „Les droits fondamentaux de l'homme qui font nécessairement partie du système juridique de chaque Etat civilisé n'ont pas besoin de se prévaloir pour leur justification d'une supériorité métaphysique par rapport au droit positif. Il suffit de constater que la tradition progressiste de l'humanité ne permet pas de les reléguer en dehors du droit positif. Il ne résulte pas de cela qu'on doive chercher la justification des droits civiques fondamentaux seulement dans le droit écrit. Il est vrai que ces droits fondamentaux sont homogènes avec ceux qui découlent du droit positif, il est vrai aussi qu'ils devraient être inscrits dans les constitutions et les lois. Mais lorsqu'ils ont été écartés de ces actes ou pratiquement annéantis ils ne cessent pas d'être en vigueur comme des normes spécifiques du droit coutumier“ (le recueil *Le concept de la légalité dans les pays socialistes*, Wrocław-Warszawa 1961, page 71).

L'applicabilité du droit coutumier dépend pleinement du fait que l'Etat reconnaisse la coutume comme étant la forme (source) du droit. Or, la plupart des Etats socialistes ne reconnaissent pas, pour d'importantes raisons, la coutume comme étant la forme (source) d'un droit qui puisse être appliqué *praeter legem*, ou même *contra legem*.

Ce qui découle donc pratiquement des assertions d'Ehrlich, c'est la „légalité matérielle“, indépendante du droit en vigueur dans la sphère des droits fondamentaux de l'homme, dans la mesure où ces droits ne seraient pas garantis par le droit socialiste en vigueur.

Selon C. A. Colliard „on pourrait croire qu'il n'y a pas de différence essentielle entre cette formule (c'est-à-dire *rule of law*) et la conception de la légalité socialiste... Il résulte du rapport de M. Ehrlich...“ (ibidem, p. 363).

On ne peut pas être pleinement d'accord avec cette caractéristique de Colliard touchant la conception d'Ehrlich. En effet, selon notre opinion, comme nous allons le déduire plus loin, la coutume pas plus que le précédent considérés du point de vue du droit positif, ne peuvent être mis en application dans le système de „rule of law“ que *praeter legem* mais non pas même *contra legem*. La conception d'Ehrlich va plus loin: il ressort de celle-ci l'applicabilité de la coutume (en matière des droits fondamentaux de l'homme) éventuellement même *contra legem*.

En outre, dans le système continental européen (auquel appartiennent en fait, dans une mesure prépondérante, les systèmes des Etats socialistes d'Europe) où les coutumes ne sont pas officiellement reconnues comme sources du droit, le système des coutumes n'a même pas été élaboré par la théorie et la pratique juridiques de sorte qu'elles manquent de contours suffisamment prononcés. Aussi l'appel (fait par Ehrlich) aux coutumes n'a-t-il pas une portée analogue à celle qu'elle a dans le système de common law.

Conférez pour cette question aussi la remarque no. 20 et pour les détails J. Boguszek, op. cit., pages 75-79.

façon illimitée les droits étant nés sur la base de la „common law“.¹⁸⁾ Le principe d'interprétation des lois in favorem de la common law ne change pas grand'chose à l'essence de l'affaire. Une moindre sûreté de la „common law“ sur le plan de la sécurité juridique se révèle par suite même dans le fait que dans ce système n'est pas applicable le principe „nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege“.

Or, dans cette étude sommaire il n'y a pas de place pour faire une comparaison plus détaillée des doctrines continentales de l'Etat de droit ou de la légalité d'une part et de la doctrine anglosaxonne de „rule of law“ d'autre part; nous nous occuperons donc, dans la suite, exclusivement des conceptions continentales.¹⁹⁾

Vu les problèmes mentionnés que pose le principe de la soumission au droit par rapport à l'organe incarnant à l'intérieur du pays la souveraineté de l'Etat (c'est-à-dire par rapport à l'organe législatif, le cas échéant constituant), il est clair que la portée principale de ce principe réside dans son rapport aux organes exécutifs du pouvoir étatique (respectivement aux organes d'administration d'Etat), le cas échéant dans son rapport aux tribunaux.

C'est aussi dans ce sens que ce principe est, dans une mesure prépondérante, accepté dans les doctrines modernes de droit constitutionnel et administratif. Il se présente sous trois variantes différentes. Les différences existant entre ces variantes portent sur les limites dans lesquelles les organes administratifs peuvent empiéter sur la situation juridique (c'est-à-dire sur les droits et les obligations) des citoyens et des organismes.

La première de ces conceptions, soutenue par certains auteurs plus anciens (cela notamment par O. Sarwey et W. Plappert), conception qui, du reste, est peut-être déjà entièrement abandonnée dans les Etats contemporains juridiquement développés, construit la soumission mentionnée des organes d'Etat seulement dans le sens négatif: Est permis à ces organes tout ce qui ne leur est pas interdit par la loi (activité de l'administration d'Etat *praeter legem*).

¹⁸⁾ On peut supposer que l'opiniâtreté avec laquelle on maintient la fiction de „rule of law“ dans la doctrine juridique a, entre autres, pour but de compenser justement l'infériorité juridique positive du constitutionnalisme britannique. Bien entendu, nous sommes loin de sous-estimer l'influence de fait qu'exerce la doctrine juridique sur la pratique (y compris la pratique législative). Or, ce que nous avons en vue ici, c'est de ne traiter la question que du point de vue purement formel de droit positif.

¹⁹⁾ Si nous comprenons la question du point de vue juridique purement formel, c'est la formule de C. A. Colliard qui se rapproche le plus de notre conception, telle que nous l'avons formulée, en ce qui concerne la concordance entre la légalité socialiste et l'Etat de droit. Selon C. A. Colliard „La science connaît deux conceptions fondamentales de la légalité. La conception rencontrée surtout parmi les juristes du continent européen, se rapprochant de l'idée du *Rechtsstaat*: activité conforme au droit. La légalité telle qu'elle est comprise dans les pays socialistes se rapproche, selon l'avis du conférencier, de cette conception. La conception anglosaxonne est autre: elle est en fait une idée générale dont le principe essentiel est le *rule of law*.“ (le Recueil Le concept de la légalité dans les pays socialistes, page 363).

La seconde théorie, aujourd'hui également périmée (O. Mayer) — le principe dudit Vorbehalt des Gesetzes — part de la thèse selon laquelle il est permis aux organes administratifs tout ce qui n'est pas réservé à être réglé par la loi.

Enfin, la troisième conception entièrement prédominante dans la théorie moderne (élaborée surtout par F. Fleiner, A. Merkl, Carré de Malberg) part du principe suivant lequel les organes administratifs ne peuvent agir que sur la base de la délégation et dans les limites établies par la loi (c'est-à-dire „secundum et intra legem“).

On peut trouver, même à cet égard, une concordance entre les conceptions partant de l'idée de „l'Etat de droit“ et les conceptions s'appuyant sur l'idée de la légalité socialiste. Dans la théorie juridique socialiste, c'est la conception de l'administration légale d'Etat, citée en dernier lieu (secundum et intra legem), qui prévaut. L'analyse des dispositions correspondantes des constitutions socialistes dépasseraient l'étendue limitée d'une étude de revue; je me contente de constater qu'il s'agit là, selon mon opinion, d'un concept de droit positif.

Ce qui a été dit relativement à la soumission au droit des organes d'administration d'Etat vaut, dans le système de l'Europe continentale, également pour les tribunaux — avec les différences découlant de la situation et des attributions spéciales des tribunaux dans le système des organes d'Etat, notamment de l'indépendance dont les tribunaux jouissent en jugeant une affaire. Tout comme les organes d'administration d'Etat, les tribunaux sont liés par les lois, le cas échéant par les autres actes normatifs obligatoires, mais ils les interprètent et appliquent indépendamment de sorte qu'en jugeant une cause ils ne sont soumis, sur le plan juridique, à rien d'autre qu'à des actes normatifs obligatoires généraux. C'est justement en cela que consiste le principe d'indépendance des juges lors du jugement des causes. Par contre, un organe d'administration d'Etat, lui, peut être lié, en interprétant et appliquant le droit, par des instructions internes (tant normatives qu'individuelles) des supérieurs. D'un autre côté cependant, certains organes d'administration sont délégués à édicter des actes normatifs en exécution des lois (actes dérivés, c'est-à-dire secondaires ou tertiaires). Par contre, les tribunaux, dans les systèmes de l'Europe continentale, n'ont, en principe, aucune attribution leur permettant de créer le droit.

Ces conceptions relatives à la position des tribunaux constituent également un des traits communs à l'Etat de droit et à la légalité socialiste.

Pour ce qui est de la situation juridique des citoyens et des organismes, on peut, de façon analogue, distinguer la conception, suivant laquelle les citoyens et les organismes ne peuvent faire que ce qui leur est permis par les normes juridiques, de la conception selon laquelle les citoyens et les organismes peuvent faire tout ce qui ne leur est pas défendu par les normes juridiques. Seule la seconde des deux conceptions est adéquate à la légalité socialiste et aussi à l'idée contemporaine de l'Etat de droit.

A cela ne change rien le fait que les constitutions proclament en géné-

ral d'une manière spéciale certaines libertés dites démocratiques ou personnelles. A mon avis, on ne peut déduire de cette règle aucun argument a contrario, à savoir que les actes en dehors du cadre des libertés mentionnées ne sont pas permis, mais seulement le fait qu'on accorde une protection spéciale à ces libertés de droit public. C'est que ces droits absolus sont imprescriptibles, inaliénables. Par opposition aux droits subjectifs de droit privé, ces libertés sont réglées non pas par des normes facultatives mais par des normes ayant un caractère catégorique (impératif). Leur naissance, étendue et contenu découlent strictement directement ex lege et les sujets des rapports juridiques ne peuvent rien y changer par leurs actes juridiques. La réglementation juridique de ces libertés n'accorde aux sujets de droit aucune autonomie de disposition; on ne peut pas en disposer et, surtout, on ne peut même pas y renoncer. L'Etat protège ici le citoyen, si l'on peut le dire ainsi, indépendamment de sa volonté, le cas échéant même contre sa volonté.

IV. Jusqu'ici, nous nous sommes mû dans la sphère des concepts juridiques formels (de la technique juridique).

Pour élucider les concordances et les différences existant entre l'Etat de droit et la légalité socialiste il faut ensuite faire la comparaison des deux concepts du point de vue de leur contenu.

Comme nous l'avons déjà indiqué, on fait valoir dans les doctrines bourgeoises outre les conceptions purement positivistes, les conceptions qui ne comprennent pas par le concept d'Etat de droit seulement le problème du rapport entre le droit en vigueur et l'Etat, mais qui ont en vue la soumission de l'Etat aux idées juridiques suprapositivistes lesquelles ont un caractère a priori vis-à-vis de l'Etat et du droit en vigueur.

Il découle de la conception marxiste des phénomènes juridiques, qui souligne le fond et les causes socio-économiques de ces phénomènes, certaines conclusions ayant trait à la teneur de la légalité et se rapportant au concept de légalité au sens large.

Or, dans notre comparaison des concepts mentionnés en tête de notre étude, il ne s'agit pas, comme nous l'avons déjà dit plus haut (sub I), de la philosophie comparative de droit. Du reste, il serait aussi impossible d'opérer la comparaison des concepts philosophiques juridiques dans le cadre limité d'une étude de revue, en raison surtout de la multiplicité et de la diversité idéologiques des concepts d'Etat de droit existant dans la doctrine bourgeoise. Aussi, n'allons-nous comparer notre conception marxiste avec les autres conceptions que dans une forme très générale et très abstraite.

Avec cela, nous nous attacherons seulement aux conceptions qui répondent en effet au contenu du droit en vigueur dans les pays développés, respectivement qui se font valoir et se révèlent dans le droit en vigueur de ces pays, respectivement sur lesquelles le droit en vigueur a son assise. Nous nous en tiendrons principalement aux différences touchant l'essence socio-économique des thèmes juridiques que nous avons traités en exposant les concordances formelles existant entre les deux doctrines

comparées, à savoir aux problèmes des rapports existant entre les organes d'Etat et les citoyens et relatifs à la question de la liberté civique et aussi de l'égalité civique.

Le processus de la formation du droit n'est pas un simple produit de la volonté d'Etat, d'autant moins un produit arbitraire.

Des rapports sociaux déterminés font naître inévitablement un droit déterminé. Il s'agit de rapports d'inégalité sociale, qui comportent donc des contradictions sociales et engendrent de telles situations de conflit dont la solution nécessite justement d'avoir recours à des méthodes juridiques, les autres méthodes n'étant pas susceptibles d'assurer un déroulement „coulant“ des processus sociaux correspondants et „d'adoucir les conflits et de les maintenir dans les limites de l'ordre“ (dans le sens d'Engels). Quels sont alors ces rapports sociaux contradictoires? Dans notre théorie juridique, cette question a été, jusqu'ici, solutionnée d'une manière par trop simplifiée.

Le fait que le phénomène de droit est lié à l'existence de l'Etat ne signifie pas que toutes les contradictions sociales ayant engendré l'existence de l'Etat nécessitent inévitablement d'avoir recours à la méthode de solution juridique. Cette dernière méthode n'est pas unique et universelle, mais c'est seulement une des méthodes possibles de la réalisation des fonctions de l'Etat. Elle appartient en effet aux méthodes de gouvernement seulement relativement cultivées.

Pour résoudre la question de savoir quels rapports exigent typiquement une réglementation juridique et engendrent de toute nécessité une telle réglementation, il faut s'occuper, à mon avis, aussi du rapport du droit et de la liberté. En cette liaison, ce dernier rapport est souvent négligé dans notre théorie du droit.

Déduisons d'abord le rapport du droit et de la liberté en partant des données qui, à vrai dire, découlent déjà de la notion formelle de droit et du concept de légalité au sens juridique.

Partons de la caractéristique couramment admise des normes de droit respectivement des obligations juridiques. Cette caractéristique, c'est le fait que le respect des normes de droit respectivement des obligations juridiques est exécutable par la puissance de l'Etat. Or, la méthode juridique de gouvernement se signale en même temps par le fait que la contrainte n'est applicable qu'à base du droit, lorsque ce dernier a été violé, et dans la forme prévue par les normes juridiques.

En délimitant l'usage de la contrainte et en la soumettant à ses règles, le droit assure justement une certaine sphère (ne soit-elle que minime) de la liberté dans laquelle il n'est pas licite de s'ingérer par les moyens de contrainte.

Il serait donc erroné de croire que le sens de la régulation juridique des rapports sociaux consiste essentiellement dans la contrainte. C'est justement dans le fait de restreindre nécessairement d'une manière ou d'une autre l'arbitraire et d'offrir ainsi au sujet du droit une certaine sécurité que réside la grande conquête historique de la culture juridique.

Elle élimine en même temps juridiquement, c'est-à-dire elle interdit et frappe par la contrainte, toute autre contrainte (ne se fondant pas sur le droit), c'est-à-dire une contrainte qui soit mise en œuvre en dehors des obligations juridiques établies et de manière autre que celle qui est prévue par les normes juridiques.

Le droit est donc un moyen de contrainte mais il met simultanément des bornes à la contrainte. Il est l'instrument d'une seule contrainte exactement déterminée, à savoir de la contrainte d'Etat qui ne s'applique que dans les cas prévus.

En réglant le comportement, respectivement en déterminant les obligations par le fait d'ordonner ou de défendre tel ou tel comportement, le droit impose, sans doute, des limites au comportement des sujets de droit. Car l'obligation juridique signifie la nécessité de se conduire de manière établie par les normes de droit. Mais par là-même elle délimite en même temps de manière plus ou moins précise et garantit un certain degré de liberté. En effet, aucune liberté, respectivement aucun droit subjectif, en tant que possibilité de se comporter de manière déterminée par le droit, ne sont juridiquement assurés que s'il leur répond, d'un autre côté, une obligation juridique (y compris l'obligation de ne pas troubler l'utilisation de la liberté ou d'un droit subjectif).

Les libertés juridiquement illimitées (c'est-à-dire celles qui ne sont pas limitées par la détermination des obligations juridiques) ne sont donc point des libertés juridiques.²⁰⁾ En contrepartie de la restriction de la liberté le droit offre la sécurité juridique.²¹⁾

Une autre méthode, non juridique celle-là, c'est la violence pure et simple qui n'est liée par aucune règle.

Il découle déjà de ce qui a été dit aussi la réponse à la question de savoir quels rapports nécessitent une réglementation juridique et engendrent donc le droit.

²⁰⁾ Aussi, la conception „matérielle“ de la légalité (St. Ehrlich — voir ci-dessus la remarque no. 17) visant à mettre en valeur les droits fondamentaux de l'homme éventuellement même *praeter legem* ou *contra legem* en se basant sur des règles coutumières vagues (pas suffisamment élaborées), ne serait-elle pas au profit de la sécurité juridique, mais bien au contraire.

²¹⁾ Nous avons en vue ici la notion de la liberté au sens juridique politique, c'est-à-dire la sphère dans laquelle il n'est pas permis d'intervenir par les moyens s'appuyant sur la contrainte.

Le même concept de liberté a été d'ailleurs défini en d'autres termes — à l'aide de la légalité — déjà par Ch. Montesquieu: „La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent; et, si un citoyen pouvait faire ce qu'elles défendent, il n'aurait plus de liberté, parce que les autres auraient tout de même ce pouvoir“ (De l'Esprit des lois, I, XI, ch. III). „Une constitution peut être telle que personne ne sera contraint de faire les choses auxquelles la loi ne l'oblige pas et à ne point faire celles que la loi lui permet“ (ibidem, I, XI, ch. IV).

Nous ne visons donc pas ici la liberté au sens philosophique ou sociologique laquelle est généralement comprise dans le marxisme comme „in der Erkenntnis dieser Gesetze (gemeint sind die Natur- und gesellschaftlichen, bzw. ökonomischen Gesetze — J. B.) und in der damit gegebenen Möglichkeit, sie planmässig zu bestimmten Zwecken wirken lassen“ (Fr. Engels, Herrn Eugen Dührings Umwälzung der Wissenschaft, Dietz-Verlag, Berlin 1953, page 158). Cette liberté se trouvera

Ce sont bien les rapports sociaux impliquant les contradictions pouvant s'exaspérer jusqu'à aboutir à des situations de conflit dont la solution ne peut pas se passer de contrainte. Mais ce sont en même temps des rapports sociaux où il est nécessaire de garantir à tout participant un certain degré de liberté et de sécurité de sorte que la contrainte ne peut pas dépasser ici certaines limites. Car il s'agit de rapports, où en dépassant un degré déterminé de contrainte on risquerait de compromettre un tel fonctionnement de ces rapports, qui est dans l'intérêt d'un ordre social donné.

Eu égard au rapport du droit et de la contrainte tel que nous l'avons dépeint, la méthode de légalité n'est pas une manière adéquate permettant d'adoucir ou de trancher n'importe quelle contradiction respectivement n'importe quel conflit. Elle n'est pas une méthode adéquate même là où aucune contrainte n'est nécessaire, pas plus que là où il faut une contrainte pure et simple (non limitée par le droit) pour maîtriser les conflits.

C'est pourquoi le droit ne devient un des principaux moyens de la réalisation des fonctions de l'Etat que seulement dans l'évolution moderne (depuis la désintégration du féodalisme et l'épanouissement du capitalisme). Ce n'est que désormais qu'on peut, à vrai dire, parler de la légalité comme d'une méthode de gouvernement et dire que le droit règle les rapports sociaux fondamentaux.

Le critère fondamental du degré d'importance du droit et de celui de la mise en vigueur de la légalité dans un Etat, c'est en premier lieu le fait si et dans quelle mesure le droit règle les rapports fondamentaux de classe, c'est-à-dire la position des producteurs.

Si en effet nous avons constaté que la régulation juridique est une méthode de gouvernement relativement cultivée garantissant une certaine liberté et sécurité juridique, il s'ensuit que cette méthode n'est adéquate qu'à des rapports socio-économiques qui ne sont pas fondés sur la contrainte extra-économique de force. La régulation juridique de la position des producteurs n'est mise en œuvre que là où le mode de production exige une certaine qualification, culture, activité et initiative du producteur, son intérêt au travail. C'est justement cela qui sup-

réalisée dans le socialisme, de sorte que les hommes pourront „ihre Geschichte mit vollem Bewusstsein selbst machen“, weil nämlich „die von ihnen in Bewegung gesetzten gesellschaftlichen Ursachen vorwiegend und in stets steigendem Masse die von ihnen gewollten Wirkungen haben“ (ibidem, page 351).

Cette liberté au sens sociologique se rapporte à l'affranchissement de la classe et des masses et elle est la condition préalable de la liberté de l'individu. Or, la liberté de l'individu n'est pas assurée, même dans le socialisme, si l'on ne garantit pas les libertés au sens juridique politique.

Un des traits caractéristiques du dogmatisme juridique dans la théorie marxiste de droit, qui a contribué à la violation du principe de légalité ayant eu lieu dans les pays socialistes dans le passé, c'était la sous-estimation de la portée des libertés au sens juridique politique, respectivement la réduction du problème de la liberté à la notion de la liberté au sens philosophique sociologique.

Conf. pour cette question J. Boguszak, K. sociální podstatě práva (Právo, svoboda a rovnost), Právník no. 4, 1967 (résumé en français).

pose une certaine liberté et sécurité juridique du producteur, cela ne pouvant pas être obtenu par la contrainte mais principalement par des stimulants matériels et moraux. C'est d'un tel producteur qu'a besoin toute technique de production un peu développée.

En effet, dans les formations sociales précapitalistes, la sphère de la mise en valeur du droit était relativement étroite. Il est vrai que dans la société féodale les rapports entre les féodaux et les serfs naissent et sont déjà compris comme rapports de droit. Cependant la sphère de la liberté accordée aux producteurs (aux serfs) était très étroite, notamment très peu sûre. En effet, le système des rapports en question permettait en principe l'arbitraire des féodaux. Le pouvoir public se confondait avec la classe des féodaux. C'est par conséquent le seigneur féodal lui-même qui devenait le juge dans les rapports entre le féodal et ses sujets.

On ne peut parler dans n'importe quel rapport des garanties juridiques de la liberté que si l'on a l'obligation de mettre en valeur ces garanties grâce à un pouvoir, dont aucun des participants au rapport mentionné ne dispose, mais qui est au dessus des deux parties, celles-ci étant égales entre elles sur le plan formel, face à ce pouvoir.

Dans les formations sociales précapitalistes le droit ne réglait pas par conséquent, pour l'essentiel, d'une manière effective les contradictions et les conflits existant entre les membres des classes dominantes (c'est-à-dire entre les personnes libres) d'une part et les producteurs (serfs) d'autre part. L'égalité de droit n'existait entre les personnes libres non plus.

Le droit en tant que critère d'égalité se faisait valoir notamment à mesure que se développaient la production marchande et le marché.

Ce n'est que dans le capitalisme qu'également la force de travail devient la marchandise.

Nous pouvons conclure que la méthode juridique devient une méthode universelle de gouvernement, une méthode de réalisation des fonctions fondamentales de l'Etat — à savoir la légalité, du moment qu'elle prête aux rapports sociaux fondamentaux la forme des rapports entre les hommes libres, mais aussi égaux entre eux dans le sens juridique du mot, ce qu'exige à la fin et réclame avec force, par voie de la politique, l'économie capitaliste.²²⁾

„Iustitia est constans et perpetua voluntas ius suum cuique tribuens.“

Les différentes conceptions du droit naturel, relatives à la justice et exprimant les vœux des opprimés, étaient de tout temps liées aux idées humaines d'égalité et de liberté, à l'idée de droit en tant que critère d'égalité.

Sur le plan juridique formel cette conception se fait valoir d'une façon universelle dans le capitalisme.

Dans le domaine des droits politiques la conception d'égalité en droit de tous les citoyens ne se fit valoir que dans les démocraties bourgeoises modernes, à la suite des luttes de classe, se déroulant à la fin du 19^e et au début du 20^e siècles. L'Etat de droit devient ainsi de ce fait en plus

²²⁾ Quant aux problèmes traités dans cette partie de notre exposition, conférez pour les détails *J. Boguszak*, *K sociální podstatě práva* (Právo, svoboda a rovnost), *Právník* no 4 (1967) (résumé en français).

au début du 20^e siècles. L'Etat de droit devient ainsi de ce fait en plus l'Etat de démocratie formelle.

L'idée de l'égalité (méthode juridique de gouvernement), respectivement l'idée d'un Etat de droit est par conséquent liée à l'égalité, au moins abstraite, des libertés. C'est l'Etat de droit bourgeois qui réalise son avènement.

Cependant, derrière la position juridiquement égale des citoyens dans l'ordre capitaliste, on voit se dissimuler des contradictions sociales profondes. Dans une société bourgeoise il ne s'agit en effet que d'une égalité juridique abstraite et d'une liberté juridique abstraite, à savoir d'une capacité de jouissance égale ou bien d'une capacité égale d'exercice des droits. Car justement il s'agit d'une liberté juridique, comportant en même temps la liberté (ou l'autonomie) de la propriété privée, c'est-à-dire la liberté d'avoir ou d'acquérir la propriété même des biens de production. La liberté juridique ainsi illimitée devient forcément l'expression d'une inégalité sociale profonde, due à l'exploitation de l'homme par l'homme, propre au système économique capitaliste, et c'est de cette inégalité que naissent des contradictions de classe antagonistes.

L'inégalité sociale déprécie considérablement la valeur des libertés personnelles et démocratiques fondamentales. Le degré d'utilisation de la liberté personnelle, de la liberté d'opinion et d'autres libertés fondamentales est en réalité conditionné par le niveau de vie matériel de l'homme. Ces libertés perdent leur importance réelle du moment que l'homme ne dispose pas d'un certain minimum vital, lorsque les soins du pain quotidien absorbent tout son effort, si l'homme dépend, au point de vue économique, purement et simplement de l'employeur capitaliste.

La dialectique de l'évolution consiste dans le fait que l'inégalité sociale mentionnée est liée à la liberté de disposition dans la sphère du droit civil, cette liberté étant assise sur la liberté de la propriété privée, et que l'adoucissement ou la suppression de cette inégalité sociale exigent certaines interventions juridiques de caractère public dans cette liberté de disposition.

Pour approfondir (rendre plus réels) les droits et libertés personnels et démocratiques classiques (traditionnels), on a eu soin d'instituer des droits subjectifs fondamentaux nouveaux de caractère public, à savoir lesdits droits sociaux.²³⁾ En même temps cependant on se trouve devant la nécessité de limiter ou de supprimer les libertés qui déprécient la portée des droits démocratiques et personnels fondamentaux.

V. Or, en ce moment nous parvenons encore une fois à une concordance ultérieure, mais simultanément désormais à une différence essen-

²³⁾ Un grand nombre de représentants de la doctrine démocratique bourgeoise reconnaissent expressément les raisons mentionnées, réclamant l'institution desdits droits sociaux et économiques comme partie intégrante et indispensable du droit constitutionnel moderne. — Conf., par exemple, G. Burdeau, *La démocratie*, 1956, p. 13; W. J. Ganshof van der Meersch, *Introduction au droit constitutionnel comparé* V (textes polycopiés), 2^e édition, 1963.

tielle qui existe entre le développement contemporain de l'Etat de droit bourgeois et la légalité socialiste. En effet, on peut peut-être, en simplifiant quelque peu la question, constater deux essais, menant à la solution de l'inégalité sociale en question. Le premier est représenté par une réforme, à la suite de laquelle l'Etat de droit devient à la fois l'Etat social, ou bien devient l'Etat social de droit. La seconde solution, radicale au point de vue qualitatif, est la transformation, prévoyant l'Etat socialiste et la légalité socialiste.

Or, si nous allons comparer, non pas seulement l'Etat de droit, mais déjà l'Etat social de droit avec la légalité socialiste, nous pourrions peut être constater, de prime abord, encore une fois une certaine concordance entre les deux concepts: L'Etat socialiste, le cas échéant la légalité socialiste, comportent non seulement l'Etat de droit (dans le sens de droit positif, antérieurement mentionné sub III), mais aussi l'Etat social, et sont par conséquent également l'Etat social, respectivement la légalité sociale (peu importe que dans la théorie et pratique socialistes juridiques les expressions „Etat de droit“ et „Etat social“ ne sont pas, pour la plupart, directement employées). Seulement, l'Etat socialiste, le cas échéant la légalité socialiste, vont encore plus loin: justement ils sont — en plus — encore l'Etat socialiste, la légalité socialiste, en quoi ils diffèrent essentiellement de l'Etat social de droit, représentant, en effet, la solution révolutionnaire de la question de l'inégalité sociale.

Dans la partie suivante on va par conséquent s'occuper de plus près du rapport, respectivement de la différence qu'il y a entre la conception de l'Etat social et l'idée de légalité socialiste.²⁴⁾

On désigne comme Etat social l'Etat, dans lequel on assure à chaque citoyen un certain minimum vital, et cela grâce à des soins sociaux publics (étatiques).

Il est nécessaire que le minimum vital soit assuré à tout citoyen, sans différence des mérites du travail.

L'Etat social est tenu en premier lieu d'assurer le travail à tout citoyen apte au travail. Or, pour autant qu'un homme n'a pas la possibilité de se procurer le minimum vital par son propre travail, l'Etat est tenu de lui accorder ce minimum, indépendamment s'il travaille ou non.

La notion de minimum vital est un concept relatif, dans le sens historique du mot. Il est différent, suivant qu'il s'agit d'un pays développé ou d'un pays moins avancé, étant fixé d'une manière objective. Le mi-

²⁴⁾ Si l'on se heurte, en déterminant les concepts généraux d'un Etat de droit et de légalité, à des difficultés accompagnées d'une diversité d'opinions se faisant jour dans la théorie, on rencontre des difficultés encore beaucoup plus grandes en voulant caractériser le concept d'un Etat social, de sorte qu'une analyse plus poussée des différentes conceptions de la matière dépasserait l'étendue prévue de cette étude. C'est pourquoi je ne donnerai dans la suite que ma caractéristique propre d'un Etat social.

Sous le concept d'un Etat social on n'englobe pas, comme il ressort de l'exposé ultérieur, la socialisation de la propriété des moyens de production.

nimum vital répond au degré atteint par le développement des forces de production et au niveau général de vie de la population.

C'est la mise en vigueur de certains droits sociaux fondamentaux publics, se signalant par certaines particularités non traditionnelles, qui constituent le trait caractéristique d'un Etat social.

Tous les droits fondamentaux subjectifs publics ont commun un certain caractère égalitaire, ces droits étant en effet assurés à tous les citoyens sans différence, formellement à parties égales. Les droits sociaux, cependant, qui touchent directement ou indirectement les conditions matérielles de vie de l'homme, constituent ici un phénomène nouveau, comparativement aux droits fondamentaux traditionnels. Pour autant qu'il ressort des droits subjectifs fondamentaux les obligations pour l'Etat, celles-ci concernent uniquement la protection des droits mentionnés. Cependant, au cours de la réalisation des droits fondamentaux traditionnels subjectifs en question, qui sont des droits absolus, l'Etat n'a, aussi bien que tous les autres sujets, que le devoir de ne pas troubler le sujet dans l'exercice de ses droits.

En ce qui concerne les droits sociaux, au contraire, l'Etat a dès le début l'obligation positive de donner ou de faire quelque chose de déterminé (dare ou facere). La particularité des droits sociaux consiste par conséquent dans le fait que ceux-ci sont des droits fondamentaux subjectifs publics relatifs. L'Etat s'ingère ici dans la sphère, ayant primitivement un caractère de droit purement civil, c'est-à-dire dans la sphère qui tombait auparavant tout au plus dans le domaine de l'assurance du droit civil, n'étant d'ailleurs administré que sur la base des œuvres de bienfaisance (charité sociale), soit privées, soit ecclésiastiques ou même publiques, s'appuyant non pas sur le droit imprescriptible du citoyen, mais sur les attributions facultatives accordées aux citoyens qui se trouvent dans une position de suppliants. Or, après la décomposition du libéralisme, les soins sociaux modernes sont par conséquent établis sur la mise en vigueur des droits sociaux fondamentaux publics qui, conjointement avec les droits fondamentaux subjectifs publics, diffèrent expressivement de la façon mentionnée plus haut, des droits subjectifs privés.

La prévoyance sociale a pour l'objectif d'adoucir les conséquences les plus néfastes de l'inégalité sociale. En principe, la prévoyance sociale a cette mission aussi bien dans la société capitaliste que dans la société socialiste. Dans le capitalisme cependant les droits sociaux sont le résultat d'une lutte de classe, tandis que dans le socialisme ils répondent à l'essence même de l'Etat socialiste. Le socialisme diffère également du capitalisme notamment par la nature de l'inégalité sociale que l'Etat adoucit. Ici nous touchons cependant déjà la différence la plus importante qui existe entre la légalité socialiste et l'Etat de droit social.

L'Etat de droit de la société bourgeoise n'a instauré, par rapport à l'économie, qu'une égalité abstraite et formelle de la liberté personnelle, respectivement une capacité égale de faire des actes de droit civil — en principe, par conséquent, liberté et légalité de contracter. „Im Privat-

rechtlichen fehlt die wirkliche Notwendigkeit der Beziehung und damit ist nur die *abstrakte* Gleichheit des Inhalts vorhanden.²⁵⁾ La liberté dans cette sphère, illimitée quant à la propriété, signifie la limitation des possibilités des uns au profit des autres, l'inégalité concrète du contenu de la position sociale.

Dans l'Etat de droit, démocratique au point de vue formel, se rattachent ensuite, sur l'échelon supérieur du développement de l'Etat de droit, à la liberté personnelle abstraite des droits démocratiques égaux abstraits, sous l'influence des luttes de la classe ouvrière.

Enfin l'Etat social de droit complète, plus ou moins, ces libertés en codifiant ces droits sociaux, adoucissant de ce fait plus ou moins l'inégalité sociale, respectivement les contradictions sociales, propres à la société bourgeoise. Ces contradictions, il n'est pas cependant parvenu à les résoudre. La prévoyance sociale à elle même n'assure pas la justice sociale qui répondrait au caractère social qu'accuse le travail dans le capitalisme. Elle ne touche pas les principes fondamentaux de la répartition.

Cette autre justice sociale est la justice socialiste. Elle représente ce nouvel échelon de l'égalité sociale, fondée sur la répartition d'après le travail et par conséquent d'après les aptitudes des individus. Elle prévoit la suppression de la liberté de la propriété capitaliste privée à caractère exploitant et de l'appropriation individuelle des résultats du travail social qui au fait constitue nécessairement le privilège d'une minorité, malgré la capacité juridique égale de tous à y participer.

Le caractère spécifique de la légalité socialiste consiste par conséquent en premier lieu dans le fait que cette méthode est utilisée à de telles limitations de caractère public des libertés de la propriété de droit privé qui assurent l'avènement de ce nouvel échelon de l'égalité sociale — de l'égalité dans le sens du socialisme.²⁶⁾

²⁵⁾ G. W. F. Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechts oder Naturrecht und Staatswissenschaft im Grundrisse*, § 261.

²⁶⁾ D'après C. A. Colliard, „on a l'impression que la légalité socialiste a une double portée: premièrement — la protection des droits individuels des citoyens et deuxièmement — la protection de la propriété socialiste qui est une manifestation de relations sociales nouvelles.

De cette manière la légalité socialiste est en même temps une mesure de protection des droits de l'individu et le moteur du socialisme.

A. La portée de la légalité au sens traditionnel. 1. Il convient de se rappeler que les pays occidentaux reconnaissent la liberté du commerce et de l'industrie et que cette liberté n'existe pas dans les pays socialistes, ce qui est compréhensible, prenant en considération les principes de ce régime.

2. En ce qui concerne les autres libertés fondamentales de l'individu, il ressort de l'analyse des constitutions ainsi que des rapports préparés par les professeurs des pays socialistes, que ces droits sont analogues dans les deux régimes.

3. Malgré cette analogie formelle, on a exprimé l'opinion que les libertés dans les pays occidentaux ont un caractère abstrait et un caractère concret dans les pays socialistes... Mais, aujourd'hui... les constitutions des pays occidentaux assurent un nombre croissant de droits, appelés droits sociaux et économiques...

B. ...1. L'égalité en tant qu'élément de l'édification du socialisme, régime dans lequel la propriété privée des moyens de production n'existe pas. Mais il ne faut pas oublier qu'un grand nombre d'entreprises dans les pays occidentaux sont la

L'idée socialiste d'égalité qui s'exprime par la thèse connue „chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail“ ne signifie pas la suppression totale de l'inégalité sociale. (Un homme plus capable fournit plus de travail ou un travail de meilleure qualité et obtient une rémunération plus grande qu'un homme moins capable qui fournit moins de travail, respectivement un travail de qualité inférieure.)

Ce n'est que l'inégalité qui est propre au capitalisme et qui consiste dans le fait que la répartition n'a pas pas lieu, en premier lieu selon le travail fourni, mais notamment selon le privilège de la propriété privée, qui est supprimée. C'est dans cette mesure qu'il ne s'agit plus d'une simple égalité abstraite du contenu de la position juridique, mais d'une égalité concrète du contenu de la position sociale.

La mise en œuvre du principe de l'équivalence de travail ne peut constituer à lui seul le critère de répartition dans une société socialiste, parce qu'un tel fait conduirait néanmoins à des différences sociales entre les gens tellement grandes, et par conséquent aussi à des contradictions sociales, qui auraient pour conséquence certains troubles sociaux.

C'est pourquoi dans l'Etat socialiste la répartition selon le travail est complétée par la répartition égalitaire, sans équivalence, ayant lieu à partir des fonds sociaux de consommation, dont est caractérisée la prévoyance sociale, déjà mentionnée. Or, ce fait a encore des raisons ultérieures, spécifiques pour le socialisme, qui sont en connexion directe avec la conception socialiste d'égalité. Il s'agit de la première partie de la devise: „chacun selon ses capacités“, par conséquent, de permettre à chacun la mise en valeur de ses aptitudes, d'assurer à tous l'instruction, la santé et autres conditions, facilitant à l'homme de mettre à profit ses capacités, etc.²⁷⁾

propriété de l'Etat et de la nation et que l'activité de ces entreprises ne poursuit pas le but d'un gain capitaliste“ (recueil Le concept de la légalité dans les pays socialistes, p. 363).

Avec cette caractéristique on peut être en somme d'accord — à l'exception du point dernièrement cité, où C. A. Colliard n'a pas apprécié, selon mon opinion, à sa juste valeur, la différence entre la légalité socialiste et l'Etat de droit social. C'est le point A qui a subi entre-temps des modifications partielles (non substantielles), vu la substitution audit système de direction administratif de l'économie ledit modèle économique (d'une direction soi-disant indirecte), opérée dans certains pays socialistes. Conf. J. Boguszak, Z. Jičínský, La réforme de la direction de l'économie nationale en Tchécoslovaquie, Revue de droit contemporain no. 1/1965.

²⁷⁾ D'une façon purement égalitaire, c'est-à-dire sans prendre en considération l'équivalent de travail (mérites du travail) ne sont cependant réglés que le régime du droit au travail, le régime du droit à l'instruction, le régime du droit à la sécurité et à la protection de la santé pendant le travail et les droits à la protection de la santé en général, à savoir le régime de la prévoyance sanitaire, etc. Ainsi, p. ex., l'assistance sanitaire et la formation sont accordées gratuitement à tous les citoyens, sans différence, suivant leurs besoins, considérés sur le plan social (maladies, aptitudes, etc.). Du point de vue juridique il s'agit ici d'un rapport purement unilatéral (c'est-à-dire sans réciprocité), en ce sens que les devoirs ne sont imposés qu'à l'Etat, à ceux-ci ne répondant cependant aucuns devoirs réciproques équivalents, imposés au citoyen.

Dans les autres régimes (p. ex. droit à l'assurance en cas d'incapacité de travail temporaire ou permanente) on se heurte à un phénomène caractéristique, à sa-

Il convient d'ajouter à la caractéristique des concordances et des différences existant entre l'Etat de droit, l'Etat social de droit et la légalité socialiste, deux suppléments suivants :

En traitant les caractères spécifiques de la doctrine de la légalité socialiste, nous nous sommes bornés volontairement uniquement à ses caractères ayant trait à la propriété socialiste, en tant que signe essentiel qui est valable d'une façon tout à fait générale.

Il est vrai que l'examen opéré sur la base des systèmes de droits socialistes historiques donnés permet de mettre en relief encore d'autres caractères spécifiques de la légalité socialiste, en ce qui concerne son contenu. On serait cependant obligé d'accéder à une analyse spéciale, pour déterminer si ou quels sont les caractères des systèmes historiques concrets qui rentrent dans la doctrine socialiste marxiste en ce sens qu'ils sont valables généralement (aussi bien pour le passé que pour le présent et le futur des systèmes socialistes de différents pays) et quels sont ceux qui sont influencés par les conditions historiques particulières de la naissance et du développement des Etats socialistes existants, n'étant pas, par conséquent, valables généralement pour n'importe quel système socialiste de droit.

D'une façon analogue cependant tout cela est applicable à l'Etat de droit (respectivement à l'Etat de droit formellement démocratique) ou à l'Etat social de droit.

Cependant, il devient nécessaire d'ajouter encore un complément et cela pour préciser les concordances existant entre la légalité socialiste et l'Etat de droit, respectivement l'Etat de droit de démocratie formelle. Ci-dessus nous avons constaté la concordance entre la légalité socialiste et l'Etat de droit en ce qui concerne la technique juridique (quant à la soumission des organes d'Etat — conf. sous III). Pour ce qui est des libertés ou droits fondamentaux personnels et démocratiques civiques (traités sous IV), la conception socialiste de légalité les comporte, pour autant qu'ils ne sont pas en contradiction avec ce qui est spécifique pour la légalité socialiste, c'est-à-dire, tant qu'ils ne sont pas attachés à la propriété privée et à l'inégalité sociale bourgeoise, ou dans la mesure qu'ils ne s'opposent pas à la propriété socialiste, respectivement à l'égalité dans le sens socialiste du mot. En instaurant l'égalité en question, on approfondit (rend plus réels) les libertés et droits personnels et démocratiques que la légalité socialiste emprunte à l'Etat de droit jouissant d'une démocratie formelle.

Quant à la soumission des organes d'Etat au droit et aux libertés et droits fondamentaux personnels et démocratiques, on peut trouver dans l'évolution des systèmes historiques concrets des déviations différentes. L'examen de ce phénomène exige d'analyser de plus près la pratique législative et celle d'application des Etats particuliers. Les analyses plus

voir qu'on voit s'y projeter et s'influencer réciproquement les deux principes opposés, celui de la répartition sans aucun équivalent, réalisée sur les fonds sociaux de consommation et celui qui tient compte des mérites du travail.

poussées dépasseraient l'envergure prévue de la présente étude. Dans la suite (sous VI) nous n'allons signaler en raccourci que les traits principaux des déviations les plus marquées, historiques ou encore existantes. (On ne peut à cette occasion analyser, ne fût-ce que sommairement, toutes les causes principales des déviations mentionnées.)

VI. Du fait que la légalité et l'Etat de droit étaient instaurés dans les Etats du type bourgeois, il ne ressort nullement que dans ces Etats il existe toujours un régime politique, se signalant par le respect pour la méthode de légalité. De même qu'il est nécessaire de distinguer les régimes (bourgeois) démocratiques et non démocratiques, on peut également différencier les Etats où prédomine le régime de légalité et les Etats, où c'est l'arbitraire, la terreur ne cédant à rien, respectivement la violence pure et simple qui prédominent parmi les méthodes politiques et enfin les Etats qui font transition entre ces différents régimes.

Avec cela, il est nécessaire de faire la différence entre la sphère du droit public, où la légalité est souvent plus labile car elle touche plus immédiatement les conditions fondamentales du pouvoir de la domination de classe, étant par conséquent plus „politique“ que la sphère du droit civil, où le régime juridique est relativement plus stable et plus sûr.

Dans le type d'Etat bourgeois la légalité ne fut jamais tout à fait et en permanence conséquente.

Dans les Etats bourgeois démocratiques au stade préimpérialiste de l'évolution du capitalisme non plus, la légalité ne fut jamais pleinement respectée par la classe dominante. Celle-ci s'en débarrassait toutes les fois qu'elle était menacée par le mouvement révolutionnaire. Or, les organes de l'Etat bourgeois défendaient les intérêts de classe de la classe dominante en employant toutes les mesures terroristes et illégales possibles. (Comme exemple frappant peuvent servir des représailles cruelles de masse après la défaite de la Commune de Paris en 1871 qui ne respectaient et n'observaient pas les principes de pénalité et les garanties de la sûreté juridique promis par la légalité bourgeoise.)

Il est vrai que la légalité, en tant que méthode de gouvernement, assure incontestablement les intérêts de la classe dominante, mais simultanément elle le fait de manière qui, d'une façon ou d'une autre, met des bornes à l'arbitraire de ceux qui disposent des moyens de contrainte. Ces bornes sont mises, ne fût-ce que par le fait, qu'on exige l'observation des règles, dont l'application signifie, vu leur caractère général, une appréciation plus ou moins égale des cas individuels respectifs.²⁸⁾ Bien qu'elle per-

²⁸⁾ „Dieser Gedanke hat in der politischen Wirklichkeit... Kraft genug, die Willkür und das Interesse zu zwingen, sich zum mindesten in das Gewand des Rechtes zu kleiden. ... Weiter würden aber auch willkürliche Anordnungen des Staates von den Organen der Rechtspflege als Rechtssätze ausgelegt werden, also im Sinne des Gleichheitsprinzips. Die Auslegung, ausgeübt von einem Stande der „Rechtshonoratioren“ (Max Weber), zu deren Berufshere die kunstgerechte Handhabung des juristischen Handwerks gehört, ist das Vehikel jener Eigengesetzlichkeit der Rechtsform, die das Recht von seiner Interessenwurzel losreißt und es schliesslich sogar gegen das Interesse, in dem es wurzelt, zur Geltung bringt. Um dieser Eigen-

mette l'appréciation la plus large lors de l'application, ce fait ne signifie en général qu'elle oppose à l'arbitraire des limites plus larges, ces limites étant néanmoins posées.

La norme juridique qui disposerait que tout est permis aux organes d'Etat, n'est pas par conséquent une norme historique, mais bien un exemple scolaire abstrait qui pousse jusqu'à l'absurde la contradiction entre la teneur de la norme juridique qui admettrait l'arbitraire et la forme juridique, dont le sens et la mission sont tout à fait autres.

La légalité qui exige de respecter les règles formelles de la justice bourgeoise peut apparaître comme méthode de gouvernement insuffisante (trop cultivée), notamment dans les conditions d'une crise.

La substitution de la méthode de légalité par des méthodes de violence pure, d'arbitraire et de terreur évidente et excessive, constitue le phénomène caractéristique d'un Etat fasciste. (L'exemple type est l'Allemagne nazi 1933—1945.)

Le déroulement et les résultats de la seconde guerre mondiale et le développement d'après guerre ont conduit à la restauration des régimes démocratiques dans les Etats auparavant fascistes, dans certains d'entre eux l'évolution ultérieure ayant pour conséquence l'avènement des Etats socialistes. Les efforts de liquider par voie fasciste la légalité dans les pays capitalistes avancés, ne représentaient pas à cette époque des mouvements importants sur le plan politique.

Si l'on apporte des restrictions aux principes de la légalité bourgeoise démocratique (ce que l'on peut également désigner comme tendances à la fascisation), ce fait a lieu en fascisant la législation d'une façon „démocratique“ : Les droits et les libertés sont menacés en vertu des lois, correctement approuvées au point de vue (juridique) formel par le corps législatif des représentants. (La constitutionnalité des lois en question est cependant très souvent plus que douteuse.) En effet, les lois mentionnées permettent aux organes d'Etat, dans certaines affaires, une appréciation tellement large, lorsqu'il s'agit des droits et des devoirs des citoyens, que leur application peut s'approcher de l'arbitraire.

On a vu se manifester de telles tendances après la seconde guerre mondiale, vers la fin des années quarante et dans la première moitié des années cinquante, notamment dans les Etats-Unis d'Amérique.²⁹⁾

Dans les autres Etats démocratiques bourgeois des pays capitalistes

gesetzlichkeit willen kann auch die unterdrückte Klasse ein Interesse haben an der Verwirklichung des von der herrschenden Klasse gesetzten Rechts. So wird gerade die unterdrückte Klasse in vielfältigen Kämpfen ums Recht zum Beschirmer eben der Rechtsordnung, welche die herrschende Klasse über sie verhängt hat, weil dieses Recht zwar *Klassenrecht* ist, aber doch eben *Klassenrecht*, weil es das Interesse der herrschenden Klasse nicht nackt zur Schau stellt, sondern im Gewande des Rechtes und weil, der Inhalt des Rechtes sei welcher er wolle, die Rechtsform immer gerade den Unterdrückten dient.“ (G. Radbruch, op. cité, p. 183.)

²⁹⁾ Comme exemple des tendances fascistes, se concrétisant par la promulgation des lois de caractère mentionné, peuvent servir notamment ladite loi de Smith de 1940, dont la promulgation, à l'origine, avait en vue la protection contre les agents des puissances fascistes, mais restée en vigueur également après la guerre, on ne

avancés les tendances à la fascisation dans le domaine de légalité ne se firent, à la même époque, de loin valoir dans la même ampleur que dans les Etats-Unis.

C'est la République fédérale allemande qui fait en ce sens une certaine exception partielle (interdiction du parti communiste et certaines tendances plus récentes en connexion avec la législation d'extrême nécessité).

Dans les Etats démocratiques bourgeois, auxquels appartiennent à l'époque actuelle les pays capitalistes les plus développés, l'évolution récente conduisait, par conséquent, à la restriction des droits démocratiques bourgeois civiques, consistant notamment dans la limitation (USA), ou liquidation (RFA) des possibilités légales de l'activité communiste. Malgré cela, la légalité bourgeoise a relativement une grande importance pour la protection et la garantie de certains droits d'une haute portée des citoyens.

Le niveau du régime juridique dépend également du degré de maturité générale du pays qui est en effet à la base non seulement du système et de la qualité de confection et d'application du droit et des garanties juridiques de la légalité, mais aussi du développement de la conscience juridique et de l'opinion publique et des conditions ultérieures de la légalité dans un sens plus large qui déterminent le prix réel et la portée de telles ou telles institutions juridiques pour les différentes couches de la population. C'est pourquoi, en appréciant la légalité dans les pays en voie de développement, il devient nécessaire d'appliquer des points de vue bien différents de ceux qu'on peut appliquer dans les pays développés. Les problèmes de légalité dans les pays sous-développés sont très hétérogènes, ne faisant d'ailleurs l'objet de nos considérations.

La légalité socialiste, nous la considérons comme imprescriptible dans l'Etat socialiste.

Cette thèse théorique générale n'était pas cependant pleinement réalisée au cours du développement historique concret. A l'époque, où se faisait sentir ledit culte de la personnalité de J. V. Staline, il y a eu des déformations graves de la légalité socialiste, et cela notamment la violation brutale des lois socialistes en vigueur par les organes d'Etat dans la sphère des droits des citoyens et en partie également la promulgation des lois, permettant l'empiétement bien arbitraire des organes d'Etat sur les libertés civiques. Dans le domaine de l'idéologie, le marxisme succombait au dogmatisme, ce qui se répercutait dans la théorie juridique générale par l'interprétation très étroite de la légalité socialiste, celle-ci n'étant considérée généralement que comme un instrument servant à la protection de la propriété socialiste, ce qui a eu pour conséquence la sous-estimation

l'a l'utilisée désormais qu'à des buts anticommunistes. Cette loi abandonne un des principes fondamentaux de la culture du droit pénal, formés dans la société bourgeoise — savoir le principe que ce n'est qu'un acte déterminé qui peut encourir la pénalité et non pas une simple pensée. Une autre loi, ayant un caractère fasciste, est la loi de MacCarran-Wood, sur la sécurité intérieure, de 1950. Comme antidémocratique on peut désigner également la loi de Taft-Hartley contre les grèves, de 1947. Mais c'est surtout l'activité de la commission du Congrès, chargée d'instruire des activités anti-américaines, qui était la manifestation la plus marquée des tendances à la fascisation. Le régime politique est aussi caractérisé, surtout dans les Etats méridionaux des Etats-Unis, par la violation impunie effective de certains droits civiques de la population noire.

et la méconnaissance des droits et des libertés de l'individu et de leurs garanties juridiques.

Il faut bien distinguer tout, ce qui comme essence et forme de la légalité était nécessaire à cette époque, vu les conditions historiques particulières et les besoins de l'édification et de la défense du socialisme et ce qui était dû aux erreurs et aux méthodes erronées du soi-disant culte de la personnalité.

Aussi le développement du socialisme et la maturité de plus en plus grande des pays socialistes, en premier lieu de l'URSS, durent-ils avoir, tôt ou tard, pour conséquence l'éradication du système des méthodes connues comme le culte de la personnalité. En effet, les méthodes illégales de gouvernement n'appartiennent pas à l'essence du régime politique socialiste, étant, au contraire, en contradiction avec elle.

Ce fait est confirmé par l'attitude, historiquement exceptionnelle, prise tout d'abord par le XX^e Congrès du parti communiste de l'Union Soviétique et ensuite par les partis communistes dans la grande majorité des autres pays socialistes qui ont ouvertement dénoncé les fautes et les erreurs de leur propre direction en matière de légalité et commençaient à les réparer. Aujourd'hui dans ces pays le régime de droit est en principe instauré, la légalité étant raffermie, bien que, naturellement, la restitution de la légalité présente encore des défauts sur différents points. En effet, les dommages causés à la culture juridique et à la conscience juridique des travailleurs de l'appareil et à celle des larges couches des travailleurs par le dogmatisme idéologique et le culte de la personnalité ne sont pas facilement et en peu de temps éliminables.

Dans les pays socialistes également, l'essence et les formes de la légalité sont influencées par le degré du niveau économique et culturel général du pays, de sorte qu'en évaluant le niveau de légalité et de son importance réelle dans les pays développés d'une part et dans les pays moins développés d'autre part, on ne peut pas partir tout à fait des mêmes points de vue.

VII. Ayant terminé l'exposé concernant la légalité, nous nous permettons d'ajouter une *excursion* sur le concept de „légitimité“ qui est en rapport étroit avec celui de légalité.

Dans la littérature on emploie quelquefois ce terme dans le sens analogue que le terme de légalité. Une autrefois cependant, on lui donne une signification différente. Dans le cas présent on comprend par ce mot l'autorisation du pouvoir d'Etat elle-même (respectivement de l'organe suprême de l'autorité d'Etat), dont émanent les actes juridiques ou d'autres mesures fondées sur l'autorité. (Avec cela, on juge la légitimité même de ces mesures autoritaires et cela justement en fonction de la légitimité du pouvoir, respectivement de la légitimité du pouvoir de l'organe suprême de la puissance publique.) Or, cette légitimité, on la comprend d'une façon différente, suivant les doctrines différentes. Les points de vue sur cette question sont souvent sous la dépendance très marquée de la politique et des partis.

Quelquefois on désigne comme légitimes seulement les organes de puissance (et leurs mesures) qui se forment en respectant la continuité juridique, c'est-à-dire ceux qui ont pris naissance sur la base et selon les règles jusqu'ici en vigueur. Cette conception de la légitimité peut correspondre au principe de constitutionnalité. En réalité, cependant, une telle conception de la légitimité, lorsqu'elle est poussée à l'extrême, perd en général sa raison d'être, sur le plan juridique formel. En effet, il est peu probable qu'il existe un pays, dont l'histoire n'eût jamais connu de révolution, violant les règles juridiques fondamentales, jusqu'à là en vigueur. On a par conséquent peine à croire qu'il existe un pouvoir qui soit légitime dans le sens mentionné, du moment qu'on examine son origine (quelle qu'ancienne d'ailleurs qu'elle soit). C'est pourquoi aussi on fait valoir des conceptions différentes de légitimité qui n'invoquent pas la continuité sur la base du droit positif, justifiant la légitimité du pouvoir par tels ou tels principes du droit naturel (cf. dans la suite). Or, du point de vue juridique formel, les considérations sur la légitimité et illégitimité deviennent tout à fait problématiques, lorsqu'on apprécie, par exemple, un régime qui doit son origine au renversement du gouvernement, ce dernier n'ayant pas pris naissance en harmonie avec les principes de légalité et de constitutionnalité ou ne respectait pas ou violait ces principes. On rencontre aussi une conception de la question de légalité qui pratiquement comprend comme illégitimes tout simplement les gouvernements instaurés par la force. Ces conceptions de la légitimité peuvent être à la fin en désaccord complet avec la situation réelle, ce qui déprécie leur importance pratique et leur applicabilité.

A l'époque de la transition du capitalisme la conception de la légitimité se chargeait de la défense de la monarchie absolue. Ce système de gouvernement n'était pas cependant justifiable par la constitutionnalité de son origine (dans le sens moderne du mot). Sa légitimité était basée sur les théories théocratiques (la légitimité du pouvoir d'un monarque tirait son origine de dieu, respectivement du droit naturel, donné par dieu). La conception de la légitimité en question jouait un rôle ultraréactionnaire et contre-révolutionnaire.

La philosophie démocratique bourgeoise du droit naturel de l'époque des révolutions bourgeoises classiques a opposé à cette conception réactionnaire une conception révolutionnaire qui dérivait la légitimité du pouvoir du peuple, proclamant comme illégitimes les régimes qui ne sont pas constitués en accord avec la volonté du peuple.

La conception de la légitimité est souvent très relative, se réglant pour la plupart purement sur les intérêts politiques des classes de l'époque.

Dans notre théorie on n'emploie pas le concept de légitimité. Car, comme il a été déjà dit, certaines conceptions de la légitimité ont pour conséquence un désaccord complet avec la réalité. Malgré cela, on peut rencontrer dans la politique contemporaine une conception analogue qui poursuit pour la plupart des buts réactionnaires et contre-révolutionnaires. Ainsi, par exemple, la non reconnaissance sur le plan du droit international des gouvernements établis par le renversement violent des gouvernements au pouvoir, s'appuie quelquefois, entre autres, sur l'assertion qu'il s'agit d'un gouvernement illégitime dans le sens mentionné plus haut.³⁰⁾ Mais à mesure que le pouvoir nouveau se consolide, la conception de la légitimité en question s'écroule, cédant peu à peu à la réalité.

³⁰⁾ Conférez ici l'évolution de la reconnaissance sur le plan du droit international de l'U. R. S. S. et de la R. P. C. Les aspects des problèmes, touchant le droit international, appartiennent cependant au domaine du droit international public et on ne s'occupe pas ici de leur analyse.

Dans notre théorie nous partons des concepts de légalité et de constitutionnalité cités plus haut. L'imposition, la défense et l'approfondissement de la légalité et de la constitutionnalité appartiennent en propre aux devoirs des forces progressistes.

Le postulat de légalité dans le sens de légitimité pourrait devenir au cours du processus de la prise du pouvoir ou au cours de la lutte pour le pouvoir lors d'une contre-révolution, une illusion ou fétiche dangereux. L'intérêt de la révolution est supérieur.

Une telle conception de la légitimité, basée sur le droit formel, qui a le caractère contre-révolutionnaire cité plus haut, est inacceptable pour la théorie socialiste. Par contre, cette théorie peut à la rigueur s'enchaîner à la conception initiale démocratique mentionnée plus haut qui dérive la légitimité du peuple.

Il ne ressort nullement de cette constatation que la révolution socialiste supprime toujours l'applicabilité du droit créé par le type d'Etat antérieur. Ça dépend de l'évolution antérieure et notamment de la forme de la révolution.

La théorie générale du droit, dont le devoir est de ne pas s'attacher en matière de droit au positivisme ou au normativisme, mais de prendre en considération les faits de l'évolution sociale, ne peut pas cependant, comme il découle de l'exposé présenté ci-dessus, prendre pour point de départ la fiction de l'ininteruption absolue de l'évolution juridique, mais en réalité aussi son interruption, notamment à l'époque des transformations révolutionnaires. Or, la question de continuité sur le plan juridique formel dépend justement de la forme de la révolution.

Dans l'Union Soviétique, où la révolution socialiste a pris la forme d'une insurrection armée, toutes les normes juridiques, en vigueur jusqu'à ce jour, étaient supprimées d'un seul coup.

En Tchécoslovaquie, au contraire, où la révolution nationale et démocratique se transformait par voie d'une évolution paisible en révolution socialiste, on a respecté la continuité juridique, sur le plan formel, du système de droit en vigueur avant Munich (ce ne sont que les normes publiées pendant l'occupation sur le territoire de la République tchécoslovaque, pour autant qu'elles étaient en contradiction avec les principes démocratiques de la Constitution tchécoslovaque de 1920, qui ont été abrogées).

Comme on prévoit pour les pays occidentaux la voie parlementaire vers le socialisme, la révolution socialiste aurait à se réaliser en respectant la légalité (inclusivement la constitutionnalité). Le programme de la voie dite parlementaire vers le socialisme s'appuie, prenant en considération ce que nous avons indiqué plus haut, à savoir le rapport entre la légalité (y compris la constitutionnalité) et les droits et libertés des citoyens, sur l'approfondissement continu de la légalité, respectivement de la constitutionnalité (et des droits et libertés fondamentaux s'y rattachant) dans la direction du socialisme. La forme de la révolution dépend cependant des conditions historiques concrètes (notamment de la constitutionnalité démocratique pratiquée au cours du régime bourgeois).

VIII. Les *conclusions principales*, auxquelles nous sommes parvenus, nous pouvons les résumer brièvement d'une façon suivante:

Le concept de légalité socialiste et le concept d'Etat de droit peuvent être comparés de deux points de vue différents: d'une part d'un point de vue juridique formel (technique), et d'autre part d'un point de vue de l'essence (de la teneur).

Il serait bien insuffisant d'examiner et de comparer les deux concepts en ne tenant compte que de premier ou de second points de vue mentionnés. Le syncrétisme méthodologique, consistant à confondre les deux points de vue est cependant impraticable, pouvant conduire en partie à des conclusions confuses. Certes, nous considérons le second point de vue — dans l'esprit de la conception marxiste des phénomènes juridiques — comme plus substantiel.

Le premier point de vue prévoit qu'on fait abstraction de la teneur de la réglementation juridique et des conceptions idéologiques (philosophiques et sociologiques, inclusivement celle ayant trait au droit naturel). Sous ce rapport il existe une concordance entre la légalité socialiste et l'Etat de droit, consistant dans le principe de la soumission des organes d'Etat aux normes juridiques en vigueur. Cette subordination n'est parfaite que par rapport aux organes du pouvoir exécutif et aux organes judiciaires, et non pas également par rapport à l'organe suprême (constituant) du pouvoir d'Etat, incarnant la souveraineté d'Etat sur le territoire donné. C'est par rapport à cet organe que se manifeste la priorité de l'Etat à l'égard du droit en vigueur.

En conséquence on ne peut pas parler de la soumission de l'Etat lui-même au droit en vigueur. La conception qui comporte cette thèse dépasse déjà le point de vue juridique formel mentionné, car elle a en vue la soumission de l'Etat non pas au droit positif, mais au droit naturel.

Cette question se rapporte déjà au second point de vue, c'est-à-dire à la conception idéologique du droit, respectivement au contenu et à l'essence du droit. Si nous prenons en considération les conceptions bourgeoises démocratiques qui à la vérité se manifestent, d'une façon ou d'une autre, dans le droit en vigueur des pays capitalistes contemporains avancés, la concordance entre les deux concepts comparés consiste dans le fait que les deux comportent certains droits et libertés personnels et démocratiques classiques fondamentaux, inclusivement l'égalité devant la loi. Or, si nous associons ici au concept d'un Etat de droit encore le concept d'un Etat social de droit, la concordance entre les deux conceptions comparées consiste en ce cas là également dans le fait que les deux conceptions comprennent les droits sociaux fondamentaux.

Les différences entre les conceptions comparées consistent ainsi dans l'éclaircissement de l'origine et de l'essence des postulats en question et des causes de leur mise en valeur dans le droit moderne. Tandis que du point de vue marxiste nous voyons ces origines ou causes, en fin de compte, dans le développement de l'économie, les conceptions relatives à l'Etat de droit, au contraire, partent pour la plupart des conceptions philosophiques ou sociologiques tout autres.

Enfin, la différence entre la légalité socialiste et l'Etat de droit (respectivement l'Etat social de droit) consiste dans le fait que la légalité socialiste supprime la liberté de la propriété privée et l'inégalité sociale, propre au capitalisme, au profit de l'égalité sociale adéquat au socialisme, rendant par conséquent plus réels les droits personnels et démocratiques fondamentaux, l'Etat de droit (respectivement l'Etat social de droit) conservant, au contraire, cette liberté de la propriété privée, à savoir cette inégalité sociale.

Socialistická zákonnost, právní stát a sociálně právní stát

(Studie právně komparatistická)

RÉSUMÉ

I. Rozlišujeme-li podle známé základní marxistické klasifikace práva otrokářský (popř. asijský), feudální, buržoazní a socialistický typ práva (popřípadě i typy hybridní či přechodné), dospějeme k jinému třídění, všímáme-li si nikoli třídní podstaty práva, nýbrž pouze právní kultury ve smyslu právní techniky (tj. technik tvorby a realizace práva).

Z tohoto hlediska právní techniky lze rozeznávat nejprve A. vyvinuté právní kultury, B. rozvojové právní kultury.

Ad A. Uvnitř vyvinutých právních kultur lze pak rozeznávat:

- a) kontinentálně evropský typ (pod něj pak spadají jak kontinentální buržoazní, tak i socialistické evropské právní systémy) a
- b) anglosaský typ, tzv. „common law“.

II. Za jeden z důležitých úkolů obecné právní komparatistiky považujeme srovnání pojmů socialistická zákonost, právní stát, „rule of law“, sociálně právní stát. V prvním případě (socialistická zákonost) jde o pojem používaný v doktríně práva socialistického. Druhý z obou pojmů (právní stát) je charakteristický pro kontinentálně evropskou buržoazní doktrínu. Třetím pojmem (rule of law) se vyznačuje systém „common law“. Pojem sociálně právní stát je modifikací pojmu právní stát v recentním vývoji kontinentálně evropské doktríny. V systému common law tohoto pojmu v podstatě odpovídá pojem „Welfare State“.

III. Právní stát bývá definován jako stát, který je vázán pozitivním právem, jakožto právem, jež je vytvořeno tímto státem.

Zákonost chápu jako jednu z metod vládnutí, metod uskutečňování funkcí státu. Je to totiž právní metoda vládnutí, tj. taková, při níž se základní funkce státu uskutečňují pomocí práva. Tato metoda má tedy dva základní požadavky: 1. Vyžaduje předně právní regulování určitých základních společenských vztahů, a vyžaduje tedy příslušnou tvorbu práva, 2. vyžaduje zachovávání práva. Zákonost se tedy prakticky uplatňuje 1. tím, že stát zabezpečuje regulování základních společenských vztahů tvorbou práva, a 2. tím, že stát zabezpečuje realizaci práva. Ostatní metody vládnutí (resp. uskutečňování státních funkcí) nesmějí být ve státě, kde zákonost existuje, v rozporu se zákoností.

Požadavek zachovávání práva zahrnuje v sobě rovněž požadavek zachovávání práva státními orgány. Tento požadavek je *conditio sine qua non* zákonosti. Můžeme jej formulovat též jako princip vázanosti orgánů státu platnými normami práva.

V systému, kde hlavním pramenem práva jsou zákony (popř. včetně ústavních zákonů), pokládáme z formálního hlediska stát sám za tvůrce platného práva. Přítom zákonodárná (popř. ústavodárná) pravomoc je výrazem suverenity státu. Jako suverénní normotvůrce však stát z formálně právního hlediska není ničím vázán (rozuměj není vázán žádnými pozitivními pravidly, která by musila být vyššího stupně právní síly, než jakou mají zákony, resp. ústavní zákony daného státu).

Z tohoto důvodu tedy běží nikoli o to, aby byl platným právem vázán stát, ale aby jím byly vázány pouze státní orgány. Zásada vázanosti státních orgánů se však modifikuje vzhledem k orgánu, který má zákonodárnou pravomoc. Tu lze mluvit jen (ponecháme-li stranou otázku relativní vázanosti procedurálními pravidly) o případné vázanosti ve smyslu ústavnosti. Avšak tato vázanost by byla perfektní jen tehdy, dosahovala-li by rigidita ústavy stupně tzv. „věčné“ (tj. nezměnitelné) ústavy, tedy byla-li by určitá ustanovení ústavně prohlášena za nezměnitelná. Taková vázanost, tj. ustanovení o nezměnitelnosti kterýchkoli ustanovení, je však pojmově protismyslná, a tedy i její praktická cena je pochybná.

Koncepce, podle které je platným právem vázán sám stát, spíše připomíná zásadu „rule of law“ (panství práva), která odpovídá jinému soudobému typu právní kultury (resp. techniky tvorby a realizace práva) – anglosaskému „common law“. I tato koncepce vázanosti státu prostřednictvím common law („obecným právem“), tj. precedenty a obyčejí, je však vlastně fikcí.

V tomto ohledu lze shledat shodu mezi koncepcemi vycházejícími z ideje „právního státu“ a koncepcemi opírajícími se o ideu socialistické zákonitosti:

V moderní teorii zcela převládající koncepce vycházejí ze zásady, že správní orgány mohou postupovat jen na základě a v mezích zmocnění zákonem (tj. „secundum et intra legem“).

Soudy jsou — stejně jako orgány státní správy — vázány zákony, popřípadě i ostatními obecně závaznými normativními akty, avšak samostatně je vykládají a aplikují. Naproti tomu orgán státní správy může být při výkladu a aplikaci práva vázán též interními pokyny (ať normativními, či individuálními) nadřazených. Na druhé straně však některé orgány státní správy bývají zmocněny k vydávání prováděcích (odvozených, tj. sekundárních či terciárních) normativních aktů. Naproti tomu soudům v kontinentálně evropských systémech v zásadě nepřísluší žádná pravotvorná pravomoc.

Pokud se týká právního postavení občanů a organizací, lze obdobně rozlišit koncepci, podle níž občané a organizace smějí jen to, co je jim právními normami dovoleno, od koncepce, podle níž občané a organizace smějí vše, co jim není právními normami zakázáno. Jen druhá z obou koncepcí je přiměřená socialistické zákonitosti a též soudobé ideji právního státu.

IV. Právní metoda se stává univerzální metodou vládnutí, metodou uskutečňování základních funkcí státu — tj. zákonitosti — tehdy, když základní společenské vztahy činí vztahy mezi lidmi formálně svobodnými, ale i sobě rovnými v právním smyslu slova, což si žádá a cestou politiky vynucuje teprve kapitalistická ekonomika.

V oblasti politických práv se ovšem pojetí právní rovnosti všech občanů uplatnilo teprve v moderních buržoazních demokraciích po třídních bojích koncem XIX. století a na začátku XX. století. — Právní stát se tak stává formálně demokratickým právním státem.

V. K prohloubení klasických (tradičních) osobních a demokratických práv a svobod směřuje konstituování nových základních veřejnoprávních subjektivních práv, a to tzv. sociálních práv.

Tím dospíváme ještě k další shodě mezi tendencí vývoje buržoazního státu a socialistickou zákonitostí.

Právní stát se stává zároveň státem sociálním. Socialistický stát, resp. socialistická zákonitost zahrnují v sobě nejen právní stát (v pozitivně právním smyslu), ale i sociální stát, a jsou tedy také sociálním státem, resp. sociální zákonitostí.

Sociální péče nezajišťuje sociální spravedlnost, jež by odpovídala společenskému charakteru, který za kapitalismu má práce. Buržoazní sociální stát neodstraní sociální nerovnost, kterou plodí vykořisťování, ale jen mírní krajní důsledky. Ona sociální spravedlnost je spravedlností socialistickou.

Specifikum socialistické zákonitosti tedy spočívá hlavně v tom, že se této metody používá k takovému veřejnoprávním omezením soukromoprávní svobody vlastnictví, jež zajišťují prosazení kvalitativně nového stupně sociální rovnosti — rovnosti ve smyslu socialismu.

VI. Z toho, že zákonitost s právním státem byly nastoleny ve státech buržoazního typu, nevyplývá, že v těchto státech existuje vždy politický režim vyznačující se uplatňováním metody zákonitosti. Nahrazování metody zákonitosti metodami holého násilí je průvodním zjevem fašizace státu. Po druhé světové válce existovaly negativní zjevy koncem čtyřicátých let a v první polovině padesátých let hlavně ve Spojených státech amerických. V buržoazně demokratických státech, k nimž patří v současné době nejvyspělejší kapitalistické země, vedl recentní vývoj buržoazní zákonitosti v některých zemích k omezení buržoazně demokratických práv, spočívajícímu zejména v omezení legálních možností komunistické činnosti. Nicméně buržoazní zákonitost tu podržuje poměrně značný význam pro ochranu a zajišťování určitých důležitých práv občanů.

V období, kdy působil tzv. kult osobnosti J. V. Stalina, došlo k vážným deformacím socialistické zákonitosti. V ideologii došlo v onom období k velmi zúženému chápání socialistické zákonitosti jako nástroje hlavně jen ochrany socialistického vlastnictví a k podceňování a zanedbávání práv a svobod individua a jejich právních záruk.

Rozvoj socialismu a růst vyspělosti socialistických zemí, především SSSR, však nutně dříve či později musil vést k vykořisťování systému metod kultu osobnosti. V těchto zemích je dnes v zásadě nastolen právní režim a upevňována zákonitost.

VII. Připojujeme poznámku o pojmu „legitimita“, který se zákonitostí úzce souvisí. Tohoto termínu se v literatuře používá někdy v podobném smyslu jako ter-

mínu zákonnost. Jindy však se mu přikládá význam odchylný. V tomto případě se jím rozumí oprávněnost samotné státní moci (resp. nejvyššího orgánu státní moci), jež vydává právní akty nebo činí jiná mocenská opatření. Formálně právní legitimita, jež má kontrarevoluční smysl, je nepřijatelná z hlediska socialistické teorie. Oproti tomu může tato teorie nanejvýše navazovat na původní demokratické pojetí, odvozující legitimitu od lidu.

VIII. Hlavní závěry můžeme ve stručnosti shrnout takto:

Pojem socialistické zákonnosti a pojem právního státu lze srovnávat ze dvou hledisek: z formálně právního (technického) hlediska na straně jedné a z hlediska obsahového na straně druhé.

Prozkoumat a srovnat oba pojmy buď jen z prvního, anebo jen z druhého hlediska by bylo nedostatečné. Metodologický synkretismus, spočívající ve směřování obou hledisek, je však neúnosný a může vést zčásti ke konfuzním závěrům.

První hledisko předpokládá abstrahovat od obsahu právní úpravy a od ideologických (filosofických, sociologických) koncepcí (včetně přirozenoprávních). Z tohoto hlediska je mezi socialistickou zákonností a právním státem shoda spočívající v principu vázanosti státních orgánů platnými právními normami. Otázka vázanosti samého státu nějakým právem se již dotýká druhého hlediska, a to ideologické koncepcce práva, resp. obsahu a podstaty práva. Přidržíme-li se buržoazně demokratických koncepcí, jež se vskutku tak či onak projevují v platném právu soudobých vyspělých kapitalistických zemí, spočívá shoda mezi oběma srovnávanými pojmy v tom, že oba pojmy zahrnují určitá tradiční základní osobní a demokratická práva či svobody, včetně rovnosti před zákonem. Pokud pak zde k pojmu právního státu přiřadíme též pojem státu sociálně právního, spočívá shoda mezi oběma srovnávanými pojetími též v tom, že obě zahrnují základní práva sociální.

Rozdíly mezi srovnávanými pojetími pak spočívají ve vysvětlení původu těchto obsahových postulátů a příčin jejich uplatnění v moderním právu. Zatímco z marxistického hlediska spatřujeme tento původ či příčiny konec konců ve vývoji ekonomiky, pojetí právního státu vycházejí většinou z jiných filosofických či sociologických koncepcí.

Konečně spočívá rozdíl mezi socialistickou zákonností a právním státem (resp. sociálně právním státem) v tom, že socialistická zákonnost likviduje svobodu soukromého vlastnictví a sociální nerovnost vlastní kapitalismu ve prospěch sociální rovnosti a znamená tedy „zreálnění“ demokratických práv ve smyslu socialismu; právní stát (resp. sociálně právní stát) onu svobodu soukromého vlastnictví, resp. onu sociální nerovnost konzervuje.

K specifickým rysům základních práv za socialismu

К вопросу о специфических чертах основных прав
при социализме

Zu den spezifischen Zügen der Grundrechte im Socialismus

ZDENĚK JIČÍNSKÝ

V politickém řízení za socialismu je třeba docenovat význam práv a svobod individua. Jsou nezbytnou formou a rámcem, v němž se má a může realizovat, pokud jde o jedince, dosažený stupeň pozitivní svobody v socialistické společnosti.

Socialistické pojetí svobody není jen negativní (negativní určení svobody vyznačuje nejružnější buržoazní teorie od starých po nejnovější), ale má pozitivní obsah.

„Za socialismu, na cestě ke komunismu, objevuje se *svoboda* stále zřejměji jako pozitivní praktická moc všech přetvářet všeobecné podmínky života: na podkladě subjektivního sledování nutnosti překonávat hranice této nutnosti, na podkladě využívání objektivních možností vytvářet nové možnosti... Dávny a pověstný koloběh života tak pro všechny ustupuje vědomému utváření vlastního života, plnému stále hlubších otázek.“

Práva a svobody individua i povinnosti — jako jejich korelát — tvoří v tomto procesu určitý systém zprostředkování, spojení subjektivní a objektivní svobody, které zdůrazňoval Marx v kritice Hegelova pojetí subjektivní svobody jako svobody formální.²⁾ Jejich prostřednictvím jsou vymezovány vztahy lidí k složitému mechanismu a k podmínkám společenského života, které působí na jejich myšlení a chování, zároveň však prostřednictvím těchto právních forem lidé, kteří si uvědomují nové možnosti a dimenze své aktivity, na tento mechanismus a podmínky působí a přetvářejí je.

¹⁾ K. Richta, Komunismus a proměny lidského života, Čs. společnost pro šíření vědeckých a politických znalostí, Praha 1963, str. 47, 51.

²⁾ Marx vytýká Hegelovi, že „nepodal objektivní svobodu jako uskutečnění, jako činné uplatnění subjektivní svobody“. Skutečný subjekt svobody u něho nabývá formálního významu. Důležité však je, „aby se svobodně také svobodně uskutečňovalo, aby svoboda nevládla jako nevědomý přírodní instinkt společnosti“. — Ke kritice Hegelovy filosofie práva, Spisy, sv. 1, str. 289.

Socialistické pojetí základních práv a svobod a povinností ruší jednostranně individualistické východisko buržoazní koncepce svobody a s ní spjaté právní úpravy, které má svůj zdroj v kapitalistickém soukromém vlastnictví výrobních prostředků. Vyjadřuje individuum — jeho práva a povinnosti — v jeho sociální souvztažnosti, v jeho přímých i zprostředkovaných vztazích ke kolektivitě, jak to odpovídá rozvíjejícímu se systému vztahů spjatého se socialistickým společenským vlastnictvím. Socialistické právo tak formálně určuje meze, podmínky a sféry, které se z hlediska společnosti jeví jako nezbytné či žádoucí, pro individuální svobodu člověka, pro to, aby mohl „prostřednictvím pozitivní moci uplatnit svou pravou individualitu“.³⁾

Normativní úprava práv a povinností individua je sama o sobě formální, sama přirozeně pozitivní obsah nemá, resp. jej nedává ani nevytváří. Její význam je však v tom, že se bez ní pozitivní obsah nemůže zformovat, že normativní stanovení těchto práv a povinností i institucionální formy jejich využívání a garantování — a reálné fungování těchto forem — vytvářejí v jednotlivých etapách socialistického vývoje více či méně příznivé nebo i nepříznivé podmínky pro uskutečňování možného pozitivního obsahu svobody. Za příznivých podmínek vytyčují — aspoň v jistém smyslu — prostor i žádoucí směr jeho rozvíjení v socialistickém smyslu.

Společenské pochopení a uznání práv a svobod individua je ve vyspělé socialistické společnosti, jak už bylo řečeno, nezbytné k tomu, aby se mohly pozitivní obsah svobody, socialistické principy a hodnoty apod., které normativní vymezení občanských práv a svobod fixuje a garantuje, skutečně realizovat.⁴⁾

V této souvislosti jde dále o to, uvědomovat si — a v politické praxi docenit — důležitou zásadu vzájemné souvislosti a podmíněnosti svobod. Nelze totiž jedny svobody stavět nad druhé, jedny považovat za více socialistické než druhé, chápané spíše jen jako určitá nezbytnost. Platí tu Marxovo, že „jedna forma svobody podmiňuje druhou. Kdykoli je uváděna v pochybnost určitá svoboda, stává se pochybnou svoboda vůbec. Kdykoli je zavržena jedna forma svobody, je zavržena svoboda vůbec

³⁾ Marx — Svatá rodina, Spisy, sv. 2, str. 151.

V obdobném smyslu i Gramsci v úvahách o tom, co je člověk, co je lidská přirozenost, poznamenává: „Možnost znamená ‚svobodu‘. Míra svobody je součástí pojmu člověka... Ale existence objektivních podmínek, možností nebo svobody ještě nestačí: je nutno ‚je znát‘ a dovést jich využít. A je třeba chtít jich využít. Člověk je v tomto smyslu konkrétní vůlí, to jest praktickým uplatněním abstraktního chtění nebo životního impulsu na konkrétní prostředky, které tuto vůli realizují.“ — Historický materialismus a filosofie Benedetta Croce, Praha, Svoboda 1966, str. 79.

⁴⁾ Možnost ani v této sféře se ovšem nerovná skutečnosti. V tomto smyslu Šamalík ve svých kritických poznámkách k Máchově pojetí (z jeho práce Ke kritice buržoazního individualismu, Praha 1960, str. 174 a n.) mu oprávněně vytýká, že „chápe stát a právo (za socialismu) pouze jako garanci svobody, nikoli jako (zároveň) formu jejího ohraničení... To, jak člověk může být svoboděn, ještě neukazuje, jak fakticky je svoboděn, neboť svoboda každého je zprostředkována celou hierarchií různých orgánů atd.“ — Fr. Šamalík, Právo a společnost, Praha, NČSAV 1965, str. 330—331.

a může pak už žít jen zdánlivým životem, přičemž je pak pouhou náhodou, na kterém předmětu se uplatní jako vládnoucí moc nesvoboda“.⁵⁾

Ověření a potvrzení této teze, draze zaplacené zkušenostmi z období tzv. kultu osobnosti, by proto napříště mělo být respektováno jak v legislativní činnosti, tak i v politickostátní praxi, která má v socialistické společnosti svobodu zabezpečovat a chránit.

V rámci a na úrovni socialistického rozvoje se určité lidské vztahy nutně realizují prostřednictvím zbožné peněžních vztahů; odcizení a zvěcnění lidských vztahů není a nemůže být ještě zcela překonáno. Existuje tu stále ještě rozdíl mezi státem, politickou společností a občanskou společností. Proto také, pokud tyto relace hodnotíme z hlediska individua, se individuální lidská osobnost nutně projevuje ještě rozděleně — jako člověk, pracující a jako občan, i když se tu vytvářejí určité sociální i právní zprostředkující vazby, které však nemohou tuto dichotomii zcela zrušit. Dělení práv člověka na práva lidská a práva občanská podržuje proto, byť i na jiném sociálně ekonomickém základě, jisté opodstatnění i v socialistické společnosti.⁶⁾

Výrazně se projevuje např. v souvislosti s ústavním institutem práva na práci, které je za socialismu jedním ze základních lidských práv. (Je-li jím za kapitalismu právo soukromého vlastnictví, je jím v podmínkách socialismu nesporné právo na práci.) Protože však pracující člověk je příslušníkem společnosti, která jako celek vlastní výrobní prostředky, nemá jeho právo na práci jen povahu lidského práva, ale má i závažné aspekty práva občanského, vystupující v právu pracujícího člověka účastnit se určitým způsobem (např. prostřednictvím odborových organizací, dělnické samosprávy) na řízení podniku, v němž pracuje, apod. (Srov. hlavu třetí „Účast pracovníků na rozvoji, řízení a kontrole činnosti organizace“, zák. práce č. 65/65 Sb.)

V jugoslávské ústavě z r. 1963 se toto právo chápe jako integrální složka práva občana na společenskou samosprávu. Předpokladem účasti na společenské samosprávě v tzv. pracovní organizaci je pracovní poměr v této organizaci, tzn., že tato stránka samosprávné aktivity občana je politickým důsledkem jeho lidského práva na práci — pracovní činnosti. S realizací práva na práci jsou tedy v socialistických podmínkách spjaty určité politickoprávní vztahy, kde člověk vystupuje — v jistém stupni a rozsahu — jako občan.

Vytváření nové politické hegemonie ve společnosti, která by prosazovala socialistické společenské přeměny, není možné bez uplatnění demokratické institucionální struktury, jež by do sebe včlenila — jak zdůrazňují soudobé marxistické koncepce pro vyspělé kapitalistické země — existující (parlamentní a jiné) formy a zároveň rozvíjela nové institucionální možnosti a formy demokratické politické aktivity. Jde o to, že kvalita občana nevyjadřuje již v moderní organizované společnosti tota-

⁵⁾ K. Marx, Debaty o svobodě tisku, Spisy, sv. 1, str. 96.

⁶⁾ Z tohoto rozlišení vychází např. ústava FSRJ z r. 1963, jejíž hlava třetí se nazývá „Svobody, práva a povinnosti člověka a občana“ (čl. 32–70). Ústava ČSSR sice v hlavě druhé „Práva a povinnosti občanů“ rozlišuje mezi pracujícím a občanem, tato distinkce však nevychází z uvedeného filosoficko-teoretického odůvodnění, ale má bezprostřednější juristickou motivaci.

litu ekonomických a sociálních zájmů člověka. V takovéto společnosti je třeba stimulovat aktivitu občanů podřízováním ekonomického a sociálního života jejich demokratické kontrole.⁷⁾

II.

Socialistické právo, které ve srovnání s právem buržoazním modifikuje základy a východiska právní regulace postavení individua a rozšiřuje ji v sociálně ekonomické oblasti o tzv. práva sociální, vytváří jimi právní sféru, v níž se stýkají a prolínají kvality individuální osobnosti jako člověka a občana, tj. práva lidská a občanská. V socialistické společnosti se v tomto komplexu společenských vztahů utváří složitá síť vzájemných relací občanské společnosti a společnosti politické, státu, a proto je obtížné, z hlediska výše uvedeného třídění, sociální práva jednoznačně určit; aspekty práv lidských a občanských se v nich, jak bylo již naznačeno u práva na práci, těsně proplétají.

Uvedené třídění není namnoze v socialistické literatuře, pojednávající o těchto otázkách, uváděno, resp. nebývá uznáváno za platné i pro socialistické právo.

Souvisí to s nedostatečnou teoretickou analýzou zdrojů a podmínek právní úpravy postavení jedince v socialistické společnosti, omezující se nezřídka na rozbor jejího ústavního zakotvení.

Pod vlivem dogmatického myšlení nebyla mj. náležitě doceněna Leninova myšlenka ze „Státu a revoluce“, že „za komunismu zůstane po určité době nejen buržoazní právo, nýbrž i buržoazní stát — bez buržoazie“, jinak řečeno, že nelze absolutizovat dosah změny v podstatě politické moci a přehlížet, že materiálně technická základna socialismu — včetně

⁷⁾ V kapitalistické společnosti zůstávají tyto možnosti nutně — vzhledem k trvajícímu působení mechanismu kapitálu — omezené.

J. Meynaud v úvahách o vztazích demokracie politické a tzv. demokracie ekonomické dokazuje, že ekonomická demokracie, ať se realizuje v jakýchkoli formách, nemůže — jak potvrzují praktické zkušenosti třeba s tzv. právem spoluurčování — změnit skutečné vztahy např. mezi zaměstnavateli a odbory, pokud trvají základní sociální rozpory. Pokusy o demokracii hospodářskou mohou být úspěšné jen na solidní politické základně. — La technocratie, mythe ou réalité? Paris, Payot 1964, zvl. str. 260 n.

Sociologové a politologové socialistické, nikoli však komunistické politické orientace často v jevech a institucích tohoto druhu, existujících zvláště ve skandinávských zemích, spatřují tendence k vývoji „společnosti plánované podle zásad pluralistického kolektivismu založeného na rovnováze mezi industriální demokracií a demokracií politickou“ (G. Gurvitch, Les déterminismes sociaux et liberté humaine, Paris, PUF 1955, str. 286 a n.), tendence k socialistickému přetváření kapitalistického systému apod.

K problematice demokracie v hospodářství a k jinak motivované (z filosofického hlediska katolicismu) kritice technokratismu viz studii: F. Bloch-Lainé, Pouvoir économique et démocratie ve sborníku Démocratie aujourd'hui, Paris 1963, str. 149–167.

O povaze tzv. práva spoluurčování a jeho reálných možnostech srov. diskusi v Die Zeit, č. 43/1965, a v dalších číslech, v níž mj. vystoupil i R. Dahrendorf. Tento autor se zabývá problematikou „průmyslové demokracie“ i ve své obsáhlé knize „Gesellschaft und Demokratie in Deutschland“, München 1965, zvl. str. 191–209, 472 aj.

charakteru práce — se v teoretickém smyslu neliší podstatně od kapitalismu. To pak nutně vyvolává existenci určitých analogických vztahů, resp. analogických momentů a rysů společenských vztahů i příslušných právních forem.⁸⁾

K pochopení geneze a smyslu rozlišení práv na práva lidská a práva občanská je třeba, byť jen stručně, charakterizovat sociální a ideologické kořeny tohoto dělení. V dalším výkladu naznačíme důvody této distinkce v buržoazní společnosti.

V konstrukci základních práv a svobod i povinností se v buržoazním právu projevuje rozštěpení veřejného a soukromého zájmu, vyplývající z charakteru kapitalistické ekonomiky. Člověk, člen společnosti, se jeví jako individuum uzavřené do sebe, které se oddělilo od pospolitosti a omezilo se na svůj soukromý zájem, na svou soukromou libovůli.⁹⁾

Marx ve své kritice buržoazního pojetí lidských práv a svobod ukázal, jak se tu v juristické projekci zrcadlí deformování a odcizení lidských vztahů v kapitalistické společnosti.

Základní charty práv a svobod individua z Velké francouzské revoluce, Prohlášení práv člověka a občana z r. 1789, 1791 a 1793 dělí tato práva na práva lidská (*droits de l'homme*) a práva občanská (*droits de citoyen*). Práva, která člověk má jako občan, jsou práva politická, kterých člověk může užívat jen ve spojitosti, ve společenství s ostatními lidmi. Práva lidská oproti nim jsou práva člověka jako člena občanské společnosti, práva egoistického člověka, člověka odděleného od pospolitosti.

Toto rozdělení občanských a lidských práv vyplývá z poměru politického státu k občanské společnosti, z povahy politické emancipace, kterou provádí buržoazní revoluce.

Uvedenými lidskými právy jsou podle Marxovy interpretace oněch Prohlášení... především svoboda, vlastnictví, rovnost a bezpečnost.

Právo člověka na svobodu se nezakládá na spojení člověka s člověkem, ale naopak na odloučení člověka od člověka. Je to právo na toto odloučení, je to právo individua omezeného na sebe sama. Praktickým použitím lidského práva na svobodu je lidské právo na soukromé vlastnictví, jež znamená libovolně, bez vztahu k jiným lidem, nezávisle na společnosti, užívat svého jmění a disponovat jím; je to právo zjištění. Tato individuální svoboda, řečeno Marxovými slovy, „vede každého člověka k tomu, aby v druhém člověku nalézal nikoli uskutečnění, nýbrž hranici své svobody“. Obdobný smysl má i rovnost a bezpečnost, která je nejvyšším sociálním pojmem občanské společnosti, vyjadřujícím to, že celá společnost

⁸⁾ Tento zjednodušený přístup se projevuje i v knize „Svoboda ličnosti i osvojení práva graždan v socialistických stranách Evropy“, jejíž autorkou je A. J. Mozochinová (Moskva 1965, vyd. Nauka), i v Klennerových „Studien über die Grundrechte“ (Staatsverlag der DDR, Berlin 1964). Tato práce je sice psána s širokým využitím příslušné filosofické a právní literatury, avšak aprioristická východiska a dogmatické soudy a závěry podstatně snižují její teoretickou hodnotu.

Tím více ovšem tento zjednodušující přístup převažoval v literární produkci staršího data.

⁹⁾ G. W. F. Hegel ve svých „Grundlinien der Philosophie des Rechts“ uvádí v § 182, že „v občanské společnosti je každý sobě účelem, vše ostatní mu není ničím. Ale nezávisle na ostatních nemůže dosáhnout všech svých cílů; ostatní jsou tedy prostředky k účelu zvláštního člověka... Individua jsou jako občané tohoto státu soukromými osobami, jejichž cílem je jejich zájem.“ (§ 187) — Stuttgart 1938, str. 263, 267.

existuje jen proto, aby každému ze svých členů zaručila nedotknutelnost jeho osoby, práv a vlastnictví.

Člověk není v buržoazním pojetí a stanovení práv chápán jako druhová bytost, jako příslušník kolektivu. Naopak, druhový život, společnost, se zdá být jen vnějším rámcem jednotlivých lidí, omezením jejich původní samostatnosti. Jediným pojátkem, které je drží pohromadě, je přirozená nutnost, potřeba a soukromý zájem, zachování jejich vlastnictví a jejich egoistické osoby.¹⁰⁾

Z tohoto hlediska existuje společnost jen proto, aby každému ze svých členů zaručila nedotknutelnost jeho práv a jeho vlastnictví.

Převrácení lidské podstaty společenských vztahů, jak vystupuje v naznačeném rozdělení lidských práv, je v tom, že sféra, ve které se člověk chová jako pospolitá bytost, je stavěna níže než sféra, ve které se chová jako egoistické individuum. V kapitalistické společnosti dochází k rozdělení lidské osobnosti na občana a člověka (člena občanské společnosti), přičemž občanství je chápáno jako pouhý prostředek k uchování tzv. lidských práv. Občan je prohlášen za služebníka egoistického člověka.

Původ tohoto oddělení a rozdělení je v buržoazní revoluci která rozložila starou společnost, feudalismus.

Za feudalismu měla stará občanská společnost politický charakter, tzn., že prvky občanského života, jako je např. vlastnictví, rodina nebo druh či způsob práce, byly povýšeny na prvky státního života ve formě pozemkového vlastnictví, stavu a korporace.

Toto sociální určení individua, jeho zařazení v hierarchické struktuře občanské společnosti feudalismu mělo politicky konstitutivní charakter; člověk byl oddělen od své lidské substance.

Buržoazní politická revoluce zrušila politický charakter občanské společnosti a občanskou společnost rozložila z jedné strany na její elementární součásti, na individua, z druhé strany na materiální a duchovní prvky, které tvoří obsah života, občanskou situaci těchto individuí.¹¹⁾

Rozštěpení lidské osobnosti, jehož projevem je i dualita lidských a občanských práv, je specifickým výrazem a důsledkem odcizení a zvěčnění lidských vztahů v procesu kapitalistické zbožní výroby.¹²⁾

Určitá životní činnost a situace individuí neměly již politickou povahu, ale měly jen individuální význam. Netvořily již obecný vztah individua ke státnímu celku. Druhou stránkou tohoto procesu je oddělení a odcizení politické pospolitosti, státu, od občanské společnosti a s ním spojené oddělení člověka od občana, práv lidských od práv občanských.

¹⁰⁾ Marx, K židovské otázce, Spisy, sv. 1, str. 388 a n.

¹¹⁾ Marx uvádí, že „rozštěpení se jeví v nynější (kapitalistické — Z. J.) společnosti jako normální vztah. Kde se tedy fakticky nevyskytuje, tam se předpokládá..., protože spojení se tu objevuje jako něco náhodného a rozštěpení jako něco normálního, a proto se rozštěpení považuje za základní vztah i tam, kde se v jedné osobě spojují různé funkce. Velmi nápadně tu vystupuje fakt, že kapitalista je sám o sobě jen funkcí kapitálu a dělník funkcí pracovní síly“. — Teorie o nadhodnotě, I, Praha 1958, str. 417—418.

¹²⁾ Psychologickými důsledky tohoto rozlišení, projevujícího se odlišně v psychologii buržoazie a proletariátu za kapitalismu, se zabývá H. Lefebvre ve studii „Psychologie sociálních tříd“ v knize G. Gurvitch, *Traité de Sociologie*, II, Paris, PUF 1960, str. 364—374. — V psychologii buržoazie se odcizení projevuje zvláště rozparem mezi zdrženlivostí (ekonomií) a požívačností, mezi morálitou a imoralitou. Buržoá má jen „dvě duše“; ze tří aspektů individuality, které uvádí Marx, tj. z potřeby, práce a požitku, u něj odpadá práce.

Důvody tohoto dělení základních práv na práva lidská a občanská nejsou vzhledem k charakteru společenských, především ekonomických vztahů ještě objektivně překonány ani za socialismu.¹³⁾

V socialistické právní teorii převažují jiné kategorizace základních práv a svobod individua.¹⁴⁾

Třídění je tu předmětem četných sporů mezi různými autory. I když lze shledat jistou shodu v obecných koncepcích teoretiků a konstitucionalistů (ti obvykle vycházejí z charakteristiky ústavního vymezení základních práv a svobod individua), jsou mezi nimi značné difference, pokud jde o stanovení a odůvodnění kritérií jejich klasifikace i pokud jde o její podrobnější rozpracování.

Např. učebnice Sovetskoe gosudarstvennoe pravo, vycházející z materiálního kritéria, zvláště z reálného obsahu všech základních (ústavních) práv, dělí je do tří víceméně stejnorodých skupin:

a) skupina práv, která lze podmíněně označit za práva sociálně ekonomická (čl. 7, 9, 10 a 118–121 Ústavy SSSR z r. 1936),

b) skupina práv, která tvoří garance rovnoprávnosti občanů (srov. čl. 122 a 123 Ústavy SSSR),

c) skupina práv, kam patří ústavní práva, fixující demokratické svobody občanů. Všem právům, která spadají do této skupiny, je společné to, že ve svém celku vymezují sféru svobody občanů v nejrůznějších oblastech.

Odděleně pak stojí v ústavě právo azylu.¹⁵⁾

A. J. Lepeškin v novějším kursu sovětského státního práva¹⁶⁾ s jistou oprávněností kritizuje tuto či podobnou klasifikaci,¹⁷⁾ již vytýká, že je v mnoha ohledech libovolná a nedostatečně teoreticky odůvodněná.

A. J. Lepeškin sám modifikuje a koriguje výše uvedenou klasifikaci základních práv občanů. Kritériem pro jejich třídění je, podle jeho ná-

¹³⁾ Obdobně v něm není ani překonáno dělení práva na veřejné a soukromé. Tyto kategorie však nelze zaměňovat. Práva lidská nejsou totožná s právy soukromoprávní povahy a práva občanská s právy veřejnoprávní povahy. Sociální práva, která jsou v zásadě lidskými právy, mají za socialismu veřejnoprávní charakter. Tato problematika však již přesahuje rámec naší studie.

Z výše uvedených důvodů ideologické povahy se však dosah platnosti tohoto rozlišování omezoval na kapitalismus; neuznávalo se, a proto se ani nerozpracovávalo a nekonkretizovalo, pokud se týče základních občanských práv v socialistickém státě. Toto třídění, které je podle našeho názoru jedním z možných hledisek klasifikace základních práv, by mohlo — jako součást analýzy vztahů občanské společnosti a politické společnosti, státu v socialistických podmínkách — vést k hlubšímu poznání a chápání politickoprávních vztahů individua a kolektivity v socialistické společnosti.

¹⁴⁾ V této studii se zabýváme problematikou klasifikace základních práv občanů socialistického státu. Pokud jde o ostatní občanská práva, která nemají charakter základních práv, mohou být klasifikována i podle dalších hledisek, např. podle toho, do kterého oboru právního řádu patří.

¹⁵⁾ Sovetskoe gosudarstvennoe pravo, Moskva, Jurizdat 1948, hlava XI (autorkou je M. P. Karevová), str. 148–149.

¹⁶⁾ A. J. Lepeškin, Kurs sovětského gosudarstvennogo prava, Moskva, Gosjurizdat 1961, str. 488.

¹⁷⁾ Vztahuje se např. na knihu Sovetskoe gosudarstvennoe pravo, Moskva, Gosjurizdat 1959, jejímž autorem je J. N. Umanskij.

zoru, „stejnorodost materiálního obsahu těchto práv i stejný typ ústavních norem, které je zakotvují“.¹⁸⁾

V jeho pojetí se ústavní práva dělí do čtyř skupin:

- a) prvou skupinu tvoří práva sociálně ekonomického charakteru;
- b) do druhé skupiny patří práva, která charakterizují rovnoprávnost sovětských občanů;
- c) do třetí skupiny lze sjednotit politická práva a demokratické svobody sovětských lidí;¹⁹⁾
- d) čtvrtou skupinu tvoří osobní svobody občanů.

K analogickému názoru dospívá i A. J. Mozochinová, která rovněž na základě kritéria „materiální stejnorodosti“ dělí práva, stanovená ústavami socialistických států, do čtyř základních skupin:

- a) sociálně ekonomická práva a svobody,
- b) politická práva a demokratické svobody,
- c) osobní svobody občanů,
- d) rovnoprávnost občanů.²⁰⁾

Třeba říci, že uvedené kritérium „materiální stejnorodosti“ je relativně neurčité, jak je zřejmé již z výše uvedených rozdílů v klasifikacích, dovolávajících se tohoto principu třídění. Problém je v tom, co se rozumí „materiální stejnorodostí“, jak přesně se teoreticky analyzuje a určí její obsah.

Pochybnou či přinejmenším spornou se v oněch klasifikacích jeví konstrukce speciální skupiny práv, jež zakotvují právní rovnost občanů. V této souvislosti lze souhlasit s Rozmarynovým stanoviskem, že rovnost občanů „není občanským právem, ani občanskou svobodou, ale obecným principem, na kterém spočívají všechna práva a svobody“.²¹⁾

¹⁸⁾ A. J. Lepeškin — stejně jako i M. P. Karevová ve výše citované učebnici — dokazuje nezbytnost klasifikace základních práv a svobod občanů, proto se kriticky staví k pojetí, které místo teoretické analýzy a klasifikace se omezuje na výčet a deskripci jednotlivých práv tak, jak je uvádí ústava. Srov. např. učebnici Sovetskoe gosudarstvennoe pravo (za redakce S. S. Kravčuka), Moskva, Gosjurizdat 1958.

Obdobně to platí pro učebnici Československé státní právo (za redakce J. Bartušky), Praha, Orbis 1953, str. 296 a n., i pro práci St. Rozmaryna, Polskie prawo państwowe, Warszawa, Książka i Wiedza, str. 524 a n.

¹⁹⁾ C. A. Jampolskaja ve stati „O subjektivních právech sovětských graždan i ich garantijach“, uveřejněné ve sborníku „Voprosy sovětského gosudarstvennogo prava“, Izd. AN SSSR, Moskva 1959, kritizovala dřívější pojetí této skupiny jako skupiny „práv, poskytujících občanům demokratické svobody“ proto, že nevystihuje charakter politických práv občanů v socialistickém státě, že nevyjadřuje zejména základní právo občana na účast při uskutečňování státní moci. Proto navrhla označení „politická práva a demokratické svobody“ (str. 147 cit. stati), jehož užívá i A. J. Lepeškin ve svém „Kursu...“.

²⁰⁾ A. J. Mozochina, Svoboda ličnosti i osnovnyje prava graždan v socialističeských stranach Evropy, str. 132.

²¹⁾ St. Rozmaryn, cit. kniha, str. 523.

A. J. Mozochinová při výkladu různých přístupů ke klasifikaci práv a svobod v socialistických státech a jejího odůvodňování uvádí, že mnohé vztahují princip rovnoprávnosti na všechny kategorie práv. Sama tyto názory kriticky nevyvrací, nakonec však nějaké vlastní argumentace, která by toto pojetí teoreticky fundovala, vyděluje rovnoprávnost občanů do zvláštní skupiny práv. (Srov. zvláště str. 129–131 cit. knihy.)

Právní rovnost občanů se předpokládá a uplatňuje ve všech kategoriích základních práv, jimiž disponuje občan socialistického státu, ať jsou jimi práva sociální, politická či individuální nebo ostatní občanská práva.

I. Szabó rozlišuje v socialistickém právním systému dvě základní skupiny občanských práv:

a) *Práva přímo spojená se socialistickými výrobními vztahy:*

1. ekonomická,
2. sociální
3. kulturní práva.

b) *Práva politické povahy:*

1. právo rovnosti před zákonem,
2. práva zajišťující kolektivní sociální a politickou činnost občanů,
3. práva týkající se osobnosti.²²⁾

Szabóova klasifikace práv na práva ekonomické a politické povahy v jistém smyslu připomíná výše uvedeně dělení práv na práva lidská a občanská. Toto dělení však Szabó považuje ze specifické pouze pro buržoazní společnost.²³⁾

Podle našeho názoru lze základní práva a svobody občanů schematicky rozdělit do tří skupin: práva a svobody osobní (individuální), práva a svobody politické (demokratické) a práva sociální (sociálně ekonomická).²⁴⁾

V obdobném smyslu lze seskupit i povinnosti občanů, čemuž ovšem nelze rozumět tak, jak správně poukazuje I. Szabó, že by každé jednotlivé právo v té či oné skupině předpokládalo jednotlivou korespondující povinnost.

Práva a svobody i povinnosti občana vyjadřují různé, vzájemně se podmiňující a doplňující momenty a stránky jeho postavení v socialistic-

²²⁾ I. Szabó, „Fundamental questions concerning the theory and history of citizens rights“ v knize *Socialist concept of human rights*, Akadémiai Kiadó, Budapest 1966, str. 79.

I. Szabó uvádí, že toto hlavní dělení občanských práv může být východiskem i pro klasifikaci občanských povinností, což ovšem nelze chápat tak, že by každému jednotlivému právu odpovídala jednotlivá povinnost. Vzájemná korespondence práv a povinností občanů by se měla zkoumat v úplnosti instituce, tj. jejich vzájemný vztah by se měl posuzovat v úplnosti práv a povinností.

V tomto směru lze občanské povinnosti klasifikovat takto:

a) *Povinnosti spojené s ekonomickým systémem socialistické společnosti:*

1. povinnost chránit socialistické výrobní vztahy a společenské vlastnictví,
2. povinnost účastnit se pracovní činnosti,
3. povinnost zachovávat pracovní disciplínu,
4. povinnost občana získat adekvátní obecné a odborné znalosti.

b) *Povinnosti spojené s politickým systémem socialistické společnosti:*

1. povinnost zachovávat zákony a jiné předpisy socialistického státu a pravidla života socialistického společenství,
2. povinnost účastnit se řízení veřejných záležitostí,
3. povinnost bránit vlast.

²³⁾ I. Szabó, cit. studie, str. 32 a n.

²⁴⁾ V obdobném smyslu klasifikuje práva a svobody občanů i učebnice Československé ústavní právo, Praha, Orbis 1965, v kapitole o právech a povinnostech občanů, jejímž autorem je P. Peška.

Peška rozlišuje 1. sociální práva, 2. politické svobody, 3. osobní práva. Povinnosti řadí do zvláštní, čtvrté skupiny. Cit. kniha, str. 224.

kém státě a společnosti. Právně regulují a fixují jeho sociální postavení zejména z těchto tří základních hledisek: jako jednotlivce, individuální lidské bytosti, jako občana, společenského, politického činitele, který se účastní správy veřejných, společenských záležitostí, a jako výrobce, pracujícího, který se účastní společenské pracovní činnosti.²⁶⁾

Tato práce se nezabývá podrobným rozбором jednotlivých základních práv občanů v socialistickém státě, ale tím, co je společné všem skupinám těchto práv. Zabývá se v dalším výkladu nejprve principem právní rovnosti jako jejich obecným předpokladem (III), dále reálným charakterem základních práv (IV) a konečně jednotou společenských a individuálních zájmů v socialistickém pojetí základních občanských práv (V).

III.

Socialistické právo vychází z principu právní rovnosti, který — po určitých omezeních historicky přechodného rázu²⁷⁾ — důsledně provádí. Právní rovnost všech občanů je ústavně zaručena bez ohledu na jejich národnost, rasu apod. Muži a ženy mají stejné právní postavení v rodině, v práci i ve veřejné činnosti.

Význam právní rovnosti nelze ani za socialismu přehlížet. Skutečnost, že tu zůstává v jistém smyslu zachován její formální charakter, není důvodem ke snižování či porušování této zásady, nezbytné pro rozvoj socialistických společenských vztahů.

Idea rovnosti je se socialismem nerozlučně spjata; vyjadřuje totiž jednotu lidské podstaty, rodové vědomí a rodové chování člověka, „praktickou totožnost člověka s člověkem, tj. společenský čili lidský vztah člověka k člověku“.²⁸⁾

Socialismus, který překonává omezené, formální pojetí rovnosti za ka-

²⁶⁾ Toto pojetí odpovídá koncepci obsažené ve stati L. D. Voevodina, Teoretické voprosy pravogo položenija ličnosti v sovetskom obščenarodnom gosudarstve, Sovetskoe gosudarstvo i pravo, 1963, č. 2.

²⁷⁾ V dosud existujících socialistických státech byli — po uchopení moci dělnickou třídou — příslušníci svržených vykořisťovatelských tříd zbavováni určitých politických práv. Míra těchto omezení záležela na konkrétních podmínkách třídních bojů, na sociálně třídní struktuře společnosti, na její celkové, zvl. kulturní úrovni apod. Tato právní omezení nejsou ovšem v teoretickém smyslu nezbytným atributem socialistického práva z období diktatury proletariátu.

Podrobněji k této problematice srov.: Zd. Jičínský, K vývoji socialistického pojetí občanských práv, Právník, č. 3/1967.

²⁸⁾ K. Marx, Svatá rodina, Marx—Engels, Spisy, sv. 2, str. 54. Myšlenka rovnosti vyjadřuje „vědomí člověka o druhém člověku jakožto jemu rovném a vztah člověka k druhému člověku jakožto jemu rovnému“. Tamtéž.

Problematikou historie myšlenky rovnosti i různými jejími sociálními předpoklady a důsledky se zabývá Michňákova práce „Idea rovnosti v dějinách a za socialismu“, Praha, Svobodné slovo, 1962.

Právně teoretické aspekty principu rovnosti lidí, zejména právní rovnosti lidí jako základního principu moderního právního vývoje sleduje podrobně G. Leibholz v knize „Die Gleichheit vor dem Gesetz“, München u. Berlin 1959 (zvl. oddíl první „Die moderne Demokratie und der Gleichheitsbegriff“ a oddíl druhý „Die Gleichheit vor dem Gesetz“, str. 13—114).

pitalismu, může a musí učinit — na základě a v procesu hlubokých přeměn podmínek života lidí — právní rovnost momentem úsilí o vytváření rovnosti v komunistickém smyslu, kdy, řečeno s Marxem, nerovnost lidí bude jen odstínem jejich rovnosti. Rovnosti ne v přízemním, maloburžoazním pojetí jako stejnosti, uniformity lidí, ale ve smyslu jejich rovné kvality celistvě a tvořivě se rozvíjejících lidských bytostí.

Společnost pracujících, jak stanoví Ústava ČSSR, zaručuje rovnoprávnost občanů vytvářením stejných možností a stejných příležitostí ve všech oborech života společnosti.²⁹⁾

Právní rovnost se tak postupně přetváří v rovnost sociální v socialistickém pojetí.

Rovnost však zároveň zůstává i v socialistických podmínkách ještě formální, resp. i tu vládne — vzhledem k zásadě odměňování podle práce — stále ještě nerovnost spočívající v tom, že je uplatňováno rovné měřítko na nerovné (fakticky nerovné) lidi. Socialistické právo vychází z toho, že výrobní prostředky jsou společenským vlastnictvím.

„Neuznává třídní rozdíly, protože jeden jako druhý je jen dělníkem; avšak uznává mlčky nestejné individuální nadání, a tím i pracovní schopnost jako přirozené výsady. Je to tedy co do svého obsahu právo nerovnosti jako každé právo. Svou povahou může právo záležet jen v používání stejného měřítka...“³⁰⁾

Nerovné jedince lze však měřit stejným měřítkem, jen pokud je posuzujeme ze stejného zorného úhlu, pokud na ně hledíme jen z určitého aspektu a ostatní necháme stranou. Kdyby se právo mělo vyhnout těmto nedostatkům, muselo by být spíše nerovné než rovné.

„Tyto nesrovnalosti jsou však nevyhnutelné v prvním období komunistické společnosti, která po dlouhých porodních bolestech právě vyšla ze společnosti kapitalistické.“³¹⁾

„Vytvářející a rozvíjející se komunistická společnost může nejprve odstranit pouze jednu nespravedlnost, totiž zbavit kapitalisty výrobních prostředků a učinit továrny, závody, stroje apod. socialistickým vlastnictvím. Nemůže však ihned odstranit další nespravedlnost; nemůže totiž rozdělovat spotřební prostředky podle potřeb, ale podle práce.“³²⁾

Tato nespravedlnost, vycházíme-li ze strážlivého rozboru reálné skutečnosti, je

²⁹⁾ M. Duverger, známý francouzský konstitucionalista a politolog, uvádí ve stati „Le socialisme et l'Occident“ (Le Monde, 5–6, IX, 1965), že v tomto směru trvá hluboká nerovnost mezi kapitalismem a socialismem.

V západní kapitalistické společnosti nezmizely třídy a třídní nerovnost, nejde v ní o pouhou nerovnost příjmů; proto také ve srovnání se socialismem, v němž v široké míře existuje rovnost příležitostí, je v ní tato rovnost podstatně omezená. Sociologické rozborů ukazují, že hlavní cestou přístupu ke kapitálu na Západě je buď *zrození* nebo *sňatek*. „Bylo pravděpodobně mnohem snadnější pro buržoazii 18. století stát se šlechticem... než pro dělníka dnes stát se patronem“, tj. zaměstnavatelem, podnikatelem.

I. Dubská ve své knize „Americký rok“ (Praha, Čs. spisovatel 1966) přesvědčivě analyzuje, jak v různých jižních státech USA je omezována či neexistuje právní rovnost, zejména pokud jde o politická práva černošského obyvatelstva, a zároveň dokazuje i progresivní význam a smysl této základní právní zásady, který se někdy ztrácel v marxistické teorii a zejména v propagandě, zdůrazňující jednostranně formální charakter této rovnosti za kapitalismu. Zvl. str. 220 a n.

³⁰⁾ Marx–Engels, Vybrané spisy, sv. II, Praha 1964, str. 19.

³¹⁾ Marx–Engels, Vybrané spisy, sv. II, Praha 1964, str. 19.

³²⁾ V. I. Lenin, Stát a revoluce, Spisy, sv. 25, Praha 1956, str. 479.

historicky nevyhnutelná. Socialistická revoluce může rušit a odstraňovat — postupně tak činí — nerovnosti společenské, především třídní, plynoucí ze soukromého vlastnictví výrobních prostředků a z vykořisťování člověka člověkem. Nemůže však překonat přirozené individuální nerovnosti mezi lidmi. Může jen vytvářet podmínky, za nichž tyto rozdíly mezi lidmi nebudou zdrojem sociální nerovnosti. Za socialismu stále ještě jsou, za komunismu nebudou.

Stanovení a úprava určitých sociálních práv individuí tuto nerovnost, spjatou s charakterem práce za socialismu a jemu adekvátním principem odměňování, v určité míře korigují a modifikují. Zmírňují tak mnohdy příliš příkré sociální konsekvence, způsobované těmito zásadami rozdělování, které jsou z hlediska socialistické politiky a jejího humanistického obsahu nežádoucí.

Ve smyslu této historicky nevyhnutelné sociální nerovnosti a nespravedlnosti zůstává socialistické právo stále ještě „buržoazním právem“.

Tato Marxova a Leninova myšlenka vystihuje moment posloupnosti a souvislosti, který je i v socialistické právní úpravě objektivně dán. Protože za socialismu existuje výroba zboží, udržují se nutně i právní formy, v nichž a jimiž se zbožné peněžní vztahy realizují, tj. s těmito vztahy jsou spojeny pojetí a regulace určitých práv a povinností individuí v jejich vzájemných relacích i v jejich vztazích ke státu.

Toto „buržoazní právo“ je nutně abstraktní. Protože však třídní rozdíly, spojené s existencí kapitalistického soukromého vlastnictví, byly odstraněny, rozdíly, které právo přehlíží, jsou podstatně menší. „Buržoazní právo“ za socialismu přistupuje k lidem abstraktně, formálně rovně v tom smyslu, že je posuzuje jako pracující, tj. že za jejich výlučný životní projev považuje práci; uznává jejich individualitu, jen pokud jde o jejich pracovní výkon. V tom se projevuje vývojová nezralost a omezenost socialistické společnosti, v níž člověk má stále ještě povahu abstraktního individua. V tom také, jak upozorňuje Michňák,³³⁾ spočívá základní projev depersonalizačních účinků socialistických společenských vztahů.

Formální charakter právní rovnosti, tj. faktická sociální nerovnost, zůstává za socialismu zachován ještě i v tom, že „v podstatě stále platí (i když ve stále menší míře), že život jedněch se vyčerpává materiální výrobou, zatímco druzí jsou od ní osvobozeni a mají monopol vykonávání celospolečenských záležitostí (řízení, věda, kultura apod.)“.³⁴⁾

Není ještě překonáno a zrušeno „vynucování a monopolizace společenského rozvoje (včetně jeho materiálních a intelektuálních výhod) jednou částí společnosti na úkor druhé části“.³⁵⁾

³³⁾ K. Michňák, *Individuum a společnost*, Příspěvek k problematice depersonalizačních účinků zbožné kapitalistických vztahů, Academia, Praha 1966, str. 200.

³⁴⁾ Tamtéž.

³⁵⁾ K. Marx, *Kapitál*, III/2, Praha 1965, str. 367–368.

Specifickým projevem tohoto rozporu je problém, který zkoumá Ch. W. Mills. „Kořen problémů demokratických nebo liberálních nebo dokonce humanistických ideálů spočívá v tom, že jsou to ve skutečnosti výklady nadějí nebo požadavků nebo přednostních práv intelektuální elity, schopné je individuálně plnit, avšak tyto ideály jsou tvořeny pro lid, který ve 20. století není současně schopný je plnit.“ — „Liberal values in the modern world“ v knize Powers, politics and people, New York 1965, str. 194.

Analýza této problematiky je důležitá pro pochopení a docenění skutečnosti, že i v socialistické společnosti mají politická práva a svobody velmi diferencovaný obsah a smysl pro různé její složky. Z toho také vyplývá, že — a proč — nikoli ve všech složkách socialistické společnosti, ale právě v určitých jejích vrstvách je tak naléhavě pocítována potřeba jejich zajištění a rozvíjení. S tím souvisí poznání dosahu progresivní právní regulace této sféry, i když i tu platí, že „vzor občana stanovený veřejným právem je vyšší než průměr lidí žijících v tom kterém státě“,³⁶⁾ tj. že i v každodennosti socialismu demokratických práv a svobod plně využívají politicky aktivní lidé, kteří zdaleka v mase pracujících nepřevládají.

Tento rozpor socialistické společnosti se v jiné relaci projevuje jako rozpor demokracie a odbornosti. Společnost a stát se jej sice pokoušejí různými způsoby a v různých formách řešit, zároveň však každé takové řešení zůstává na daném stupni — i stupních bezprostředně následujících socialistickému vývoji — svou povahou a dosahem nutně dílčí a omezené. Pokusy vyjádřit reálnou kvalitu socialistické demokracie, lidový charakter socialistické politické moci — a tak řešit i tento rozpor, třebas se jeho existence v ideologii ani nepřipouštěla — zapojováním maximálního počtu občanů do té či oné formy veřejné činnosti prokázaly v praxi svou jednostrannost a nezřídka i bezobsažnost.

Patří ke zdánlivým paradoxům socialistického vývoje, že tyto obecné socialistické snahy byly zvláště zdůrazňovány v období administrativně centralistického systému řízení, jehož charakter a fungování nutně zevnitř posilovaly objektivně existující distinkci vládnoucích a ovládaných jako specifický projev onoho výše uvedeného rozporu. Zároveň se však politika a ideologie snažily — s větším či menším efektem (srov. rozbor příčin maďarských událostí) — tento proces zastřít jevovým rozmachem lidové účasti, která se však logikou působení centralistického systému stávala jednostranně vykonavatelem toho, co bylo shora stanoveno, a tak v jistém smyslu i instrumentem usnadňujícím politické manipulování lidmi.

V těchto souvislostech pak i v socialismu vystupuje politický význam formálně právní rovnosti občanů jako předpokladu a požadavku demokracie, demokratické kontroly nad těmi, kdo reálně vykonávají moc, jako nezbytného momentu politických záruk omezujících rozpínavost politické moci.

V procesu socialistického a posléze komunistického vývoje není třeba odstraňovat „rovné měřítko“, právní rovnost lidí, ale reálně, prakticky měnit vztahy mezi „nerovnými lidmi“.

Teprve až se práce z povinnosti změny v první potřebu člověka, až — řečeno Marxovými slovy... „s všestranným rozvojem jednotlivců vzrostou i výrobní síly a všechny zdroje kolektivního bohatství potekou plným proudem, teprve pak bude možno nadobro překročit úzký obzor buržoazního práva a společnost bude moci vepsat na své prapory: Každý podle svých schopností, každému podle jeho potřeb“.³⁷⁾

Teprve pak se plně vyčerpá a zanikne právní rovnost lidí jakožto specifická forma projevu sociální nerovnosti, založené na zbožní výrobě. Uznání lidské kvality nebude omezeno jen na tuto formální stránku, ale bude obsahově rozvinuto a uplatněno ve vší složité struktuře lidských vztahů v beztrždní komunistické společnosti.

³⁶⁾ A. Gramsci, Dopisy z vězení, Praha 1949, str. 220.

³⁷⁾ Marx—Engels, Vybrané spisy, sv. II, Praha 1958, str. 19—20.

Ve smyslu této hypotézy budoucího vývoje lidské společnosti by v tomto období mělo mizet i právo jako zvláštní sociální fenomén.

Právní rovnost, která má i za socialismu ekonomické odůvodnění v existenci zbožně peněžních vztahů, se ovšem nevyčerpává tímto určením. Je to všeobecný právní princip uplatňující se v celém právním systému, ve všech kategoriích práv a svobod i povinností občanů; princip, s jehož důsledným provedením a respektováním je v socialistických podmínkách spojen humanizační obsah. Je institucionálním předpokladem a garantováním vytváření správných vztahů individua a kolektivu ve smyslu vyvojové perspektivy socialistické společnosti jako kolektivu vzájemně se rozvíjejících individuí.

V současném období je v socialistickém státě nezbytné důsledně uplatňovat ústavní princip rovnoprávnosti občanů, závazný pro veškerou činnost státních orgánů v těch či oněch sférách právních vztahů k občanům. Jednota zákonnosti je tu vzhledem k dosaženému stupni vývoje sociálně třídní struktury nejen zásadně možná, ale i nutná. Respektování a prosazování této zásady přesahuje značně rámec právní sféry svými sociálními, psychickými a morálními souvislostmi a důsledky; je v jistém smyslu východiskem a podmínkou normálního vývoje socialistických společenských vztahů, demokracie apod. Specifického dosahu pak nabývá vzhledem k předpokladům a možnostem výchovného působení společenského prostředí na generace mladých lidí vyrůstajících a formujících se v nových sociálních, třídních vztazích vzniklých již po politickém vítězství dělnické třídy.

Povaha naší státnosti v současné etapě vývoje nevyžaduje, podle našeho názoru, omezování nebo zásahy (normativní či individuální) do ústavní zásady právní rovnosti občanů. Přestává-li ve vztazích lidí, v možnostech jejich společenského uplatnění hrát dnes vážnější roli jejich třídní, sociální původ, je třeba zároveň dbát o to, aby se v těchto relacích jiné motivy, zejména stranickopolitická příslušnost, neproměňovaly ve výsadu umožňující, že za právně rovných podmínek by se na lidi uplatňovaly nerovné nároky, např. pokud jde o jejich odbornou či charakterovou úroveň k vykonávání určité povinnosti nebo k zastávání určité funkce. Druhou stránkou tohoto vztahu pak je, aby různí lidé na základě takových a podobných důvodů nemohli zaujímat různý postoj k plnění těch či oněch občanských povinností apod.

IV.

Pro socialistické pojetí je charakteristický a specifický reálný charakter práv a svobod občanů. Schematicky lze říci, že oproti formalismu buržoazních koncepcí a normativních úprav je tu důraz kladen na obsahovou stránku práv a svobod, což ovšem ovlivňuje jejich formální, normativní vymezení.³⁸⁾

³⁸⁾ Původní krajně individualistické a formalistické východisko základních práv a svobod v buržoazních ústavách bylo postupně – v různých zemích a dobách v pro-

Tato povaha občanských práv a svobod se projevuje v tom, že zákony vedle právních garancí obsahují a zakotvují jejich politické, ekonomické a kulturní podmínky a záruky. Práva a svobody vyrůstají z nové společ-

měnlivé míře — oslabeno a modifikováno. Buržoazní státy počínají, především pod vlivem odborového a socialistického hnutí, provádět určitou sociální politiku.

Zvláště v ústavách a zákonech přijatých po první světové válce se začíná rozšiřovat oblast tradičních práv a svobod o nová práva sociální (tzn. pracovní a sociální zákonodárství). Srov. pozn. 7 z části I. této studie.

G. Burdeau např. píše, že tyto ústavy „zaznamenávají vznik nových práv vyšších z vývoje sociálního života; zakládají povinnost státu nejen zabezpečovat právní nezávislost individua, ale také vytvářet podmínky, které by zajišťovaly jeho nezávislost sociální. Individualismus je korigován uznáním legitimacy zásahů do všech oblastí, kde se mohou dovolávat sociální solidarity“. — *Droit constitutionnel et institutions politiques*, Paris, L. G. D. J., 1959, str. 61 a n.

Tento vývoj se projevuje i ve změně charakteru člověka, který nyní vystupuje jako nositel těchto práv.

G. Burdeau ho charakterizuje jako „l'homme situé“, který se značně liší od portrétu občana figurujícího v představách klasické demokracie. „Zatímco občan je racionální bytost, oproštěná od egoismu a osvobozená od veškerého vášnivého zaujetí, l'homme situé, poznamenaný svými podmínkami existence, je bytost, jejíž chování je determinováno její profesí, náklonnostmi, jejími prostředky k životu, jejími zájmy nebo sny.“ — „Destin de l'idée démocratique“, ve sborníku „Démocratie aujourd'hui“, Paris 1963, str. 83–84.

G. Burdeau tuto problematiku šířeji rozebírá zvláště v V. svazku svého obsáhlého díla „*Traité de Science Politique*“, Paris 1956, str. 27 a n.

Výrazné posílení těchto tendencí lze sledovat v ústavách přijatých po druhé světové válce, např. v preambuli k francouzské ústavě z r. 1946, především však v italské ústavě (čl. 2–4, č. I Práva a povinnosti občanů, titul II Vztahy eticko-sociální, čl. 29–34, titul III, Vztahy hospodářské, čl. 35–47).

Tyto transformace, které z marxistického hlediska ještě samy o sobě neruší kapitalistickou podstatu, buržoazní a reformistická ideologie často chápe a interpretuje jako projev socializačních tendencí svědčících o tom, že kapitalismus postupně opouští vlastní principy a přetváří se ve společnost socialistickou.

K. Renner ve známé knize *Die Rechtsinstitute des Privatrechts und ihre soziale Funktion* (Tübingen 1920) dokazoval, že „žijeme za převratu občanského práva v právo sociální“. Renner přikládal velký význam změnám, jež rozšiřovaly oblast práva veřejného na úkor práva soukromého. To, co bylo ještě za Marxe součástí soukromého práva, se stává nyní právem veřejným. Např. námezdní smlouva se mění ze soukromé smlouvy v institut veřejnoprávní povahy, v němž individuální, soukromá vůle ustupuje do pozadí; státní prvek se stává důležitější než soukromý, kolektivní důležitější než individuální. (Str. 62 a n.)

Těmito proměnami odůvodňoval Renner své reformistické závěry.

Na jejich nesprávnost poukázal kriticky tehdy i jiný austromarxista, M. Adler.

V rámci kapitalistické společnosti se tvoří materiální a ideologické předpoklady pro socialismus, „ale to přirozeně neznamená, že tyto nové materiální existenční podmínky jsou již *nová společnost sama*“. — *Die Staatsauffassung des Marxismus*, Wien 1922, str. 163.

Od té doby, zejména v období po II. světové válce, se literatura o těchto otázkách rozrostla do nepřehledných rozměrů. Spory o jejich pojetí a řešení pokračují, aniž lze v současnosti tu či onu koncepci zcela vyvrátit či prokázat. Potvrzení nebo popření jejich pravdivosti či nepravdivosti může přinést až budoucí společenská praxe, která je ovšem dílem podmiňována a ovlivňována těmito rozdílnými ideologickými koncepcemi.

Srov. např. z poslední doby knihu M. Pailleta, *Gauche, année zéro*, Paris 1964, práci jiného představitele tzv. nové levice ve Francii, C. Bruclaina „*Le socialisme et L'Europe?*“ Paris 1966, a její komunistickou kritiku od R. Navarry v „*La nouvelle critique*“, 177, juin–juillet 1966, str. 20–43 apod.

Ke kritice některých buržoazních a reformistických teorií v těchto otázkách srov. Zd. Jičínský, *K politické ideologii buržoazní CSR*, Praha, NPL 1965, a „*Demokratický socialismus*“ západoněmecké sociální demokracie, Praha, SNPL 1960.

čenské skutečnosti, jsou organickou stránkou socialistických vztahů, jejichž vývoj, teoreticky vzato, vyžaduje a předpokládá reálnou existenci a rozvíjení občanských práv i jim odpovídajících povinností. Jejich využívání není již ryze individuální záležitostí, ale stává se — platí to zvláště pro některá práva — stále více věcí kolektivní, společenskou.

Společenský charakter individuálních práv a povinností občanů spočívá v tom, že socialistický stát a společnost vytvářejí postupně reálné podmínky pro to, aby občané mohli svá práva a svobody uskutečňovat, že usiluje o to, aby občané svých práv využívali a zároveň odpovědně plnili své závazky vůči celku.

Diference buržoazního a socialistického pojetí se projevuje zvláště u některých politických práv a svobod.³⁹⁾

V buržoazních demokraciích ústavy sice tato práva zaručují každému individuu, přičemž však je evidentní, že reálné podmínky pro jejich využívání jsou natolik nerovné, že mohou — ve větší nebo menší míře — fakticky negovat jejich právní uznání. Formalismus je i v soudobém stadiu kapitalismu, přes určité snahy jej překonávat, imanentní buržoaznímu pojetí politických práv a svobod.

V moderní organizované společnosti je realizace takových práv a svobod, jako je zejména svoboda projevu, svoboda tisku, svoboda spolčovací a shromažďovací, spjatá s prostředky moderní techniky, vyžaduje značných finančních nákladů apod., což z jejich využívání činí věcně stále více záležitost kolektivní.

Uznání této skutečnosti se projevuje i v některých kapitalistických státech v tom, že takové prostředky masové komunikace, jako je rozhlas a televize, jsou státní a právní úprava má zajišťovat do jisté míry objektivní a nezávislý charakter jejich působení a čelit možnostem jejich zneužívání v zájmu té či oné skupiny; srov. např. jejich využívání různými politickými organizacemi v období přípravy voleb a problémy s tím spojené.

Proto v socialistické společnosti nemůže prostředky k formování a ovlivňování veřejného mínění, k organizování lidí apod. vlastnit ani jimi disponovat jednatel, ale skupiny pracujících prostřednictvím svých různých sdružení.

Ústava ČSSR při uvádění záruk těchto svobod hovoří [čl. 28 (2)] o pracujících a jejich organizacích, které mají prostředky, na nichž závisí uskutečňování uvedených svobod a které jich mají užívat a nakládat s nimi podle potřeb pracujících. Z toho vychází i zákon (z podzimu r. 1966) o periodickém tisku a o ostatních hromadných informačních prostředcích.

³⁹⁾ Projevuje se to výrazně i v reálné povaze a obsahu svobody informací v západních buržoazně demokratických státech. Proces koncentrace vydávání tisku (zvláště deníků s velkými náklady), který v nich v poslední době rychle pokračuje, vyvolává vážné obavy a zneklidnění demokratické veřejnosti, pokud se týče osudu svobody tisku v oněch zemích.

A. Sauvy ve své podnětné práci „*Mythologie de notre temps*“ přichází s některými návrhy, které by měly překonat neuspokojivý stav v šíření informací a zajistit jejich svobodu, mj. zaručit právo občana být informován, zejména však pravdivost šířených informací. — *Mythologie de notre temps*, Paris, Payot, 1965, zvl. str. 260 a n.

Při tomto přístupu k politickým právům a svobodám tu opět vyvstávají složité problémy právní úpravy vztahů individua a kolektivu.

Právní vymezení má relativně přesně stanovit podmínky i meze jejich využívání, kterými se zabezpečují a chrání státně politické zájmy, zároveň má zajišťovat, aby jedinec či skupina lidí nebyli, v zákonem určených hranicích, omezování či přímo zbavování možností využívat uvedených práv a svobod, tj. aby měli i dostatečně účinné právní prostředky k jejich prosazování. Právní režim práv a svobod by měl obsahovat přesně propracované právní garancie v obojím směru.

Správné řešení tohoto rozporu při zajišťování práv individua na jedné a „práv“ společnosti na druhé straně je v teorii i v legislativní i aplikační praxi značně složité a obtížné.

Vlastní problém spočívá mj. v tom, že socialismus — proti kapitalismu — odstraňuje rozhodující roli soukromého vlastnictví a vztahů s ním spojených (resp. majetku individuí či určitých jejich seskupení) při uplatňování určitých demokratických a osobních práv (např. možnost vydávat knihy apod. vlastním nákladem, vydávat noviny, zakládat organizace a financovat jejich činnost). Musí proto — v té či oné míře — nahrazovat toto reálné ekonomické kritérium (ze socialistického hlediska ovšem nepřijatelné) jinými kritérii. Ta by měla být, byť v jiném smyslu, neméně objektivní a eliminovat — v té či oné relaci — subjektivistické zásahy těch, kdo momentálně rozhodují, do sféry občanských práv. Za předpokladu ústavního státně politického režimu je zapotřebí právě obsahově i formálně relativně přesného propracování a fixování těchto vztahů (svobody individua v právním smyslu) v právních normách, jimiž mají být důsledně vázány i politické a státní orgány.⁴⁰⁾

Vývoj socialistické teorie i praxe (zejména z leninského období sovětské moci) tu přinesl mnoho nových poznatků. Zejména však se zřetelem k negativním zkušenostem stalinského období nelze přehlížet existenci rozporů a napětí vznikajících mezi společností, resp. státem a individuem, občanem a tedy i nezbytnost všestranného politického a právního garantování práv a svobod jedince v socialistickém státě.

Jde např. o to, aby bylo právně zabezpečeno, že soustava různých sdružení pracujících se může volně rozvíjet, že pracující mohou jejich prostřednictvím rozvíjet svobodu projevu, tiskovou svobodu apod. To předpokládá mj., že budou pokud

⁴⁰⁾ Svého času R. Michels ve svém rozboru vývojových tendencí v moderních politických organizacích upozorňoval na existenci tohoto rozporu v socialistickém hnutí. „Vždy, když socialistická teorie chtěla obklopit zárukami osobní svobodu, dospěla k mlhavostem individualistického anarchismu nebo k návrhům, které i přes dobré intence jejich autorů, nemohly nečinit z individua otroka masy.

Uvedme příklad: aby zajistil pro socialistickou společnost literaturu povznášející a morální a aby *a priori* vyloučil veškerou prostopášnou literární produkci, navrhoval August Bebel jmenovat kompetentní komisi, která by rozhodovala o tom, co má být tištěno a co nikoli.

Aby předešel jakémukoli nebezpečí nespravedlnosti a ochránil svobodný projev myšlení, Bebel připojil k tomuto návrhu jiný, totiž, že každý spisovatel má právo odvolat se ke společnosti.“

Není třeba dokazovat, píše Michels, že takováto procedura by byla pro společnost v technickém i intelektuálním smyslu nemožná. — *Les Partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris 1919, str. 290 a n.

možno přesně v zákoně stanovena eventuální nutná omezení spolčovacího práva, resp. případy, ve kterých toto právo smí být příslušnými státními orgány odepřeno, včetně procesních garancí soudní povahy proti nesprávným rozhodnutím apod.

Právní řád přirozeně sám ještě tyto svobody nevytváří a nezabezpečuje, ale za předpokladu a v rámci relativně příznivých společenských podmínek má nemalou pozitivní úlohu nejen ve smyslu právního zajišťování práv a svobod individuí, ale i ve smyslu posilování a rozvíjení jejich společensko-politických předpokladů a záruk. Sotva je třeba asi např. dokazovat negativní dosah skutečnosti, že tu dlouhou dobu chyběla zákonná úprava svobody tisku apod.

Reálný obsah občanských práv a svobod je mj. určován celkovou úrovní hmotných a duchovních potřeb lidí a mírou jejich uspokojování. V této souvislosti vystupuje osudový význam řešení otázky vědeckotechnické revoluce. Na tom, zda a jak se jí podaří rozvinout, závisí možnost, aby socialismus perspektivně předstihl, pokud jde o ekonomickou úroveň a rozvoj, vyspělé kapitalistické země, aby se mohly projevit všechny přednosti, které jsou ideálně, teoreticky socialismu vlastní. V současném období, kdy hospodářský vývoj socialistických zemí nedosáhl dosud vyšší produktivity společenské práce a všeho, co z ní vyplývá včetně vyšší životní úrovně nejširších vrstev, to zatím není možné, což se určitým způsobem promítá i v povaze normativní úpravy občanských práv a svobod i v jejich obsahu.

Rozsah i obsah občanských práv a svobod i jejich korelativních povinností není absolutní, není určován nějakým apriorním ideálem, ale vyvíjí se postupně v souvislosti s celkovým socialistickým pohybem společnosti, se zvyšováním její hospodářské a kulturní úrovně. Důležitým faktorem je tu systém a kvalita politického řízení. Na něm do značné míry záleží, jak jsou občanská práva a povinnosti koncipovány a normativně vyjádřeny, zda a jak mohou občané využívat svých oprávnění, zda se důkladně prosazuje zákonnost nebo zda se svévolně porušuje. Za předpokladu vhodné politické organizační struktury a správné politiky má pak velký dosah správné zákonné vymezení práv a povinností, které může usnadňovat a podněcovat demokratickou aktivitu mas nebo může, není-li stanoveno správně, brzdit objektivně možný rozvoj demokracie, spjatý se stanovením a uplatňováním občanských práv.

Způsob a míra reálného využívání občanských práv nezávisí, jak bylo uvedeno, jen a ani ne především na jejich normativní úpravě. Na základě objektivních a subjektivních podmínek života společnosti závisí na každém člověku, na tom, jak je způsobilý účastnit se tohoto života. To pak závisí na jeho sociálním postavení, na povaze jeho práce, na jeho kulturní, politické a ideové úrovni, na osobním charakteru, vlastnostech a schopnostech, což je ovšem podmiňováno, uvažujeme-li o těchto předpokladech z hlediska masy, rozvojem socialistické společnosti vcelku; ten rozhoduje o relativní bohatosti či chudosti obsahu a rozsahu základních občanských práv a svobod pro ty nebo ony skupiny pracujících.

Nelze tedy tuto problematiku posuzovat abstraktně (např. přehlížet

specifické zvláštnosti vývoje v této oblasti v jednotlivých socialistických zemích), izolovat ji od těchto rozhodujících skutečností, které vymezují reálnou náplň i způsob využívání občanských práv. Proto k ní nelze přistupovat nekriticky a považovat existující stav apologeticky za adekvátní vyjádření potřeb a požadavků socialistického vývoje. V současném období, kdy se otevírá novému teoretickému i praktickému řešení řada základních otázek, dříve namnoze považovaných za jasné a vyřešené, musí se podrobovat kritické revizi i tato právní oblast života společnosti jak z hlediska normativní regulace a institucionálně právních forem jejího zajišťování, tak z hlediska její faktické náplně.

V rámci celkových objektivních podmínek závisí reálnost práv a svobod i povinností občanů i na kvalitě právní úpravy samé, na její formální propracovanosti, logické důslednosti, jednoznačnosti a přesnosti apod.

Lze to doložit zkušenostmi z vývoje socialistických států v minulém období. Leninova myšlenka, že v socialistickém státě se „těžiště přenáší z formálního uznání svobod... na faktické zajištění užívání svobod pracujícími“⁴¹⁾ byla tehdy pochopena a v praxi aplikována jednostranně a zjednodušeně. Juristická dokonalost normativního stanovení práv a povinností včetně jejich právního zabezpečení byla teoreticky a prakticky podceňována, což spolupůsobilo na vážném snížení společenské váhy práv občanů. Projevovalo se to např. ve věcně neodůvodněném zjednodušení různých právních záruk zákonnosti mj. i pod vlivem názorů idealizujících ideově politickou úroveň masy, pod vlivem zjednodušeného nebo jednostranného přístupu ke zlidování právního řádu, zvýšení účasti pracujících na zajišťování zákonnosti. Nejedna právní garancie (především procesní povahy) byla považována a prohlašována za dědictví buržoazního juristického formalismu a jako taková teoreticky i prakticky zavrhována a odstraňována.

Kritické přezkoumávání někdejších soudů tohoto druhu ukazuje, že ne všechno to, co bylo ve své době zrušeno, bylo opravdu buržoazní a třídně nepřijatelné, ale že naopak mnohé záruky byly produktem vyspělé právní kultury, že to byly ověřené a propracované právní formy, které bylo a je nejen možno, ale i nutno za socialismu využít a naplněné novým společenským smyslem dále rozvíjet.

Tento obecný závěr přirozeně neznamená, že by bylo v nynější době vhodné a žádoucí prostě jen obnovovat to, co před lety zaniklo bez ohledu na to, zda důvodně nebo bezdůvodně. Není možné bez rozboru dosavadního socialistického vývoje v této oblasti neorganicky zavádět ty či ony nové, resp. staronové instituty jako účinné garancie zákonnosti v současném období naší společnosti.

Těto výhradě je třeba rozumět ve smyslu postulování konkrétního historického přístupu a analýzy – bylo právě typické pro období tzv. kultu osobnosti, že určité právní formy byly do našeho právního řádu neorganicky přenášeny zvenčí – nikoli ve smyslu apriorního vylučování určitých forem a garancí z úvah o tom, jak účinněji zabezpečovat zákonnost v oblasti občanských práv proti přehmatům a zvůli jednotlivých státních orgánů (např. soudní kontroly správy a v této souvislosti i správního soudnictví).

⁴¹⁾ V. I. Lenin, Spisy, sv. 27, Praha 1954, str. 149.

Myšlenka o možnosti přejímání a využívání právních forem má specifický význam pro Československo, kde v buržoazní demokratické republice existovala relativně vysoká právní kultura, na niž navazoval i vznikající socialistický právní řád. Metody tzv. kultu osobnosti, které tu vedly po formální stránce k hlubokému poklesu úrovně práva a zákonnosti, vytvořily přerыв, který se musí postupně překlenout.

Důsledné uplatňování a zajišťování zákonnosti ve sféře občanských práv a svobod vyžaduje postupně přezkoumávat, měnit a zdokonalovat systém právních záruk zákonnosti, který by umožňoval účinně zabezpečovat socialistickou rovnoprávnost občanů, účinně řešit případy porušování jejich práv a oprávněných zájmů. Právní řád a praxe příslušných státních orgánů by měly poskytovat dostatečné záruky, aby každý, komu se stane krivda, se mohl domoci normálním způsobem, tj. právními prostředky, spravedlnosti. Za situace, kdy se režim politicky řídí zásadou zákonnosti, záleží na kvalitě právní úpravy, na kvalitě právních, v neposlední řadě procesních garancí, zda a jak bude v každém jednotlivém případě důsledně prosazována zákonnost.

V socialistické společnosti, kde využití právních prostředků k ochraně práv a zájmů individua není rozhodujícím způsobem vázáno na jeho majetkové možnosti, formálně dokonalá právní úprava není prostředkem k faktickému zvýhodnění příslušníků určité třídy, resp. určitých skupin, ale slouží ke správnému stanovení a zajišťování právního postavení individua. Je v tomto směru nezbytným předpokladem a momentem reálného charakteru práv a svobod jedince v socialistické společnosti.

V této souvislosti se klade otázka, jaký dosah tu má konstituční stanovení základních práv.

V minulém období, kdy se absolutizoval rozdíl mezi buržoazním a socialistickým (ve státoprávní sféře byl na tuto diferenci kladen specifický důraz), socialistická teorie velmi kriticky dokazovala a posuzovala rozpornost regulace občanských práv v buržoazních ústavách. Vycházela přitom namnoze z Marxovy charakteristiky této úpravy v jeho díle „Osmnáctý brumaire L. Bonaparta“.

Marx, analyzuje „nezbytný generální štáb svobod“ ve francouzské ústavě z r. 1848, uvádí, že každá z těchto svobod je prohlašována za *bezpodmínečné* právo francouzského „citoyen“ (občana), přitom je však po každé poznamenáno, že je neomezená, pokud není omezena „stejnými právy jiných a veřejnou bezpečností“ nebo „zákony“, jež mají zprostředkovat právě tuto harmonii (individuálních svobod navzájem a s veřejnou bezpečností). A dovozuje dále, že „každý paragraf ústavy obsahuje totiž svou vlastní antithesi, svou vlastní horní a dolní sněmovnu, totiž svobodu ve všeobecné frázi, a zrušení svobody ve vysvětlivce“.⁴²⁾

Problém je však v tom, že ona vnitřní rozpornost, v níž byl — či někdy ještě je — v socialistické právní teorii shledáván specifický rys buržoazních konstitucí, je imanentní i socialistické ústavní regulaci občanských práv. Projevuje se v ní rozporná povaha státu a práva, které i za socialismu stále ještě jsou odcizenými silami. Právo jako normativní soustava regulující vztahy ve společnosti musí stanovit a zajistit prostor pro svo-

⁴²⁾ K. Marx, Osmnáctý brumaire L. Bonaparta, Praha, Svoboda 1948, str. 22–23.

bodnou (v právním smyslu) činnost abstraktního individua, občana, zároveň však ji musí nutně omezovat v zájmu druhých abstraktních individuí, občanů, a v zájmu abstraktní pospolitosti, představované státem. (Abstraktní právní úprava nemůže ani v socialistických podmínkách zcela překonat negativní určení svobody.)

Tento rozpor se specificky projevuje v normách ústavních, které bývají nutně formulovány obecně, ponechávající bližší, detailnější úpravu prováděcím (organickým) zákonům. Při této konkretizaci a specifikaci ústavních norem dochází k tomu, že obsah či rozsah obecně formulovaných zásad (těch či oněch práv a svobod občanů) nebo možnosti jejich uplatňování bývají v prováděcích zákonech tak či onak podmiňovány. Jejich realizace je vázána na existenci nebo splnění určitých podmínek, může se dít jen určitým způsobem, v jistých mezích apod. Záleží i na ústavní úpravě samotné, na její formálně právní výstižnosti, konciznosti atd., aby stanovila jasnou linii zákonodárci a nedávala možnost rozdílných nebo dokonce protichůdných interpretací jednotlivých ústavních principů.

V tomto směru do značné míry bez omezení formulovaná určitá práva a svobody v Ústavě ČSSR nejsou z hlediska ústavnosti a zákonnosti nej-
přiměřenější povaze této právní regulace. Ve skutečnosti nemůže jít o zcela neomezená práva. Legislativa nutně vymezuje konkrétnější obsah i rozsah těchto práv i podmínky jejich realizace. Ústavní formulace v tomto pojetí však nestanoví pro tuto podrobnější regulaci striktní hranice, které normotvorné orgány nesmí překročit.

Problematiku lze demonstrovat např. na vztazích ústavní svobody tisku (čl. 28) a tzv. tiskového zákona, zvláště pokud jde o možnosti využívání této svobody, o otázku přípustnosti či nepřipustnosti censury aj.

V těchto relacích vznikají pak v právní teorii složité otázky, které jsou předmětem starého sporu, pokud jde o právní hodnotu ústavního prohlášení občanských práv.

Podle jedné autorů tyto deklarace práv vyjadřují filosofické postuláty. Jsou to pouhé akademické zásady, „monology zákonodárcovy“, které nemají v praxi význam právních norem závazných pro soudy a správní orgány.⁴³⁾ Mohou inspirovat zákonodávce, nemohou však být aplikovány příslušnými státními orgány. Podle druhých ústavní stanovení občanských práv má povahu zákona, a to dokonce ústavního zákona,⁴⁴⁾ a může být tedy sankcionováno, dojde-li k jejich porušení. Prakticky jde o to, zda se individuum může domáhat právně prospěchu vyplývajícího z určité dispozice ústavně fixovaných práv nebo dostat náhradu, je-li neuznána.⁴⁵⁾

⁴³⁾ Fr. Weyr, *Soustava čs. práva státního*, Praha 1924, str. 338.

⁴⁴⁾ L. Duguit v polemice s A. Esmeinem, podle něhož deklarace práv nejsou články přesných a vykonatelných zákonů, ale jsou to pouze deklarace principů, dokazuje, že to jsou skutečné zákony, obsahující imperativní dispozice. — L. Duguit, *Traité de Droit Constitutionnel*, t. II, *La Théorie Générale de l'Etat*, Paris 1923, str. 158–162.

⁴⁵⁾ G. Burdeau, *Droit Constitutionnel et Institutions Politiques*, Paris, L.G.D.J. 1959, str. 64–65.

Rozřešení uvedené otázky vyžaduje, podle Burdeauova názoru, rozlišovat dvě kategorie dispozic:

a) Ty, které vyjadřují pravidla pozitivního práva. Ústavodávce, prohlašuje tyto

Socialistická nauka ústavního práva nevěnovala, podle našeho názoru, zatím dostatečnou pozornost těmto otázkám, ačkoli propracování teorie socialistického konstitucionalismu vyžaduje zabývat se důkladně i právním významem ústavy obecně a ústavního stanovení občanských práv a svobod zvláště.

Čs. ústava však, jak už řečeno, určitými, v podstatě bez omezení proklamovanými právy a svobodami dává relativně široké možnosti rozdílné interpretace těch či oněch základních práv a svobod. Nevytváří v této oblasti dost pevný a spolehlivý právní základ pro teoretické a praktické úsilí o přesné stanovení a praktické zajištění občanských práv, jež je v socialistických podmínkách nezbytným předpokladem reálného charakteru těchto práv, pro úsilí, které je organickou složkou snah o upevnění a zdokonalování státoprávních záruk demokracie.

Teoretická analýza normativní i aplikační činnosti státních orgánů ve sféře práv a svobod i povinností občanů vede k závěru o nutnosti přezkoumávat a důkladněji propracovávat systém institucionálně právních prostředků, které by byly s to účinněji garantovat ústavnost a zákonnost (do rámce těchto úvah spadá např. problematika ústavního a správního soudnictví, pravomoci soudu přezkoumávat zákonost odvozených normativních aktů apod.).⁴⁶⁾

V.

Socialistické právo vychází — a je to pro ně charakteristické — z jednoty společenských a individuálních zájmů. Nová kvalita socialistických ekonomických vztahů, pracovní kooperace výrobců zbavených vykořisťování, kteří se účastní společenské práce a zároveň i správy hospodářství a společenských záležitostí vůbec, mění v teoretickém smyslu podstatně charakter vztahů mezi jednotlivcem a společností, mezi občanem a státem. V průběhu socialistického vývoje vytváří se zásadní jednotu zájmů společnosti a její politické reprezentance na jedné straně a zájmů jednotlivce na straně druhé.

V tomto smyslu ústava ČSSR v čl. 19, uvozujícím celou kapitolu o právech a povinnostech občanů, prohlašuje, že ve společnosti pracujících, ve které je odstraněno vykořisťování člověka člověkem, jsou rozvoj a zájmy každého jejího příslušníka v souladu se zájmy a rozvojem celé společnosti. Práva, svobody a povinnosti občanů slouží, resp. mají sloužit k všestrannému rozvoji a uplatnění osobnosti občanů a zároveň k upevnění a rozvoji socialistické společnosti.

dispozice, měl v úmyslu stanovit normu právně závaznou, protože bezprostředně aplikovatelnou podle existujícího práva, To je např. případ čl. 10 (nikdo nesmí být rušen pro své mínění) nebo čl. 17 (požadavek spravedlivé a předchozí náhrady v případě zbavení vlastnictví) Deklarace z r. 1789—1791.

b) Ostatní dispozice nemají závaznou moc vlastní pozitivnímu právu. Jsou to předpisy, které, určující záměry a cíle státu, stanoví program zákonodárci. To je např. vyjádření práva na práci. Ježto dotčené právo předpokládá pro svou realizaci celkové sociální uzpůsobení provedené pozdějšími zákony, nelze jej bezprostředně vyžadovat a nemůže být tedy právně sankcionováno.

Rozlišení mezi dispozicemi — pravidly a dispozicemi — programy je ve Francii uznáváno Státní radou (Conseil d'Etat). — Tamtéž.

⁴⁶⁾ Srov. k této problematice J. Boguszak, Zd. Jičínský, Struktura státní moci, Právník, č. 5/1966, zvl. str. 402 a n.

Ústavně právní vymezení občanských práv a povinností vychází z objektivní dialektiky vztahů individua a společnosti za socialismu, z jejich vzájemného působení. Ve společnosti pracujících může jednotlivec rozvíjet své schopnosti a uplatňovat své oprávněné zájmy jen aktivní účastí na rozvoji celé společnosti, především náležitým podílem na společenské práci.

V socialistickém společenství občanská práva — teoreticky vzato — lidi od sebe neodděluje jako ve sféře soukromého vlastnictví. Jejich uskutečňování je podmiňováno celkovým rozvojem společnosti, tj. mimo jiné i uplatňováním práv ostatními lidmi.

Právní ochrana práv a svobod občanů i jejich ekonomické a politicko-sociální a kulturní zabezpečování a uskutečňování je důležitou podmínkou svobodného života každého člověka a zároveň i rozvoje socialistické demokracie, reálné účasti lidí na správě státu, na řízení hospodářské a kulturní výstavby.

Právní ochrana a reálné zabezpečování občanských práv je důležitým společenským zájmem. Takto k nim také mají přistupovat politické, státní a hospodářské orgány i společenské organizace, aby socialistická politika nebyla deformována jejich byrokratickým, lhostejným nebo přezíravým postojem k právům občanů.

Jednota obecných a zvláštních zájmů formuje se za socialismu objektivně jako podstatná stránka, projev nově se tvořících společenských vztahů. Tato jednota je však velmi obecná, rámcová, prochází neustálými změnami, vnitřně rozporným vývojem. Proto by k řešení problémů socialistického vývoje jen velmi málo přispívalo jednostranné vycházení z její existence. Naopak, nadměrné zdůrazňování existující jednoty vede ke stagnaci, ke konzervatismu, k přízemní spokojenosti s daným stavem.

Socialistická teorie a praxe se i v této právní oblasti musí zabývat problematikou vývoje této jednoty. Má tedy především zkoumat, jak překonávat rozpory, které uvnitř nutně vznikají, vědome si toho, že „soulad“ nebude nikdy, že nemůže být ve vývoji přírody, stejně jako není ve vývoji společnosti, že je jen řadou pokusů — z nichž každý sám o sobě bude jednostranný, bude trpět jistým nesouhlasem.⁴⁶⁾

Správné právní vyjádření této rozporné jednoty je důležité proto, aby normativní regulace — a její realizace — nenadřazovala bezdůvodně ty či ony stránky těchto vztahů, aby umožňovala relativně volné, svobodné projevování těch či oněch rozporných momentů, které je předpokladem dobrého řešení z hlediska vytváření nového souladu. Jinak totiž, jak potvrzují praktické zkušenosti vývoje, dochází v životě společnosti a státu k vážným poruchám, které brzdí a komplikují jejich relativně plynulý socialistický vývoj. Jde tu i o to, že určité právní formy jednoty individuálního a společenského přestávají (i když původně třeba byly jejím adekvátním výrazem, což ovšem není vždy pravidlem) dříve nebo později

⁴⁶⁾ V. I. Lenin, Spisy, sv. 27, str. 348.

odpovídat novým potřebám socialistického rozvoje, což platí ve sféře interpersonálních i politických a sociálně ekonomických vztahů.⁴⁷⁾

Socialistické právo vychází z toho, co lidi spojuje, ne z toho, co je rozděluje. Vždyť lidé rozvíjejí svou individualitu, své vlohy a schopnosti ve vzájemných vztazích mezi sebou, jejich prostřednictvím. V procesu těchto vztahů má důležitou úlohu práce, jejíž charakter se bude postupně v průběhu vědeckotechnické revoluce hluboce měnit. Proto právní úprava postavení práce, podmínek práce atd. má za socialismu mimořádnou důležitost. Realizace ústavní zásady, že práce je přední povinností a právo na práci předním právem každého občana, je osou vývoje vzájemných vztahů individua a kolektivu ve společnosti pracujících, jejich rozporné jednoty.

V socialistické společnosti vzhledem k povaze vztahů individua a celku neexistuje ani antagonismus mezi právy a svobodami občanů na jedné straně a jejich povinnostmi na straně druhé. Právům občanů obecně odpovídají jejich povinnosti.⁴⁸⁾ Druhou stránkou využívání občanských práv a svobod je plnění povinností vůči státu a společnosti.

Tuto jednotu práv a povinností, která se postupně vytváří a upevňuje s vytvářením a upevňováním nových vztahů ve společnosti, zdůrazňoval již Engels v „Kritice Erfurtského programu“. Podle jeho slov „rovné povinnosti jsou pro nás zvlášť podstatným doplněním měšťáckodemokratických rovných práv a zbavují je onoho specificky měšťáckého smyslu“.⁴⁹⁾

Socialistické právo nevychází v normativním vymezení práv a povinností občanů z individualistického pojetí člověka, izolovaného od celku, které bylo typické pro buržoazní konstituce zejména liberálního období kapitalismu. Formuluje je z hlediska vzájemného zprostředkování obou pólů této rozporné jednoty individua a celku. Jde tu, abstraktně, schematicky řečeno, o právní postižení procesu „zespolečenšťování“ individua, které vstupuje v socialistické společnosti do vztahů s jinými lidmi ne už jen prostřednictvím odcizených, zvěcnělých vztahů, a zároveň, což je rubem onoho procesu, o postupné překonání toho charakteru obecnosti, realizujícího se ve formě politické, státní moci jako moci oddělené od společnosti, jež se z hlediska jejích jednotlivých příslušníků stále ještě jeví jako zvláštní moc, nezávislá na jejích vůli a chování.

Tato relativní jednotka práv a povinností občanů je ve společnosti pracujících nejen žádoucí, ale je i objektivně možná.

V praxi však je její realizace složitým procesem, v němž je nutno neustále obnovovat tam nebo onde porušenou rovnováhu obou stránek, napravovat její vychýlení

⁴⁷⁾ Srov. např. změnu právních koncepcí vyjádřenou v zákoníku práce v souvislosti s přístupem k nové soustavě řízení národního hospodářství, pokud jde o právní režim svobody práce.

Obdobně lze poukázat na to, že právní úprava volebního práva a praktický systém voleb, které vedly k jejich zformalizování a spolu s tím i k degradaci jejich společenské role, sotva odpovídají současným potřebám socialistické demokracie.

⁴⁸⁾ K této problematice srov. č. II, str. 153 této stati.

⁴⁹⁾ Marx–Engels, Kritiky programů, Praha 1949, str. 102.

v tom nebo onom směru (využívání práv a zanedbávání povinností a opačně), aby se mohly rozvíjet správné vztahy mezi jedincem a kolektivem, odpovídající jednotlivým etapám evoluce socialistické společnosti.

Jednota společenských a osobních zájmů, kterou vymezuje a reguluje socialistické právo, se vyznačuje velmi složitou a diferencovanou strukturou, protože tu stále existují a reprodukuji se rozpory mezi obecnými zájmy společnosti a zvláštními zájmy skupin či individuí. Oddělení individua od společnosti, jeho zvláštních zájmů od zájmů obecných, jež vede k tomu, že člověk nepocituje zájem pospolitosti jako svůj vlastní, že ve státu a v právu vidí cizí moc, stojící nad ním a proti němu, nelze v období materiální neznalosti nového řádu ještě překonat.⁵⁰⁾

Socialismus však vytváří předpoklady pro postupné perspektivní překonání odcizení za komunismu, kdy se teprve může uskutečnit skutečná „lidská emancipace“, vnitřní morální svoboda lidské osobnosti.⁵¹⁾

Z hlediska marxistické teorie lze postulovat teprve pro tuto fázi společenského vývoje překonání rozdílu člověka a občana. Svobodný rozvoj individua se má stát, řečeno slovy Komunistického manifestu, podmínkou svobodného rozvoje všech.

ZDENĚK JIČÍNSKÝ

Zu den spezifischen Zügen der Grundrechte im Sozialismus

ZUSAMMENFASSUNG

Die sozialistische Auffassung der Grundrechte und Freiheiten hebt den einseitigen individuellen (und negativen) Ausgangspunkt der bürgerlichen Freiheitskonzeption auf. Sie drückt das Individuum — seine Rechte und Pflichten — in seinem sozialen Zusammenhang, in seinen direkten und indirekten Verbindungen zur Kollektivität aus.

Die juristische Abgrenzung der Rechte und Freiheiten an sich bildet selbst noch keinen positiven Inhalt der Freiheit, dieser kann sich aber ohne diese Abgrenzung nicht formen. Die Rechtsformen — und ihre reelle Funktion — bilden in den ein-

⁵⁰⁾ Problematikou odcizení státu a jeho důsledky, pokud jde o individuum a jeho postavení v socialistické společnosti, se zabývá i podnětná kniha Adama Schaffa „Marksizm i jednostka ludzka“, Warszawa 1965. Schaff v ní v této souvislosti mj. píše: „Převaha socialistického zřízení nad kapitalistickým nespočívá v tom, že je to zřízení osvobozené od jakéhokoli odcizení, nýbrž v tom, že za socialismu existují lepší podmínky k uvědomělému odstraňování odcizení.“ (Str. 195.)

Diskuse o Schaffově knize v redakci časopisu „Nowi drogi“, č. 12/1965, ukázala v řadě otázek značnou rozpornost stanovisek. Zdá se nám, že někteří diskutující (např. A. Werblan, W. Krasko, T. Jaroszewski) přeceňovali v určitém smyslu výsledky dosavadního vývoje socialismu v politické sféře, reálné možnosti socialistické demokracie při odstraňování a překonávání odpovídajících forem odcizení za socialismu.

⁵¹⁾ „Komunismus jakožto pozitivní zrušení soukromého vlastnictví jako sebelidského sebeodcizení, a proto jakožto skutečné osvojení lidské podstaty člověkem a pro člověka; proto jakožto naprostý, nyní už konečně uvědomělý a v rámci veškerého bohatství dosavadního vývoje uskutečněný návrat člověka k sobě jakožto společenského, to znamená lidského člověka.“

K. Marx, Ekonomicko-filosofické rukopisy, str. 92.

zelenen Etappen der sozialistischen Entwicklung mehr oder weniger günstige oder auch ungünstige Bedingungen für einen möglichen positiven Inhalt der Freiheit.

Im Sozialismus verwirklichen sich bestimmte menschliche Beziehungen mittels der Verbindung Ware—Geld, die Entfremdung und Versachlichung der menschlichen Beziehungen kann noch nicht ganz überwunden werden. Es besteht ein Unterschied zwischen dem Staat, der politischen Gesellschaft und der bürgerlichen Gesellschaft. Die individuelle Persönlichkeit äußert sich noch getrennt, als Mensch, als Arbeitender und als Staatsbürger, wenn auch schon soziale und juristische vermittelnde Verbindungen entstehen. Deshalb behält auch die philosophische Distinktion der Menschen- und Bürgerrechte in der sozialistischen Gesellschaft eine gewisse Begründung bei.

Das sozialistische Recht modifiziert die Grundlagen der rechtlichen Regulation der Stellung des Individuums; erweitert sie auf sozial-ökonomischem Gebiete um die sog. sozialen Rechte, in welchen sich die Qualitäten des Individuums als Mensch und Bürger, d. h. die Menschen- und Bürgerrechte verflechten.

In den folgenden Ausführungen werden die sozialen und ideologischen Wurzeln der Unterscheidung der Menschen- und Bürgerrechte in der bürgerlichen Gesellschaft charakterisiert.

Diese Einteilung ist — in Hinsicht auf den Charakter der Gesellschaftsbeziehungen, vor allem aber der ökonomischen Beziehungen — auch im Sozialismus einer der möglichen Gesichtspunkte der Klassifikation der Grundrechte.

Der Autor führt in den weiteren Ausführungen die Gründe an, warum in der sozialistischen Rechtstheorie andere Kategorien der Grundrechte und Freiheiten des Individuums überwiegen. In diesem Teil der Studie werden die in der tschechoslowakischen, sowjetischen, polnischen und ungarischen Rechtswissenschaft vorkommenden und unterschiedlichen Einteilungen der Grundrechte der Bürger des sozialistischen Staates erklärt und kritisch analysiert. Die Grundrechte und Freiheiten der Bürger werden vom Verfasser in drei Gruppen eingeteilt: a) persönliche Rechte und Freiheiten, b) politische (demokratische) Rechte und Freiheiten und c) soziale (sozial-ökonomische) Rechte. Diese Gruppen sind der Ausdruck verschiedener, sich gegenseitig bedingender Seiten der Stellung des Individuums im sozialistischen Staat und der Gesellschaft. Er befaßt sich weiter nicht mit einer detaillierten Analyse der einzelnen Gruppen der Grundrechte, sondern damit, was ihnen allen gemeinsam ist: zuerst mit dem Prinzip der juristischen Gleichheit, als ihrer allgemeinen rechtlichen Voraussetzung (sub III.), weiter mit dem realen Charakter der Grundrechte (sub IV.) und zum Schluß mit der Einheit des gesellschaftlichen und individuellen in der sozialistischen Auffassung der Grundrechte (sub V.).

Die Idee der Gleichheit ist mit dem Sozialismus unzertrennbar verbunden. Die juristische Gleichheit wird im Sozialismus, der die klassenbeschränkte, formelle Auffassung der Gleichheit im Kapitalismus überwindet, zu einem Moment der Bemühungen um die Bildung einer sozialen Gleichheit in sozialistischem Sinne.

Die Gleichheit bleibt auch noch im Sozialismus in dem Sinne formell, daß ein gleiches Maß (die Arbeit) auf ungleiche (faktisch ungleiche) Menschen angewendet wird. In Bezug auf den Charakter der Arbeit und das Entgelt im Sozialismus (das Prinzip der materiellen Interessiertheit) bleibt das sozialistische Recht noch „bürgerliches Recht“.

In der Existenz dieses abstrakten „bürgerlichen Rechtes“ äußert sich die Unreife der Entwicklung der sozialistischen Gesellschaft, in welcher der Mensch den Charakter eines abstrakten Individuums hat. „Der Zwang und die Monopolisierung der gesellschaftlichen Entwicklung (miteingenommen ihre materiellen und intellektuellen Vorteile) durch einen Teil der Gesellschaft zum Nachteil des anderen Teiles“ (K. Marx) ist noch nicht überwunden. Dieser Gegensatz äußert sich in anderer Relation als Gegensatz der Fachlichkeit und Demokratie. Deshalb haben auch im Sozialismus die politischen Rechte für verschiedene Schichten und Komponenten der Gesellschaft einen sehr differenzierten Inhalt und Sinn. In diesen Zusammenhängen erscheint die politische Bedeutung der juristischen Gleichheit als Voraussetzung der Demokratie, der demokratischen Kontrolle denen gegenüber, die im sozialistischen Staate die Macht real ausüben.

Die juristische Gleichheit ist ein allgemeines Rechtsprinzip, welches sich in allen Kategorien der Rechte und Pflichten der Bürger geltend macht; sie ist eine institutionelle Voraussetzung und eine Garantie der Herausbildung richtiger Beziehungen zwischen dem Individuum und der Kollektivität in der sozialistischen Gesellschaft.

Die sozialistische Auffassung der Grundrechte legt eine Betonung auf den realen

Charakter der Grundrechte und Freiheiten, d. h. auf ihre inhaltliche Seite, was sich auch in ihrer normativen Begrenzung widerspiegelt.

Der sozialistische Staat und die sozialistische Gesellschaft bilden nach und nach reele Bedingungen dafür hervor, daß die Staatsbürger ihre Rechte und Freiheiten verwirklichen können, in diesem Sinne hört die Ausnützung einiger Rechte auf, eine rein individuelle Angelegenheit zu sein und wird immer mehr zur gesellschaftlichen Sache.

Der Umfang und Inhalt der Bürgerrechte ist durch kein apriorisches Ideal bestimmt, sondern entwickelt sich schrittweise mit der ganzen Entwicklung der Gesellschaft. Eine wichtige Rolle erhält hier — wie unter anderem auch die negativen Erfahrungen des Stalinismus beweisen — das System und die Qualität der politischen Leitung. Die Realität der Rechte und Freiheiten hängt in diesem sozialen Kontext auch von der Qualität der rechtlichen Regelung selbst ab. Es ist deshalb unentbehrlich das System der juristischen Garantien der Gesetzlichkeit systematisch zu untersuchen und zu vervollkommen. In diesem Zusammenhang wird die Frage des Verhältnisses zu der in der bürgerlichen Gesellschaft entfalteten Rechtskultur positiv gelöst.

Im sozialistischen Staate, in welchem die Ausnützung der Rechtsmittel zur Durchsetzung und zum Schutz der Rechte des Individuums nicht durch seine Eigentumsverhältnisse determiniert ist, dient die formell vollkommene Rechtsregelung nicht der faktischen Begünstigung der Mitglieder bestimmter Klassen und Schichten, sondern zu einer richtigen Festsetzung und Sicherung der Rechtsposition des Einzelnen. Sie ist in dieser Hinsicht eine Voraussetzung und ein Moment des realen Charakters der Rechte und Freiheiten im Sozialismus.

In der sozialistischen Gemeinschaft trennen, theoretisch aufgefaßt, die Bürgerrechte keine Grenzen zwischen die Menschen, wie in der auf Privateigentum aufgebauten Ordnung. Die Einheit der allgemeinen und besonderen Interessen bildet sich hier als eine grundlegende Seite der sich neu formierenden Gesellschaftsbeziehungen. Im Prozeß der Entwicklung dieser Beziehungen spielt die Arbeit eine wichtige Rolle. Das Verfassungsprinzip, daß die Arbeit eine der ersten Pflichten und das Recht auf Arbeit ein Hauptrecht eines jeden Bürgers ist, ist die Achse der Entwicklung der gegensätzlichen Einheit des Individuums und der Kollektivität in den Bedingungen des Sozialismus.

In der sozialistischen Gesellschaft existiert auch in Hinsicht auf den Charakter der Beziehungen des Einzelnen zum Ganzen kein antagonischer Widerspruch zwischen den Rechten der Bürger einerseits und ihren Pflichten andererseits.

Die Einheit des Gesellschaftlichen und Individuellen, die vom sozialistischen Recht reguliert wird, zeichnet sich durch eine sehr komplizierte und differenzierte Struktur aus, da sich immer Gegensätze zwischen den allgemeinen Interessen der Gesellschaft und den besonderen Interessen von Gruppen und Einzelnen hervor- bilden. Eine Überschätzung der existierenden Einheit in dieser oder jener Sphäre führt zum Konservatismus, zur Stagnation. Es ist deshalb notwendig zielbewußt auch die Rechtsformen des Ausdruckes und der Sicherung dieser dialektischen Einheit zu ändern.

Volební soustava ve Spojených státech amerických

Избирательная система в Соединенных штатах Америки

Das Wahlsystem in den Vereinigten Staaten von Amerika

VLADIMÍR KLOKOČKA

Jednou ze základních složek politického zřízení a ústavního systému Spojených států je volební soustava. Tato skutečnost, jež platí v obecné formulaci i pro ostatní vyspělé kapitalistické země s reprezentativní demokracií, má však v USA mimořádně hluboký obsah. V řadě příčin tohoto stavu je nejvýznamnějším faktorem skutečnost, že v USA se volební a politický systém spolu s ústavním zřízením vyvíjely postupně v ucelenou soustavu, integrovanou i v praxi amerických soudů a tvořící jeden ze sloupů amerického presidentského systému a zároveň permanentní součást amerického politického života.

1. Příprava voleb

Volební období pro volbu nejvyšších státních orgánů USA je stanoveno federální ústavou tak, že nejdelší je mandát amerických senátorů (čl. XVII Dodatků k ústavě), a to šest let, kratší je funkční období amerického prezidenta (čl. II oddíl 1 odst. 1 americké ústavy), tj. čtyři roky, a nejkratší je mandát poslanců — členů Sněmovny reprezentantů, volebních pouze na dva roky (čl. I oddíl 2 odst. 1).

Podmínky pro aktivní a pasivní volební právo, kromě několika nejobecnějších, stanovených ústavou Spojených států, jsou ponechány zákonodárné pravomoci jednotlivých států. Voliči jsou zpravidla občané od 21 let (v Georgii od 18 let), pokud nebyli odsouzeni k trestu odnětí svobody a mají trvalé bydliště po určitou dobu (jež kolísá v jednotlivých státech mezi 6 měsíci až 2 roky) v daném státě, hrabství a dokonce volebním obvodu.

Kromě těchto obecných podmínek vyskytují se v některých (hlavně jižních) státech různá omezení volebního práva v podobě censů vzdělání (téměř polovina států, přičemž v některých lze požadovat nejen čtení a psaní, nýbrž i širší zkoušku voliče — tzv. „educational test“), dále cen-

sus majetkový,¹⁾ povinnost zaplatit zvláštní volební daň²⁾ nebo výjimečně dokonce i složení protikomunistické přísahy (Alabama).

Pokud jde o politický význam a dosah těchto omezení volebního práva, lze konstatovat, že téměř u všech těchto censů se projevuje soustavný pokles jejich úlohy ve volbách. Tak např. požadavek volební daně³⁾ nepředstavuje dnes žádnou reálnou překážku pro účast ve volbách.⁴⁾

V některých případech lze však pozorovat vytrvalé působení volebních zábran formulovaných ústavami a volebními zákony států. Sem spadá census pobytu, který za mimořádně vysoké migrace amerického obyvatelstva (téměř třicet miliónů obyvatel USA se ročně stěhuje) působí negativně — a to jak v omezení aktivního, tak i pasivního volebního práva.⁵⁾

Registrace voličů a princip voličských seznamů v zásadě pronikly i do Spojených států. S určitými výjimkami (Arkansas) mohou tedy volební právo vykonávat jen zaregistrovaní voliči, přičemž v jedenácti státech je registrace voličů požadována jen ve větších obcích, zatímco v malých obcích neexistují oficiální voličské seznamy.

Registrace je prováděna rozmanitým způsobem, někde každoročně, jinde na období dvou, šesti nebo deseti let a v některých státech mají voličské seznamy permanentní charakter, tj. volič zůstává zapsán v seznamu stále, pokud splňuje podmínky volebního práva v daném obvodu.

Odlišnost od praxe v zemích evropského kontinentu se projevuje zvláště ve skutečnosti, že ve Spojených státech registrace voličů a revize voličských seznamů nejsou zpravidla prováděny „ex officio“, nýbrž z podnětu voliče, který předloženými dokumenty osvědčuje splnění podmínek volebního práva a žádá o zaregistrování. Evropský systém revize voličských seznamů je zaveden pouze v některých státech, a to pro venkovské volební obvody. Je zřejmé, že způsob registrace voličů zavedený v USA trpí určitými nedostatky: především menší odolností proti volebním machinacím a možnostmi rozmanitých komplikací pro „nežádoucí“ voliče ze strany volební kanceláře (jak se to také v praxi projevuje zejména vůči černým voličům).

Pro přípravu, organizaci a kontrolu voleb jsou vytvářeny zvláštní orgány v podobě tzv. volební kanceláře a tzv. volebních soudců. První z nich jsou jmenovány soudy na delší časové období (zpravidla několika let) a skládají se z volebních úředníků vybraných ze dvou nejsilnějších stran (má jít o strany, které získaly v posledních všeobecných volbách nejvíce hlasů). Volební kancelář vybírá pro dohled ve volebních míst-

¹⁾ Srov. např. oddíl II čl. 1 odst. 4 ústavy státu Georgia, který stanoví jako podmínku volebního práva majetek 40 akrů půdy nebo jiný majetek v ceně alespoň 500 dolarů na území státu. Podobně též oddíl VIII, čl. 181 ústavy alabamské, oddíl II, čl. 4 ústavy Jižní Karoliny, 19. článek virginské ústavy.

²⁾ Srov. čl. 178, 194, 195 alabamské ústavy, oddíl III, čl. 1 arkansaské ústavy.

³⁾ V lednu 1963 byl již třetím z pěti jižních států schválen 24. dodatek americké ústavy, jehož obsahem je odstranění volební daně.

⁴⁾ Volební daň zpravidla kolísá kolem 1–2 dolarů.

⁵⁾ Poškozena je především masa prostých voličů, vázaných na sezónní práce nebo přechodná zaměstnání.

nostech tzv. volební soudce — a to rovněž výhradně ze zástupců dvou nejsilnějších stran.

Velký význam má v USA stanovení volebních obvodů, a to — z hlediska nejvyšších státních orgánů — zejména volebních obvodů pro volby Sněmovny reprezentantů. Při existenci 435 obvodů, v nichž jsou voleni jednotliví poslanci podle zásady relativní většiny, totiž velmi záleží na způsobu, jakým je stanovena velikost a tvar jednotlivých volebních obvodů.

Politika směřující k úpravě velikosti a hranic volebních obvodů podle potřeb vládnoucí strany je původcem značné nerovnosti i často podivných tvarů jednotlivých obvodů. Jiným činitelem, který v tomto ohledu velmi intenzívně působil na porušení zásady rovnosti volebního práva, bylo konzervativní uchovávání starých obvodů v době, kdy obrovské sociální přesuny a demografické změny výrazně přetvořily početní relace mezi městským a venkovským obyvatelstvem i mezi jednotlivými státy navzájem. Proudby obyvatel směřující ve 20. století z venkova do měst a z měst do předměstí podstatně změnily volební mapu země. Přesto však k odpovídajícím změnám volebních obvodů vcelku nedocházelo, takže zvýhodnění venkovských oblastí se stávalo stále ostřejší karikaturou rovného volebního práva. Poznamenejme, že např. ve státě Tennessee byly naposledy upraveny volební obvody v r. 1901 (přestože zákon přikazoval činit tak každých 10 let) a celkem v 27 státech zůstaly obvody beze změny po více než 25 let.

Následky tohoto stavu se projeví nejvýrazněji ve volbách do orgánů jednotlivých států (takže v Kalifornii může být Senát kontrolován již 10,7 % voličů, na Floridě 12 % obyvatel může zvolit většinu poslanců, v Nevadě 8 % obyvatel může zvolit většinu do Senátu atd.).⁶⁾ Jeho důsledky však citelně postihly i volby federálních orgánů. Průzkum v letech 1960—1962 ukázal, že pro volby do Sněmovny reprezentantů v r. 1962 v průměru připadlo na jeden volební obvod 408 000 obyvatel. Městské volební obvody měly v průměru 431 000 obyvatel, předměstské pak dokonce 548 000, kdežto venkovské jen 364 000.

Tato neudržitelná převaha venkovských oblastí trvala v plné síle až do rozhodnutí Nejvyššího soudu z 26. 3. 1962 o žalobě skupiny voličů města Nashville (Tennessee) poukazujících na to, že venkovské obvody jsou dvacetkrát více zastoupeny v zákonodárném sboru státu než město Nashville. Podle rozhodnutí Nejvyššího soudu je v budoucnu přípustné, aby se občané dožadovali u okresních federálních soudů lepšího rozdělení volebních obvodů, mají-li za to, že je porušena ústavní zásada rovnosti volebního práva.

Teprve na základě tohoto rozhodnutí dochází ve Spojených státech postupně k reorganizaci volebních obvodů podle sčítání lidu v r. 1960.⁷⁾ Z hlediska voleb federálních orgánů lze konstatovat jisté změny ve všech

⁶⁾ Srov. J. Robert Moskin, *The Revolt against Rural Rule*, Look, 15. 1. 1963.

⁷⁾ Do počátku r. 1963 bylo v tomto směru zahájeno řízení v 35 státech.

případech, tj. u voleb Sněmovny reprezentantů, Senátu i prezidenta Spojených států. Tyto změny nepředstavují jen přesuny v zastoupení aglomerací a venkova, nýbrž i jednotlivých států. Tak např. pro volby do Sněmovny reprezentantů — již v roce 1962 — 16 států ztratilo 21 mandátů a 9 jiných získalo dohromady 19 nových (nejvíce Kalifornie — 8 mandátů). Nový stav není však nikterak ideální, nehledě na to, že praxe „gerrymanderingu“ došla opět k uplatnění (např. v Kalifornii ve prospěch demokratů, v New Yorku, který ztratil jeden mandát, naopak nového rozdělení obvodů využili republikáni).

Zvláštní, mimořádně významné místo v celé volební soustavě Spojených států zaujímá *navrhování kandidátů*. Účast jak politických stran, tak i jednotlivých kandidátů ve volebním soupeření není v USA zdaleka jen otázkou volné úvahy a vyhlídek stran i osob v připravovaných volbách. Na rozdíl od dosud běžného řešení evropských zemí existuje v USA celý komplex předpisů, které v jednotlivých státech detailně upravují podmínky účasti ve volbách i způsob výběru kandidátů, pokládaný jinde zpravidla za vnitřní záležitost stran. Ve Spojených státech tyto otázky jsou vyňaty z rámce stran a stávají se integrální součástí státní regulace volební soustavy.

Prvním předpokladem pro účast politických stran (jako celku) ve volbách je jejich legalita. Tohoto práva jsou v současné době některé strany (především pokrokové) zbaveny buď zařazením na listinu tzv. podvratných organizací, kterou každoročně sestavuje ministr spravedlnosti, nebo přímo zákonným opatřením (srovn. Communist Control Act), příp. na základě rozhodnutí soudních orgánů.

V některých státech existují i jiné překážky pro účast politických stran ve volbách. Společným jmenovatelem všech těchto opatření je snaha zabránit vstupu „třetích“ stran do politické arény monopolizované dvěma vládnoucími stranami. Tak např. ve státě Florida může kandidovat pouze strana, která získala alespoň 5 % hlasů v minulých volbách, ve státě New York je taková strana povinna předložit petici opatřenou podpisy 12 000 voličů, přičemž nejméně padesáti podpisy z každého hrabství. Obě tyto podmínky jsou ovšem za současného stavu pro pokrokovou stranu sotva splnitelné. I podle názoru amerických publicistů drží vládnoucí strany v některých hrabstvích pozice tak pevně, že jsou s to zabránit získání padesáti podpisů pro jakoukoli stranu. Obdobně pak ve státě Illinois se požaduje dokonce listina s 25 000 podpisů, a to vždy nejméně dvou set voličů v alespoň padesáti hrabstvích (ze 102) atp.

Jakkoli všechny tyto zásahy znamenají omezení volební demokracie, jejich praktický vliv na volební výsledky není vcelku patrný vzhledem k tomu, že uvedená omezení se týkají jen některých států, a také pro celkovou slabost pokrokového hnutí ve Spojených státech. Nehledě na to, uvedené překážky pro účast stran ve volbách se — v měřítku federálních orgánů — mohou účinně projevit především tam, kde existuje listinové hlasování, tj. při volbě presidentských volitelů.

Pro úpravu navrhování kandidátů v USA je charakteristická rozmani-

tost — důsledek nejen zvláštností historického vývoje této instituce v celku, nýbrž i partikularismu v zákonodárství jednotlivých států. Původní soustava, v níž nominace kandidátů byla záležitostí úzké skupiny stranických výborů (caucus), byla — zejména u voleb do vyšších orgánů — nahrazena stranickými konventy a nakonec i ty byly z větší části vystřídány tzv. primárními volbami (direct primaries).

V současné době jsou pro nominaci kandidátů obou stran na funkci presidenta používány z větší části konventy, zatímco nominace pro volby obou komor Kongresu je (s výjimkou státu Connecticut) prováděna pomocí primárek. Přitom se během tohoto století postupně projevuje pronikání primárních voleb i do voleb presidentských (v r. 1964 již v 17 státech).

Konventy jsou shromážděním delegátů, volených stoupenci té či oné strany. Způsob volby je různý, avšak pro konventy na vyšší úrovni (např. konventy provádějící nominaci kandidátů na funkce členů zákonodárných sborů nebo velitelů presidenta, příp. i delegátů na národní konventy demokratické a republikánské strany) se používá zpravidla primárních voleb. Úkolem volených delegátů obou stran, kteří se shromažďují na konventech, je pak projednání a volba kandidátů pro nadcházející volby.⁸⁾

Nejvýznamnějšími z konventů jsou tzv. národní konventy obou stran, svolávané vždy jednou za čtyři roky (zpravidla v červenci nebo srpnu presidentova volebního roku). Takový konvent se skládá z delegací strany z jednotlivých států, vybíraných nejčastěji buď pomocí místně organizovaných konventů, nebo primárek, zřídka také stranickými výbory. Na národních konventech vrcholí vnitrostranický boj⁹⁾ jednotlivých směrů, frakcí a týmů — a to zvláště ve straně, jejíž představitel není t. č. presidentem. V presidentově straně bývá naopak zvykem setrvat i pro druhé volební období u téže sestavy.

Delegace na národní konvent nejsou vázány směrnicemi svých voličů (s výjimkou několika, a to jen pro první kolo hlasování). Protože kandidát musí být zvolen většinou hlasů, koná se často celá série hlasování, v nichž se postupně sjednocují stanoviska.¹⁰⁾ Přitom jednotliví delegáti nejsou rozhodujícím faktorem konventů. V prostředí politické estrády svého druhu, za zvuku dechovek a pochodových písní seznamují se delegáti navzájem a sbližují se v prostředí rostoucího nadšení, zatímco šéfové delegací, leadři a političti bossové pečlivě vybírají kandidáta, který by sjednotil neukázněné řady strany. Přitom používají nejrozmanitějších prostředků k dosažení ústupnosti partnerů.

Konventy obou stran zůstaly do značné míry i dnes (zvláště „dole“ pod

⁸⁾ O složení konventů uvádí zajímavá fakta Graves, *American State Government*, New York 1945, str. 140.

⁹⁾ Tento boj je tak ostrý, že se strana po určitou dobu rozpadá do soupeřících táborů. Eisenhower např. popisuje ve svých *Pamětech* dvojí konventy, svolávané v Texasu stoupenci Tafta i Eisenhowera a velmi ostrý charakter jejich střetnutí.

¹⁰⁾ Přitom delegáti téhož státu na republikánském konventu nemusí hlasovat pro společného kandidáta, kdežto u demokratů musí každá delegace hlasovat jednotně.

vlivem bossů a jsou často — jak uvádějí i američtí autoři — přímo „symbolem bossismu“.¹¹⁾

Na rozdíl od konventů primární volby představují přímé hlasování voličů — stoupenců určité strany — o jejich kandidátech, a to hlasování organizované oficiálně a se všemi náležitostmi jako volby ve vlastním smyslu. Hlasováním v primárních volbách se však volič vyjadřuje nejen o kandidátech pro volené veřejné funkce, nýbrž volí současně i delegáty na případné konventy této strany jakož i členy stranických výborů, které zřizují obě strany od volebního obvodu výše.

Tyto primární volby jsou organizovány různým způsobem. Především to jsou tzv. uzavřené primární volby, při nichž voliči veřejně prohlašují, zda jsou republikáni nebo demokrati, a toto prohlášení je zaregistrováno (!) Pak dostane volič hlasovací lístek své strany a označí na něm kandidáty, pro něž se vyslovuje.

Při tzv. otevřených primárních volbách dostávají voliči lístky obou stran a upravují z nich podle vlastního výběru pouze jeden, což usnadňuje rozmanité machinace při souboji obou stran. Ve dvou státech jsou použity „nestranické“ primární volby, při nichž jsou jména všech kandidátů na jediném lístku, a to bez udání jejich příslušnosti ke straně.

Konkrétní provedení primárních voleb se v jednotlivých státech dosti liší. Většina států zavedla tzv. „mandatory primary system“, tj. primární volby jako povinný způsob výběru kandidátů všech stran.¹²⁾ V některých státech mohou strany navíc předepsat zvláštní podmínky pro to, aby se mohl někdo ucházet v primárkách o kandidaturu (např. Louisiana).

Jestliže proti pravým volbám představují primárky přípravné stadium, neznamená to, že by samy postrádaly jakékoli přípravy. Naopak, obě strany jakožto strany „otevřené“, jako komplex různých směrů, kladou na přípravu primárních voleb velký důraz — v neposlední řadě proto, že mají životní zájem na vytvoření jednoty stoupenců kolem společného kandidáta.

Přes rozmanitost úpravy v jednotlivých státech vyznačuje se způsob předkládání návrhů, z nichž voliči v procesu nominace vybírají kandidáty, vcelku jistou otevřeností. Pod tlakem veřejného i „stranického“ mínění, nepřátelského vůči uzavřenému výběru kandidátů ve stranických výborech (i na konventech), disponuje dnes právem navrhnout kandidáta pro účely primárních voleb v zásadě každý stoupenec strany, učiní-li tak v určité lhůtě před primárkami (kolem 10–14 dnů). V některých státech stačí pouhé prohlášení o kandidatuře (jsou i případy, kdy není k tomu nezbytný ani souhlas kandidovaného), ve více než čtyřiceti státech se však přísně vyžaduje, aby uchazeč o kandidaturu byl „členem“ strany. Protože ovšem individuální členství v republikánské ani demokratické straně neexistuje, je nahrazeno peticí podepsanou určitým po-

¹¹⁾ V. O. Key, *Politics Parties and Pressure Groups*, New York 1950, s. 348.

¹²⁾ Srov. např. dodatek z r. 1908 k čl. II, oddílu 2 kalifornské ústavy, čl. III, oddíl 5 oklahomské ústavy, čl. V, oddíl 7 ústavy státu Ohio.

čtem voličů, buď přesně stanoveným, nebo vyjadřujícím určité procento hlasů získaných kandidátem strany v předchozích volbách (často se žádá 5 %). V některých případech mohou účastníci primárního hlasování vpišovat přímo do hlasovacích lístků jména i jiných kandidátů (což představuje svého druhu petice).

Vyhlídky všech navržených nejsou přirozeně stejné. V průběhu soupeření těchto partnerů působí některé průvodní jevy amerického politického života tak intenzívně, že podstatně zkreslují jinak velmi demokratickou tvářnost primárek, takže se tato instituce ve skutečnosti nevymkla zcela kontrole bossů a mašinérie obou stran. To je značně usnadněno malým zájmem a nepatrnou účastí voličů na těchto volbách, takže je jmenování kandidátů převážně záležitostí bossů a jejich agentů. Účast voličů na primárních volbách se pohybuje v průměru kolem 10–20 % u primárek, týkajících se kandidátů na funkce prezidenta USA, presidentských volitelů, delegátů na národní konventy a kandidátů pro volby obou komor Kongresu pak kolem 20–25 %. Přitom je třeba vidět, že i v tomto případě — stejně jako ve volbách samých — dostává volič k úpravě hlasovací lístek, na němž má vybírat kandidáty i z několika set uchazečů. Jsou např. známy primární volby ve státě New York, při nichž měl volič na hlasovacím lístku označit jména pěti set devadesáti vybraných kandidátů.

Přitom primárky (zejména tzv. „otevřený“ typ) nevyřešily uspokojivě otázku, jak zajistit, aby se hlasování o kandidátech určité strany účastnili skutečně jen stoupenci této strany. Praxe potvrzuje někdy opak. Osobní sympatie a někdy i snaha prosadit v některé ze stran ten či onen směr vedou masu „nezávislých“ voličů ke kolísání v orientaci na určitou stranu v primárních volbách. Tak např. v r. 1960 katoličtí republikáni pomohli Kennedymu k vítězství v primárkách demokratické strany.

Jakkoli většina států předpisuje „členství“ v určité straně jako podmínku pro kandidaturu v rámci této strany, připouští se ve většině států i kandidování za více politických stran zároveň. Je např. známo, že někdejší starosta New Yorku La Guardia kandidoval zároveň na listinách tří různých politických stran.

Na druhé straně ovšem osoby, které usilují o kandidaturu za určitou stranu přes odpor bossa a jeho aparátu, jsou ve většině případů předem odsouzeni k nezdaru. Jestliže ovšem tyto osoby jako kandidáti v primárních volbách zvítězí, musí být podle zákona kandidáty této strany i v řádných volbách.

Tím se dostáváme k další zajímavé otázce amerických voleb. Určití kandidáti jsou totiž kandidáty „oficiálními“, tj. kandidáty, které vybrala pro primární volby mašinérie strany — vládnoucí tým bossů, leaderů a členů stranických výborů. V amerických podmínkách je s to tomuto korunnímu kandidátovi účinně čelit jen ten, kdo má v daném obvodu nejen náležitou popularitu, ale i dostatek bojových i majetných stoupenců, kteří jsou ochotni zorganizovat a materiálně zabezpečit jeho propagaci. Praktické důsledky tohoto jevu lze pozorovat v tom, že návrhy

kandidátů na primárky bývají vždy podávány a připravovány nikoli jednotlivými členy strany, ale skupinami: výbory, ligami, kluby apod. Jedině tak se stává, že občas tito „outsideri“ porazí exponenty mašinérie. Proto také počátky všech kandidatur jsou ve vytvoření akční skupiny kolem vhodného volebního manažera.

Zvláštní otázkou je účast tzv. nezávislých kandidátů ve volbách. V mnoha případech tzv. nezávislých kandidátů jde ve skutečnosti o kandidáty třetích stran, kteří se nemohou účastnit voleb z důvodů, které byly již dříve naznačeny. Jejich situace není však nikterak ulehčena, neboť na rozdíl od favorizovaných dvou vládnoucích stran vyžadují volební zákony předložení peticí s podpisy velkého množství voličů, kteří hodlají podporovat kandidaturu dotyčné osoby. V některých případech (tam, kde je zaveden systém tzv. nestranických primárek) existuje možnost voličů vpisovat do hlasovacího lístku jméno nezávislého kandidáta, přičemž hlasy voličů nahradí požadavek petice, dosáhnou-li určité výše.

Přes určité výkyvy platí stále dosud závěr, který stručně formuloval jeden z publicistů takto: „Dvě velké strany doslova pohltily funkci nominace tím způsobem, že získaly skutečný monopol na přístup ke všem voleným místům vládním, správním a soudním.“¹³⁾ Tento systém výběru kandidátů vedl amerického publicistu Kenta k závěru, že existuje kolem 150 000 osob tvořících v celé zemi třídu „chronických kandidátů“, z nichž „málokterý umírá a žádný neustupuje“.¹⁴⁾ Navíc pak nelze říci, že by zprávy o úzkém sepětí bossů a státních funkcionářů s podsvětím, které se v americkém tisku čas od času objeví, byly přehnané. V r. 1951 byl dokonce Senát USA nucen zahájit vyšetřování (řídil je senátor Kefauver) vlivu amerického podsvětí na státní aparát.¹⁵⁾

2. Volební boj

U voleb do nejvyšších federálních orgánů probíhá volební boj vlastně po celý volební rok, od jeho počátku až do listopadu, kdy se vlastní volby konají. Přitom první fází je, jak bylo již řečeno, boj o nominaci kandidátů obou stran. Tento proces probíhá na jaře a vrcholí u presidentských voleb národními konventy. Léto a podzim jsou v USA již ve znamení volebního soupeření dvou vládnoucích stran a jejich kandidátů.

a) Organizace a prostředky volebního boje.

Ačkoli se také ve Spojených státech projevují snahy právně regulovat organizaci volebního boje, zůstává stále oblast vlastní volební kampaně — s výjimkou nominace kandidátů a předpisů o financování voleb — vcelku prostá zásahů státních orgánů.

¹³⁾ Jean Louis Seruin, *La Structure Interne des Partis politiques américains*, Paris 1955, str. 13.

¹⁴⁾ F. R. Kent, *The Great Game of Politics*, New York 1950, str. 215.

¹⁵⁾ A. a S. Tunc, *Le système constitutionnel des États-Unis d'Amérique*, Paris 1954, sv. 2, str. 47.

Volební kampani je ve Spojených státech přikládán mimořádně velký význam, což se projevuje i v hluboce propracovaném systému prostředků volebního boje, jež jsou pro evropské strany v mnohém vzorem.

Základem volební kampaně v USA je rozbor situace opírající se především o systematický a mnohostranný průzkum veřejného mínění i jiné druhy sociálního průzkumu, prováděné pečlivě oběma stranami i nezávislými institucemi, zejména ústavy pro výzkum veřejného mínění. Obě strany vycházejí přitom ze skutečnosti, že rozhodující masu tvoří tzv. nezávislí voliči, kteří nejsou pevněji spjati se žádnou z obou stran. Protože obě strany nejsou ideologicky odlišné¹⁶⁾ a rozdíly mezi nimi jsou celkem vzato nepodstatné, roste význam osobností jednotlivých kandidátů, kteří se mohou i v rámci téže strany dosti lišit. Přes určité výjimky valná část „nezávislých“ voličů není před nominací kandidátů definitivně rozhodnuta, kterou stranu bude volit.

Snaha získat voliče pro kandidáty a jejich strany je za této situace vystupňována do krajnosti. Každý z kandidátů na významnou funkci se opírá o štáb („brain trust“ — známý zejména z presidentských voleb) nejbližších spolupracovníků nebo alespoň o volebního manažera, kteří se ve spolupráci s mnoha dalšími zabývají stanovením volební taktiky a propagací kandidáta. Zatímco v Evropě doznívá ještě politický amatérismus, v USA je vedení volebního boje ve znamení profesionalismu. Kandidáti stojí před nesmírným duševním i fyzickým vypětím. Znalci americké volební politiky kladou požadavek dokonalé fyzické kondice kandidátů na první místo (ještě před finančními prostředky).¹⁷⁾ Taktika i prostředky volebního boje jsou vypracovány podle zásad americké profesionální obchodní reklamy, jež je sama o sobě velmi významnou složkou podnikání.

Americký kandidát musí mít především kontakt s voliči. Namáhavá turné kandidátů i bezpočetná setkání s voliči jsou velmi důležitým — ne-li prvořadým — faktorem ve volebních propočtech. Rozhlas a zejména televize vnesla značné změny zejména do presidentských voleb, přesto však při rozboru volební kampaně v r. 1964 uvádějí američtí autoři, že presidentští kandidáti musí počítat s tím, že absolvují v letadle kolem 200 000 mil po Spojených státech.¹⁸⁾

Současné jsou však rozšiřovány populární volební seriály americké televize, která zařazuje pravidelně do programu řadu diskusí mezi oběma kandidáty na funkci presidenta a jiné předvolební pořady. V kampani k presidentským volbám na podzim 1960 setkali se Kennedy s Nixonem čtyřikrát před televizními kamerami, aby soupeřili v politické debatě před očima miliónů diváků.

Pokud jde o kandidáty do sněmovny a senátu, kde nejde ani tak o boj dvou koncepcí v celostátním měřítku jako v měřítku jednotlivých voleb-

¹⁶⁾ V televizní diskusi Kennedyho a Nixona v září 1960 se stále hovořilo o shodných cílech obou kandidátů.

¹⁷⁾ Election Handbook 1964, New York 1964, str. 107 a násl.

¹⁸⁾ Election Handbook 1964, New York 1964, str. 108.

ních obvodů, zůstává bezprostřední styk s voliči základem volební kampaně. Britský odborník pro otázky voleb a pozorovatel britské parlamentní delegace v USA konstatoval, že americký kandidát pro volby senátu a zvláště Sněmovny reprezentantů (kde je volební období pouze dvouleté) vzbuzuje jeho úctu pro nesmírnou namáhavost volební kampaně, již zahajuje pravidelně 5,15 hod. ráno a končí o půlnoci. Přesně podle rozvrhu nepromarní ani minutu: podá denně s úsměvem ruku asi 4000 osobám (a to těm „pravým“, které mohou vlastním působením rozšířit okruh voličských sympatií i na další), pohovoří stanovený počet minut s představiteli vlivných skupin (odborových, náboženských, rasových aj.), s dělníky u soustruhu, s reprezentanty dělnické mládeže, žen atd.¹⁹⁾ Typickou ukázkou takového programu z r. 1964 uvádí D. M. Ogden a A. L. Peterson v knize „Electing the President: 1964“, San Francisco 1964, s. 192–193.

Do volebního boje je plně zapojen ve Spojených státech i tisk, jehož úloha proti první polovině tohoto století značně vzrostla. Reklamní plakáty, letáky, sportovní podniky, slavnosti, film, neonové reklamy, hudba, magnetofonové záznamy, inzeráty, dopisy voličům, návštěvy určitých oblastí, obcí, čtvrtí, podniků a restaurací, to vše tvoří v USA pestrou směs volební propagandy, vycházející z komerční koncepce, v níž je volič svým způsobem spotřebitel a kandidát svého druhu zboží.

Protože volby jsou ve většině případů organizovány v malých obvodech a místní vlivy jsou důležitým faktorem voleb, zaměřují se v předvolební kampani obě strany i na osobní agitaci a seskupují síl agentů, jejichž cílem je dostat se k voliči co nejbližší. Tito agenti se nezřídka rekrutují z řad obchodníků, pojišťovacích agentů a jiných osob, které sledují současně i své vlastní cíle. Přímé kupování hlasů se vyskytuje i v době po druhé světové válce.

Finanční náklady na volební kampaně jsou obrovské. Protože obě strany nemají stranické příspěvky, jsou jediným zdrojem příjmů pro předvolební fond soukromé dary. Jsou získávány rozmanitým způsobem: sbírkami, velmi rozšířenými „Dinner Tickets“,²⁰⁾ avšak ponejvíce jde o velké obnosy poskytované majetkově silnými příznivci a společnostmi podnikatelského světa. Zákon sice stanoví, že národní výbor republikánské a právě tak demokratické strany smí vynaložit jen po třech miliónech dolarů a dary na volební fond nesmějí přesahovat částku 5000 dolarů, avšak tyto předpisy jsou v USA celkem snadno obcházeny. Protože volební fondy shromažďují rovněž výbory obou stran ve státech, v hrabstvích a místech, mohou finančně mocní adresovat své příspěvky nikoli jednomu, nýbrž početným orgánům téže strany. Kromě toho neexistuje způsob, jak přimět občana, který se účastnil volební kampaně, aby skládal účty, kolik času nebo peněz vynaložil. Téměř při každé volební kampani objeví se skan-

¹⁹⁾ Srov. článek „Vigour of American Electioneering“, The Times, 6. 12. 1962.

²⁰⁾ Vstupenky na banket (po 100 dolarech), jehož výtěžek je určen volebnímu fondu.

dály, které umožňují zčásti nahlédnout do finančního zákulisí kandidátů.

Statistiky volebních nákladů, publikované na základě neúplných šetření zvláštních výborů Kongresu, ukazují systematicky rostoucí křivku volebních nákladů, odmyslíme-li si rozmanitost volebních kampaní, které se netýkají vždy voleb do stejných orgánů a stejného počtu volbami obsazených míst. Oficiální údaje r. 1950 hovoří např. o výdaji 33 milionů dolarů (z toho 20 milionů pro republikány a 10 milionů pro demokraty).²¹⁾ Skutečné výdaje jsou však podstatně vyšší. V tomto směru je možno pokládat za velmi skromný odhad publicisty Coyleho,²²⁾ který hovoří o vzestupu nákladů z 25 centů na 40–50 centů na jednoho voliče, právě tak jako oficiální prognózu pro rok 1960.²³⁾ Za velmi nákladné jsou pokládány volby v r. 1962, které (přestože nešlo o volbu presidenta) byly vyjádřeny v odhadu 100 milionů dolarů.²⁴⁾ Vzrůst nákladů volební kampaně je přičítán používání stále masovějších a technicky dokonalejších prostředků.

V důsledku těchto skutečností stávají se volby finančně stále náročnější záležitostí — a tím i stále více záležitostí dvou nejmočnějších stran.

b) Věcná orientace volebního boje.

Ve Spojených státech lze těžko hovořit o obsahu a zaměření volebního boje vůbec. Odlišnosti volební kampaně presidentské a kongresové jsou tak výrazné, že značně ovlivňují i věcnou orientaci kampaně. Tyto odlišnosti závisí ovšem i na situaci vnitropolitické i mezinárodní — někdy jsou výraznější, jindy se poněkud stírají. Je tomu tak vždy tehdy, když vystupují do popředí závažné vnitropolitické otázky celostátní povahy nebo je-li veřejné mínění zaujato událostmi mezinárodního rázu. Vcelku je odlišnost v obsahu obou volebních kampaní výraznější v období, kdy probíhá kampaň pro volby presidenta i Kongresu současně. Zatímco hlavní problémy vnitrostátní i mezinárodní jsou předmětem polemik obou kandidátů na presidenta Spojených států, volby do Kongresu zůstávají převážně ve znamení lokálních a regionálních problémů. Tento obecný jev, který ještě bude předmětem dalšího rozboru, může být ovšem omezen zvláštnostmi vnitřní i mezinárodní situace, a to zvláště v období tzv. mid-term elections, kdy je volena pouze Sněmovna reprezentantů a třetina senátorů (uprostřed presidentova volebního období). Svědky tohoto jevu jsme byli např. v r. 1962, kdy události kolem blokády Kuby ovlivnily i průběh a zaměření volebního boje. Právě tak obtíže s realizací programu sociálního zákonodárství presidenta Kennedyho byly v r. 1962 příznivější okolností pro zvýraznění vnitropolitických problémů celostátních spíše než lokálních.

²¹⁾ Srov. článek „What U.S. Political Campaigns Cost“, N. Y. Herald Tribune 31. 8. 1960.

²²⁾ Srov. D. S. Coyle, *Le système politique des États-Unis et son fonctionnement*, Paris 1955.

²³⁾ Srov. N. Y. Herald Tribune, 31. 8. 1960.

²⁴⁾ Srov. článek „U.S. Elections Will Cost Doll. 100 Million“, N. Y. Herald Tribune, 14. 1. 1962.

Přesto však zůstávají volby do Kongresu ve znamení převážně místních a regionálních otázek, jako jsou např. místní problémy bytové výstavby, otázky zdravotních zařízení, dopravy a výstavby komunikační sítě, školství apod. Ve státech hospodářské deprese k tomu přistupují otázky sociálního zabezpečení, v jižních státech pak problémy rasové segregace apod. Přitom také argumenty a volební sliby jednotlivých kandidátů — zejména pro volby do sněmovny — se nesou v tomto duchu.

Lokalizace v argumentaci volebního boje je výsledkem celé řady faktorů, jež se projevují ve volbách do Kongresu. Jistě tu působí především způsob volby členů Kongresu, kteří jsou vybíráni na základě většinové volební soustavy relativní většinou odevzdaných hlasů — a to u reprezentantů v poměrně malých volebních obvodech. Tato okolnost činí z voleb boj dvou nejsilnějších kandidátů (republikána a demokrata) o volební obvod. Snaha získat voliče ve specifických poměrech malých obvodů vede i ke specifikaci a lokalizaci volební argumentace.

Specifické poměry v jednotlivých obvodech podporují však i další oslabení vnitřní soudržnosti obou stran, neboť hlavním kritériem kandidátů nejsou hesla oficiálního předvolebního programu strany (který vyjadřuje maximálně jen některé, a to ještě jen víceméně společné aspekty celostátního rázu, které nejsou pro kandidáty této strany závazné), ale vlastní odhad a volba specifické strategie a taktiky jednotlivých kandidátů a politických skupin je podporujících. Nedostatek centralizace a prvek otevřenosti v organizaci obou stran jen podporuje individualitu a nezávislost kandidátů. Ve stejném směru působí i požadavek bydliště kandidátů ve volebním obvodu, který navíc usnadňuje v některých obvodech zvolení i velmi slabých kandidátů.

Pro postup jednotlivých kandidátů a mašinérií či skupin je podporujících je důležitý správný průzkum a odhad situace v obvodu. Věcné zaměření volebního boje je ovlivňováno i skutečností, zda jde o stát „jednobarevný“, tj. stát, v němž má pevné pozice jedna strana a kde také voliči jsou tradičně více spjati s touto stranou, nebo zda jde o stát, v němž nelze spoléhat na tyto sklony voličů a kde šance obou kandidátů nejsou jasné ve většině obvodů. Právě tak i z hlediska jednotlivých obvodů lze rozeznávat obvody označované termínem „safe“ (jež jsou pevně v rukou určité strany — či spíše politické skupiny) a obvody „close“ (v nichž dochází k ostrému střetu kandidátů, neboť nejsou vyhraněně ovládány určitou stranou). V prvním případě volí opoziční kandidát zpravidla taktiku programu velmi blízkého představiteli vládnoucího politického týmu, takže vzniká dojem, že jde vlastně o dva kandidáty téhož politického zaměření.

Hovoříme-li o volbách do Kongresu, nelze opomenout i fakt, že také mezi kampaní pro volbu poslanců a senátorů existují rozdíly. Tyto rozdíly jsou určeny především třemi odlišnými skutečnostmi: senátoři jsou voleni na mnohem delší dobu, jsou voleni do funkce neméně důležité (spíše důležitější) než poslanci a konečně — jsou voleni ve značně větších volebních obvodech, takže prvek lokální orientace je oslaben a také požadavek

bydliště nefavorizuje méně schopné kandidáty tak jako v prvním případě.

Platí-li programová blízkost kandidátů pro některé volební obvody ve zvýšené míře, pak se alespoň do jisté míry vztahuje i na téměř všechny ostatní případy. Z charakteru a struktury obou amerických stran vyplývá, že pro volby do Kongresu se strany prakticky rozkládají do mnoha politických skupin s vlastními — často protichůdnými — programy, takže mnohý demokrat má bližší k republikánům a naopak. Pro věcnou orientaci volebního boje mají tyto skutečnosti velký význam, neboť čím méně se střetají skutečně odlišné politické koncepce, tím více jsou voliči při výběru vedeni podružnými momenty (náboženství, stáří kandidáta, jeho vzhled, úsměv, podání ruky, zájem o sport apod.). V tomto ohledu se také volby do amerického Kongresu dosti liší od parlamentních voleb v Evropě.

Přes určité společné rysy s volbami Kongresu vycházejí však presidentské volby v USA vcelku z jiné situace. Volby amerického prezidenta jsou především nesmírně závažné vzhledem k významu této funkce v americkém presidentském systému vůbec. Volba sama se koná na základě nepřímých, formálně dvoustupňových voleb (volba volitelů — volba prezidenta), v nichž volitelé jsou vybíráni na základě většinové soustavy (poměrnou většinou hlasů) a při použití blokových kandidátních listin obou stran v jednotlivých státech. To znamená, že voliči v jednotlivých státech hlasují souhrnně pro listinu volitelů té či oné strany v rámci celého členského státu. Již tento samotný fakt podstatně omezuje vliv lokálních a regionálních zájmů obcí a hrabství.

Osobnost kandidáta, která je definitivně známa po sjednocovacích ceremoniálech národních konventů obou stran, má při presidentských volbách nemenší význam než u voleb do Kongresu. Avšak jestliže u voleb do Kongresu vyjadřuje partikularizaci obou stran, v tomto případě je osoba kandidáta reprezentantem integračního procesu uvnitř stran, je představitelem pomyslné jednoty různých proudů, bez níž by žádná z obou stran neměla naději na vítězství.

Protože presidentské volby jsou jedinou formou volebního střetnutí obou stran jako celků, a to v měřítku celostátním, jsou i programy obou stran pro presidentské volby nesený snahou vyjádřit stanovisko (alespoň obecně) k těm celostátním otázkám vnitropolitickým i zahraničním, které znepokojují mínění v zemi. Tak např. trvalou součástí programů obou stran pro presidentské volby se staly po druhé světové válce otázky, jako např. americký prestiž v zahraničí, americká zahraniční pomoc, vztah k socialistickým zemím, vojenská síla Spojených států, otázky hospodářského rozvoje, státní subvence, sociální zákonodárství, rasová segregace aj.

Volebním programům a věcné orientaci volebního boje při presidentských volbách nelze přitom vytýkat, že se nezajímají o palčivé sociální a politické otázky země. Nedostatkem programů pro presidentské volby je spíše jejich neurčitost a labilita. Je sice pravda, že výběrem jediné osoby jako kandidáta na funkci v celostátním měřítku tak důležitou je

usnadněn (nebo dokonce umožněn) i ucelený program obou soupeřících stran. Avšak charakteru obou amerických stran také odpovídá existence dvou variant programu v každé z nich. První, oficiální varianta je sestavena zvláštní komisí na základě řady diskusních příspěvků delegátů národního konventu a vyjadřuje politické zaměření i hlediska vyslovená na konventu. Druhá (neoficiální) varianta je dána skutečným programem kandidáta, který volně upravuje požadavky programové komise, některé z nich zdůrazňuje a rozpracovává, jiné opomíjí. Přitom však musí dbát, aby nevybočil příliš k některým z krajních křídel své strany a neoslabil tak vlastní pozice ve straně.

Prostředkem k posílení autority kandidáta ve straně a pomocí ke stmeňování strany je výběr kandidáta na funkci vicepresidenta USA, prováděný nominovaným již kandidátem na presidenta. Zpravidla si kandidát zvolí takovou osobu, která reprezentuje jiný, a to silný politický proud v rámci strany a zároveň (zvláště u demokratické strany) i jinou oblast USA. Např. Rooseveltův výběr směřoval k reprezentantu jižních demokratů Trumanovi, podobně i Kennedy počítal s tím, že na průmyslovém severu spíše zapůsobí vlastní liberální a sociálně reformní orientací, zatímco v jižních státech a ve farmářských oblastech spoléhal na přitažlivost již zana Johnsona.

Na věcnou orientaci volebního boje působí kromě toho i celá řada dalších činitelů. Je to na prvním místě sociální struktura vůbec i její zvláštnosti v jednotlivých státech a oblastech. Orientace volebního boje se zvláštním ohledem na určité sociální skupiny obyvatelstva je v americké volební kampani jevem přirozeným. Obě strany se snaží získat podporu odborářských funkcionářů a bossů s nadějí, že jejich vliv zapůsobí na masu kolísajících voličů z řad dělnictva a jiných odborově silně organizovaných složek obyvatelstva. I když jsou masové odborové ústředny (např. AFL-CIO) vcelku nakloněny spíše demokratům (v r. 1960 a 1962 se stavěly spíše za liberálnější a reformistické politiky kennedyovského ražení a v r. 1964 pak za Johnsonův program „boje proti chudobě“), mohou v určitých oblastech ovlivnit odborové předáky i republikáni — zejména pokud není správa demokratů s to řešit hluboké sociální problémy těchto oblastí (v r. 1962 byl takový přesun znát v průmyslových státech, jako je Pensylvánie, Ohio a Michigan, kde republikáni slíbili práci 350 000 nezaměstnaným).

Velmi citlivě reaguje volební kampaň i na existenci a problémy rasových (zejména černošských) sociálních skupin, dále skupin národnostních (Italové, Poláci, Portorikánci atd.); apeluje na náboženské citění: je známo, že Kennedy, který se stal prvním katolickým presidentem USA, získal v mnohých státech hlasy republikánských katolíků, přestože byl kandidátem demokratické strany.

Jiným prvkem, který má pro volební kampaň ve Spojených státech velký význam, je federální struktura země a specifičnost situace v jednotlivých státech. Z tohoto hlediska je možno pozorovat odlišnosti ve věcné orientaci volební kampaně ve státech „pevných“, tam, kde ta či

ona strana víceméně trvale ovlivňuje většinu voličů, a ve státech „nezávislých“, kolísajících. Tzv. pevné státy demokratů (např. 7 jižních států a některé průmyslové státy severu) a pevné státy republikánů (jako např. Vermont, N. Anglie a farmářský pruh na středním západě) jsou charakterizovány jistým oslabením volební kampaně, v níž vystupuje vládnoucí strana (i v presidentských volbách) zpravidla s tradiční koncepcí – i když se tato koncepce značně liší od zaměření kandidáta na funkci presidenta. Protože vrstva „nezávislých“ voličů, kteří jsou vlastně předmětem volebního boje, je v těchto oblastech podstatně slabší než ve státech „kolísajících“, přibližuje se strana opoziční ve své argumentaci straně vládnoucí v těchto státech, aby mohla získat část jejich tradičních voličů.

Volby presidentských volitelů nejsou v USA zbaveny možnosti volební premie. Každý stát vysílá do kolégia elektorů počet volitelů, rovnající se úhrnu v tomto státě volených zástupců v obou komorách Kongresu USA. Vítězství určité strany v rámci státu přináší této straně všechna místa elektorů. Protože tzv. pevné státy samy o sobě převažují nad ostatními státy, nevylučují, soustřeďuje se boj o presidenta do států s vyrovnanějšími silami obou stran a s větším počtem „nezávislých“ voličů. Nikoli všechny státy této kategorie mají však prvořadou důležitost. Pochopitelně největší pozornost je věnována státům s velkým počtem volitelů (např. Kalifornie), neboť vítězství v nich může přinést obrát v celkovém poměru hlasů volitelů a definitivní vítězství určitému kandidátovi.²⁵⁾

Vliv celé řady rozmanitých prvků v jednotlivých oblastech a státech Unie v celkovém měřítku ještě více stírá rozdíly mezi oběma kandidujícími stranami, které se i tak opírají o nepříliš odlišnou sociální základnu a obdobné politické koncepce. Výsledkem tohoto stavu je pak jev, který se markantně projevil ve volební kampani r. 1960 při prvním televizním souboji Kennedyho a Nixona, a to v opakovaném tvrzení Nixona, že republikáni usilují o stejné cíle, avšak jinou, „svobodnější“ cestou.

Tím roste zcela přirozeně vliv druhořadých momentů na rozhodování voličů. Obě strany jsou si toho vědomy a neváhají ve volební kampani – zvláště ve státech s velkým počtem „nezávislých“ voličů – náležitě zvývednout celou škálu dalších, i když nepodstatných rozdílů mezi oběma kandidáty.

3. Hlasování a zjištění jeho výsledků

Volební zákony v USA jsou vesměs založeny na dobrovolnosti hlasování. Celkově vysoká absence amerických voličů vede sice některé státy k ústavním doplňkům umožňujícím zavedení volební povinnosti,²⁶⁾ avšak k jejich praktickému použití dosud nedošlo.

²⁵⁾ Několik velkých států (New York, Pennsylvánie, Kalifornie, Illinois, Texas a Ohio) mají 185 elektorů, tj. většinu.

²⁶⁾ Jde o státy Massachusetts, North Dakota.

Pro účely hlasování je země rozdělena do volebních okrsků (kolem 130 000), v nichž kolem 300–1000 voličů hlasuje ve stejné volební místnosti (umístěné ve škole apod.). Volební orgány – volební kanceláře i volební soudci – jsou vytvářeny způsobem již dříve popsáním ze zástupců obou stran, přičemž při sčítání hlasů mohou být přítomni i zástupci jednotlivých kandidátů, zpravidla jejich „volební agenti“.

Vlastní hlasování je v USA prováděno buď prostřednictvím volebních strojů (přípustných ve většině států, avšak jen pomalu pronikajících), nebo pomocí hlasovacích lístků.

Vzhledem k mimořádně velkému počtu volených funkcí a poměrně krátkým volebním obdobím je příznačný pro americké volby tzv. dlouhý hlasovací lístek – lístek, jímž jsou voleny zároveň desítky rozmanitých funkcionářů. Ve výjimečných případech obsahují takové lístky i několik stovek kandidátů a dosahují délky i několika metrů. Je přirozené, že voliči ztrácejí v takovém lístku orientaci i trpělivost vybírat a označit volené osoby. Většinou tedy ponechávají – kromě několika funkcí – hlasovací lístek bez úpravy. Hnutí za krátký hlasovací lístek, které se zejména ve dvacátém století rozvíjí a jež předpokládá přeměnu řady drobných funkcí ve funkce jmenované, nedosáhlo zatím výrazného úspěchu.

Technika hlasování a koncepce hlasovacího lístku závisí na rozmanitostech úpravy v jednotlivých státech. Od r. 1890 se ujal systém tzv. „australského lístku“ v jednotné úpravě a číslovaného v sériích. V praxi existuje v několika podobách. Tzv. „office block ballot“ řadí u titulů jednotlivých volených funkcí všechny kandidáty podle abecedního pořádku, ale s označením stranické příslušnosti. Úprava hlasovacího lístku trvá tudíž stejnou dobu, ať volič hlasuje disciplinovaně pro kandidáty jedné strany (straight ticket) nebo „nedisciplinovaně“ vybírá kandidáty různých stran (split ticket). Označování volených kandidátů se provádí běžně křížkem.

Vedle tohoto systému (platného v menšině států) je rozšířena ve většině států jiná varianta, totiž tzv. „party-column ballot“. U tohoto – pro manipulaci méně zkušených voličů jednoduššího – systému jsou názvy volených funkcí uváděny v horizontální rovině, zatímco ve svislých sloupcích jsou pod názvem a znakem kandidujících stran seřazeni jejich kandidáti. Učiní-li volič znaménko přímo u znaku strany, má se za to, že hlasuje pro všechny kandidáty této strany en bloc. Jinak může vybírat jednotlivé kandidáty bez ohledu na stranickou příslušnost, avšak musí individuálně označit voleného kandidáta. V tomto případě však zástupci stran ve volební místnosti bezpečně poznají, který volič prováděl takový výběr. To jim zajišťuje přinejmenším evidenci tzv. „nezávislých“ voličů, na něž je třeba se orientovat v další volební kampani. Jinak ve všech státech vlastní úprava hlasovacího lístku je prováděna v odděleném prostoru a hlasování samo je tajné.

4. Systém rozdělování mandátů

Volby v USA jsou založeny na většinovém systému. Jen výjimečně připouštějí ústavy alternativu poměrného zastoupení (Oregon, Západní Virginie), jež je uvedeno v život jen v místních volbách v některých městech. Vlastní provedení většinové soustavy, požadující ke zvolení kandidáta relativní většinu odevzdaných hlasů, se různí podle povahy voleb.

Pro presidentské volby bývá volební systém charakterizován jakožto nepřímé dvoustupňové volby. Ve volebním dni vybírají voliči v každém státě sbor volitelů, a to v počtu, který se rovná úhrnu zástupců daného státu v obou komorách Kongresu. Po volbě volitelů (v listopadu) dochází k soustředění těchto elektorů v každém státě a k jejich hlasování o osobě prezidenta (v prosinci volebního roku).

I když po formální stránce nesou volby amerického prezidenta znaky nepřímých dvoustupňových voleb, ve skutečnosti se téměř rovnají volbám přímým. Tato skutečnost souvisí především s faktem, že ve velké většině států jsou volitelé vázáni zákony hlasovat pro ty kandidáty na prezidenta a viceprezidenta, v jejichž prospěch se vyslovili předtím, než byli voliči zvoleni. Jsou tedy zvoleni s imperativním mandátem hlasovat pro určitého kandidáta. Jen v pěti jižních státech (Georgia, Jižní Karolina, Alabama, Arkansas a Mississippi) nebyli volitelé donedávna vázáni hlasovat ve prospěch určitých kandidátů. Poslední vývoj v tomto směru přinesl však další omezení této volnosti elektorů dnes již jen na dva státy (Mississippi — po poslední úpravě volebních obvodů — 7 elektorů, v Alabamě pak 6 z 11 volitelů).²⁷⁾ V důsledku vázanosti presidentských volitelů dochází vlastně ke stavu, kdy o výsledku voleb prezidenta rozhodují již samotné volby elektorů, vlastní volba prezidenta o měsíc později je pokládána již jen za formalitu a nepřitahuje téměř pozornost veřejnosti.

Systém presidentských voleb přináší určitá zkreslení, jež mohou vést ke zvolení prezidenta, za nímž nestojí většina voličů. Takových případů je v ústavní historii Spojených států několik; v případě Harrisonové (1888) došlo ke zvolení přesto, že protikandidát (Cleveland) získal více hlasů při volbě volitelů. Také při volbách v r. 1960 došlo ke zvolení prezidenta Kennedyho, který obdržel při volbě volitelů méně než 50 % hlasů.²⁸⁾ Dost často se stává, že proporce mezi oběma skupinami hlasujících voličů a skupinami volitelů se značně liší. Tak např. v r. 1952 získal Eisenhower s 33 milióny hlasů 442 volitelů, zatímco Stevenson s 26 milióny hlasů jen 89 elektorů, v dalších volbách pak zvítězil rovněž Eisenhower s 35 milióny hlasů a 457 elektory proti témuž konkurentu s 25 milióny hlasů a jen 74 voliteli.

²⁷⁾ Kromě toho v r. 1952 uznal Nejvyšší soud ústavnost zákonů jednotlivých států, které příkazují volitelům hlasovat pro kandidáta designovaného národním konven-tem vlastní strany.

²⁸⁾ Srov. Time (Atlantic edition), 5. 12. 1960, str. 19: podle těchto údajů získal Kennedy 34 130 719 hlasů, tj. 49,753 %, Nixon 33 955 913 hlasů, čili 49,498 % hlasů a jiní kandidáti 512 557 hlasů, tj. 0,749 %.

Tato zkreslení jsou v první řadě produktem způsobu volby presidentských elektorů, kteří jsou voleni na základě blokových, tj. vázaných kandidátních listin stran v rámci jednotlivých států (volebními obvody jsou tudíž celé státy). Přitom strana, která získá relativní většinu hlasů v jednotlivém státě, má nárok na všechna místa volitelů daného státu, takže (až na nepatrné výjimky) delegace jednotlivých států v kolegiu elektorů hlasují shodně. V důsledku toho může běžně nastat taková situace, kdy 100 % volitelů za daný stát připadne straně, která zvítězila při jejich volbách jen nepatrnou většinou.²⁹⁾ V těchto možnostech se skrývá nejčastější příčina mimořádně vysokých volebních premií jednotlivých stran. Druhou příčinou je i nerovnoměrné rozvržení počtu elektorů mezi jednotlivé státy v důsledku volební geometrie. I když v tomto směru rozhodnutí Nejvyššího soudu z r. 1962 bylo podnětem k závažným korekturám počtu poslanců ve Sněmovně reprezentantů (a tím byl nepřímě korigován i počet volitelů prezidenta), přece jen nerovnost zůstává stále. Pokud setrvává v platnosti směrnice ústavy o rovném zastoupení jednotlivých států v senátu, zůstávají státy s větším počtem obyvatel stále do jisté míry v nevýhodě.

Stávající systém presidentských voleb v USA, který dnes již neodpovídá původnímu záměru americké ústavy, je po řadu desetiletí již předmětem reformních snah směřujících vesměs k odstranění kolégia volitelů a k tomu, aby prezidenta volili přímo voliči. Tato reforma by odstranila výhody venkovských oblastí a málo obydlených států, a proto existuje v obou komorách proti ní i silná opozice. Návrhy senátora Mansfielda, předpokládající i nahrazení národních konventů primárními volbami v celostátním měřítku a financování volební kampaně z federálních prostředků, zatím Kongresem neprošly.

Rovněž obě komory Kongresu jsou voleny za použití většinového systému a prosté většiny. 435 členů Sněmovny reprezentantů předstupuje před voliče v malých volebních obvodech, kde je voleno po jednom poslanci na dobu dvou let, kdežto 100 senátorů je voleno na šest let tak, že postupně každé dva roky je volena třetina. Volebním obvodem senátorů je tudíž stát. Delší funkční období senátorů spolu s velkým volebním obvodem neváže senátora tolik na úzké zájmy jednotlivých okresů a jejich politické mašinérie. Rovněž poměrně velká pravomoc amerického senátu a v neposlední řadě i jeho vliv na zahraniční politiku v době, kdy od druhé světové války vlastně nepřetržitě má zahraniční politika primát v politickém životě země, činí ze senátorů v USA významné politické osobnosti.

Také Kongres je zpravidla zcela v rukou dvou vládnoucích stran, i když stranická příslušnost se do jisté míry nekryje s rozdělením kongresmanů do politických proudů. Volby do Kongresu jsou sice ve stínu president-

²⁹⁾ Při volbách v r. 1960 stalo se tak např. v Kalifornii (tehdy 32 elektorů), když slabou většinu Kennedyho zvrátily hlasy odevzdané dopisy ve prospěch Nixona, který tím získal všech 32 elektorů.

ských voleb, avšak jejich význam nelze podceňovat, neboť Kongres se může stát účinnou brzdou reformních snah presidenta, jak tomu bylo v období Kennedyho. Lze dokonce říci, že určitá pravidelnost „přílivů“ a „odlivů“ ve volbách se projevuje zpravidla ve ztrátě té strany v „mid-term elections“, jež je toho času držitelem prezidentského křesla. V takovém případě se formuje proti prezidentovi tzv. „negativní většina“, jež je účinnou brzdou zákonodárných změn.

Volby do Kongresu a zvláště do Sněmovny reprezentantů umožňují do jisté míry i účast třetích stran a kandidátů, zatímco prezidentské volby jsou výhradní doménou dvou stran.

VLADIMÍR KLOKOČKA

Das Wahlsystem in den Vereinigten Staaten von Amerika

ZUSAMMENFASSUNG

Der Artikel befaßt sich mit dem Wahlsystem der Vereinigten Staaten in der Einheit seiner Rechtsregelung und der politischen Organisation des Wahlprozesses, wobei der Autor daraus hervorgeht, daß das Wahlsystem der USA eine bedeutende und unteilbare Komponente der Verfassung bildet und das politische System mit der Stellung des Präsidenten in ein Ganzes vereinigt.

Eine Analyse des Wahlsystems beinhaltet im ersten Teil des Artikels die Fragen der Wahlvorbereitungen, besonders die Kandidatenernennung an den Konventen und in den primären Wahlen. Weiter befaßt er sich mit einer Charakteristik der Wahlkampagne mit Berücksichtigung der Methoden und Mittel des Wahlkampfes und der sachlichen Richtung der Wahlargumentation bei den Wahlen des Präsidenten, der Abgeordneten und Senatoren. Den dritten und vierten Teil des Artikels bildet eine Charakteristik der Abstimmungsarten, der Feststellung der Wahlergebnisse und besonders eine Untersuchung der Technik der Mandatsverteilung im amerikanischen Mehrheitssystem.

Der Autor begründet auf der Grundlage seiner Untersuchungen über die Wahlen und das Wahlsystem der USA bestimmte Schlußfolgerungen, die die Tendenzen des gegenwärtigen amerikanischen Wahlprozesses widerspiegeln. Er differenziert die einzelnen Wahlzensen und konstatiert eine wesentliche Abnahme des Einflusses der meisten Zensen, charakterisiert die widerstrebenden Tendenzen in der Entwicklung der Kandidatennomination und das fortschreitende Durchdringen der Primärwahlen in der Wahlkampagne des Präsidenten, weiter die Veränderungen in der Entwicklung der Mittel und des Inhaltes der Wahlkampagne überhaupt. Er unterscheidet dabei die charakteristischen Merkmale des Wahlkampfes im Zusammenhang mit der Präsidentenwahl und den ursprünglichen Merkmalen der Abgeordneten- und Senatorwahlen.

Bei der Analyse der Präsidentenwahlen kommt er zur Folgerung, daß der ursprüngliche strenge Charakter der Zweistufenwahl auf faktischem Wege (in letzter Zeit auch von amerikanischen Gerichten unterstützt) so abgeschwächt wurde, daß man heute schon – in Hinsicht auf die praktische politische Funktion – mehr oder weniger von direkten Wahlen sprechen kann, wenn auch formell die traditionelle Regelung erhalten blieb.

Poznámky k dějinám právních ideologií v SSSR

К истории правовой идеологии в СССР

Bemerkungen zur Geschichte der juristischen Ideologien
in der UdSSR

JOSEF MEČL

Reálný vývoj sovětské společnosti, jejího státu a práva představuje mimořádně komplikovanou historickou skutečnost; nicméně historický obraz paralelně se vytvářející sféry politických, právních a ekonomických názorů, jako myšlenkového zobecnění společenského života, byl zejména v minulosti podáván jako bezbarvý sled uzavřeného a nezměnitelného vědění. Dogmatická histografie přistoupila ke zkoumání tohoto procesu s praktickým a teoretickým úsilím zařadit do připravených schémat každý společenský jev, myšlenku nebo člověka. Teoretické koncepce zakladatelů sovětské právní vědy (Pašukanise, Stučky aj.) byly tradovány jako komplex chyb a škůdcovské činnosti, kterými „skupina zrádců v čele s Pašukanisem ... soustavně ničila marxistickou právní vědu“.¹⁾ Postupně byl jejich vědecký přínos ateoretickými prostředky zcela eliminován. Zpětným dosazením oficiální názorové linie se vytvořilo pevné schéma společenského myšlení, ve kterém neexistoval prostor pro omyly nebo hledání pravdy. Neoficiální názory mohly pouze oscilovat v přípustných mezích. Tak byla též vytvářena ahistorická, falešná představa vývoje sovětského právního myšlení, která popřela období bouřlivé a plodné tvůrčí práce, bohaté na originální koncepce, vědecké poznatky i chyby. Názorový směr, který převládl v sovětské vědě o státu a právu zhruba ve třicátých letech a stal se pro tuto oblast univerzálním vědění, byl též východiskem i zorným úhlem právněhistorického zkoumání.

V posledních letech se v SSSR objevila řada prací, které se snaží odstranit deformované pojetí vývoje sovětské právní vědy a navázat na násilně přerušené souvislosti. Většina autorů se převážně zabývá dílčí problematikou tohoto období a v podstatě nepřekračuje rámec rehabilitace jednotlivých představitelů sovětské právní teorie, jejichž postavení ve

¹⁾ A. J. Vyšinskij, Otázky teorie státu a práva, Praha 1951, str. 32.

vědeckém světě a životní osudy byly většinou tragickým způsobem zmařeny. Socialistická právní věda dosud nevyrovnala dluh, který převzala z minulých let, a historie socialistického státu a práva zatím postrádá kritické, komplexní zhodnocení vzniku a vývoje sovětského právního myšlení. Pod vlivem kritiky dogmatismu v právní vědě a voluntarismu v právní praxi se její pozornost převážně soustředila na kritiku chyb a deformací způsobených tzv. kultem osobnosti v oblasti práva, pro které se stalo synonymem jméno A. Vyšinského. Poněkud pozapomněla na období skutečného zrodu sovětské vědy o státu a právu. Studium dějin právních ideologií v SSSR umožňuje hlubší pochopení složité dynamiky vývoje společenských vztahů, které formovaly sovětský stát, a odhaluje specifické podmínky, za kterých se vytvářela sovětská právní věda.

I.

Systém ruského dorevolučního práva, v podobě, ve které byl zastižen Říjnovou revolucí, se podstatně lišil od ostatních evropských právních systémů. Z hlediska formy je právo carského Ruska charakteristické nízkým stupněm abstrakce právních institutů a elementární technikou. Ruské právo postrádalo propracovaný systém a oplývalo protikladností právní úpravy.²⁾ Ruské právo nedosáhlo takového stupně univerzálnosti jako právo vyspělých buržoazních států, jeho konzervativní a reakční obsah, relativně široká nutnost aplikace předpisů církevního práva a pozůstatky feudálního partikularismu, to vše vytvářelo charakter jednoho z nejzaostalejších právních systémů v Evropě. Ruské právo se stávalo brzdou rozvoje společenských vztahů; zavádění mimořádných forem soudního řízení, které zesílilo zejména v prvních letech dvacátého století, nebezpečně ohrožovalo základní občanská práva buržoazní společnosti. Ruské právo nabývalo tak charakteru otevřeně represivního nástroje státní moci. V podstatě autokratická legislativa se nesnažila zakrýt jeho úzce třídní charakter.

Krátké období existence Prozatímní vlády na tomto stavu příliš nezměnilo.

Říjnová revoluce, která v praxi provedla totální negaci starého státního aparátu, byla postavena před podobný úkol i v oblasti práva. Vytvořila se situace, kdy téměř neexistovalo platné právo a nová organizace soudů kromě vlastní činnosti se měla stát i tvůrcem nového práva. „Šli jsme cestou prvotního vzniku práva, když jsme tuto úlohu svěřili třídnímu soudu.“³⁾ Zrušení starých soudních institucí a práva představuje složitější proces ve srovnání s přístupem sovětské moci k destrukci ostatních částí starého státního mechanismu. Reakčnost ruské justice však nerozptýlila představy o „posvátnosti“ soudu a práva. Nechuf a rezervovaný přístup

²⁾ Srov. Encyklopedie státu a práva, 1925, str. 777, rusky.

³⁾ P. Stučka, Vybrané spisy o marxisticko-leninské teorii práva, Riga 1964, str. 307, rusky.

k radikálnímu návrhu na likvidaci ruských soudů a práva (které odporuje „revolučnímu právnímu vědomí“ a politickému programu koaličních stran RLK) se projeví i mezi sovětskými komunisty.⁴⁾ Revoluční radikalismus a nadšení však přesvědčily i nejzatvrzejší odpůrce „dekretu o soudu č. 1“, mezi které mj. patřil též A. Lunačarskij.⁵⁾ Autoři této koncepce — stejně jako její odpůrci — si byli vědomi, že opora soudů „v revolučním právním vědomí“ je velmi neurčitá a nemůže zajistit jednotnou činnost soudů. Oficiální pojetí „revolučního právního vědomí“ jako vědomí vítězné třídy neodpovídalo skutečnosti, neboť právní vědomí ve společnosti není tvořeno pouze vládnoucí třídou, ale i představami a názory ostatních tříd a vrstev, které vědomí vítězné (vládnoucí) třídy různou měrou ovlivňují. Tuto skutečnost si uvědomil též M. Rejsněr, stoupenec psychologické teorie práva, který uvádí, že po Říjnové revoluci se v Rusku vytvořily tři druhy „intuitivního pozitivního práva“: proletářské, rolnické a buržoazní. Rejsněrovo pojetí přesněji odpovídalo probíhajícímu procesu desintegrace ruské společnosti, kde se právní vědomí obyvatelstva neustále rozkládalo. K přesnému vymezení pojmu „revoluční právní vědomí“ nedošlo a tento termín byl postupně nahrazován pojmem „revoluční zákonnost“.

Likvidace staré soudní organizace a nahrazení ruského práva „právním vědomím“ neznamenal, že se sovětský stát zřekl možnosti vytvářet vlastní pozitivní právo. Strohý model sovětského státu v období „vojenského komunismu“ však vymezoval právu pouze okrajovou, pomocnou úlohu při řízení společnosti. Představa zániku práva se v té době zdála velmi blízká. „Vojenský revoluční tábor“, ve který se sovětské Rusko v té době přeměnilo, řídily dva zákony: revoluční násilí a revoluční nadšení; právo zde mohlo být pouze výjimkou.

Diktatura proletariátu byla provedena do důsledku; existovala v průmyslu, zemědělství, obchodě, v celé společnosti. Jednorázová a často živelná negace soukromého vlastnictví a vzmach přímočarého kolektivismu jako popření buržoazního individualismu byly mnohými považovány za základní obrodnou tendenci, která bude dále do budoucna automaticky působit. Takové ovzduší, vyvolané objektivními, většinou vnějšími okolnostmi, bylo nepříznivé nejen pro rozvoj právního myšlení, ale zasáhlo celou duchovní sféru společnosti.

Podobně jako sověští marxisté-filosofové bojovali proti názorům, které odmítaly oprávněnost existence filosofie v podmínkách diktatury proletariátu, tak se i představitelé právního myšlení bránili proti vlně nihilismu. Ultraradikální názory, které odmítaly právo vůbec jako prostředek regulace společenských vztahů anebo ho připouštěly pouze v minimální míře, vycházely z představy o věčnosti metod řízení společnosti, jak je vytvořil vojenský komunismus.

Autoritativní formy řízení — vojenský komunismus — se ukázaly jako

⁴⁾ Tamtéž.

⁵⁾ A. Lunačarskij, *Revoluce a soud*, Pravda 1. 12. 1917.

absurdní v podmínkách normálního vývoje sovětské společnosti. Katastrofální hospodářská situace uspíšila postupný přechod k „nové ekonomické politice“. Obnovení normální směny zboží, oživení hospodářské činnosti, využívání podnikatelské iniciativy, navázání kontaktů se zahraničním kapitálem, revize totální nacionalizace průmyslu – to vše vytvářelo nutnost restaurace práva jako efektivního prostředku regulování společenských vztahů. Společenské vztahy prolomily rámec, do kterého byly vtěsnány válečným komunismem. „Buržoazní právo“, které bylo zrušeno Říjnovou revolucí, žilo i nadále ve vědomí širokých vrstev společnosti, existovalo „ilegálně“, protože odpovídalo hospodářským potřebám obyvatelstva – zejména rolníků. Tato síla materiálních reálných vztahů, které byly „zakázány“ a označeny za nenávratnou minulost, rozhodujícím způsobem ovlivnila formující se pojetí „sovětského práva“. Zejména koncepce P. Stučky – který chápal právo jako „systém (pořádek) společenských vztahů, odpovídajících zájmům vládnoucí třídy a zabezpečených organizovanou silou – státem“⁶⁾ – zdůrazňuje význam „reálných vztahů“ pro pochopení práva. Rovněž „směnná koncepce práva“ E. Pašukanise, ve které autor originálně využil Marxovy metodologie Kapitálu, má své kořeny v poznání, jakou obrovskou silou se stávají tržní vztahy ve společnosti, která vyrábí zboží.

V období Nové ekonomické politiky se sovětská republika otvírá okolnímu světu. Spojení s okolním světem se neprojevuje pouze v ekonomice; cizí elementy pronikají též do sféry ideologie, ve které se střetávají s marxismem, který měl až do té doby dominující postavení. Pod vlivem cizích filosofických směrů (Freudovy psychoanalýzy, vitalismu, amerického behaviorismu, Duguitova solidarismu aj.) vytváří se roztržistěná a eklektická podoba filosofie Nepu. Podobná situace se vytváří i v právní vědě. Vznikající marxistická právní škola musí konkurovat propracovanějším systémům, které vytvořila psychologická teorie práva, teorie sociálních funkcí, normativismus aj. Tolerantní atmosféra vytvořila vcelku stejné možnosti rozličným právním doktrínám. Názorové rozdíly uvnitř marxistického tábora nebo mezi marxisty a nemarxisty řešil vášnivý vědecký spor. Odklon od oficiální ideologické linie nebyl odpůrci a kritiky vysvětlován jako jev, jehož důvody je nutné hledat mimo oblast vědeckého myšlení a který signalizuje i odklon v politické praxi.

Ovzduší prudkých sporů a polemik se projevilo i v řadách stoupenců marxistického pojetí práva. Přecenění momentu diskontinuity ve vývoji sovětské společnosti, které je typické pro revoluční proces, se objevilo i v základním přístupu k právu. Stejně jako představitelé „proletářské kultury“ odmítali kulturní dědictví minulosti a hodnoty světové kultury, ve snaze vybudovat „čistou“ proletářskou kulturu nezátíženou balastem „vykořisťovatelské pseudokultury“, tak i „kritikové práva zleva“ odmítali možnost kritického využití buržoazní právní kultury pro sovětské právo. „Proletářské právo,“ říkají, „si musí najít jiné zobecňující pojmy, jejichž

⁶⁾ Sb. nař. – Dělnicko-rolnické vlády, 1919, čís. 66/590, rusky.

hledání má být úkolem marxistické teorie práva... Vyžadující pro proletářské právo nové obecné pojmy, jeví se tato tendence jako revoluční par excellence.⁷⁾ „Náš úkol,“ píše Stučka, „úkol sovětských právních vědců v kulturní revoluci spočívá v první řadě v racionální vědecky zdůvodněné recepci buržoazní kultury jak ve vztahu k právu, tak i k soudu...“⁸⁾ Zjednodušené pojetí vývoje společenských vztahů, které se vytvářelo v prvních letech sovětského státu a které „okouzlovalo“ jednoduchostí a snadností přímočaře převádět společenské jevy na jejich materiální základ, v nových podmínkách se často jen zahalilo právní formou. Vývoj společnosti byl podle těchto představ celkem jednoduchý: Dělnická třída bude žít podle pracovního kodexu a soudit se bude před zvláštními soudy (konfliktními komisemi). Rolníci pak měli žít a pracovat podle pozemkového kodexu a jejich případné spory by rozhodovaly zvláštní pozemkové komise. Znárodněná výroba a obchod budou žít čistě sovětským životem, kde soudní funkce bude vykonávat arbitráž. Tuto idylu budou narušovat pouze bezvýznamné exkursy znárodněného kapitálu do oblasti občanské směny, občanského práva a soudu.⁹⁾

Radikální přístup k právní problematice, který se projevoval v právní vědě, se promítal též do právní praxe. Již v roce 1919 opustilo sovětské právo „princip viny“ jako předpoklad trestnosti a potrestání vyložilo ne jako odplatu (trest za vinu), ale výhradně jako ochranný prostředek. „Princip viny“ byl nahrazen „principem“ společenské nebezpečnosti. Tato velmi rámcová právní úprava — Vedoucí zásady trestního práva — nebyla právní normou *expressis verbis*, ale pouhým usměrněním přímého třídního násilí. Obnaženým třídním vztahům a otevřenému třídnímu boji odpovídala i revolučně účelná a jednoduchá forma třídní represe, která sledovala likvidaci třídního nepřítele, který se „projevil“, (nedokonalými) prostředky práva. Odborná úroveň revolučních soudů a téměř absolutní absence právníků-odborníků též podmiňovaly jednoduchost právní úpravy. Zkoumání třídního původu a sociálního profilu pachatele poskytovalo revolučním soudům pevnější oporu při rozhodování, než by jim mohl poskytnout složitý „juristický“ pojem viny. S menší důsledností se tato koncepce uplatnila i v trestním právu z r. 1922. „Odmítnutí principu viny se stalo pouze formální záležitostí... otázka viny a její stupeň — to je každodenní otázka řešená v současné praxi našich soudů.“¹⁰⁾ Nedocenění základních principů práva (v našem případě trestního) a úsilí nahradit je revoluční účelností ve změněných podmínkách, zanechalo stopy zejména ve vědě trestního práva na celá desetiletí. „Je možné nutit člověka, aby zaplatil“ za zločin, je ale nesmyslné, aby se odpovídal za to, že jej společnost pokládá za nebezpečného.“¹¹⁾

7) B. Pašukanis, *Obecná teorie práva a marxismus*, 1929, str. 23, rusky.

8) P. I. Stučka, *Vybrané spisy o marx.-lenin. teorii práva*, str. 438.

9) Srov. *Encyklopedie státu a práva*, str. 715.

10) N. Poljanskij, *Trestní kodex RSFSR a německý návrh trestního zákoníku*, *Právo a život* 1922, str. 3, rusky.

11) B. Pašukanis, *Obecná teorie práva...*, str. 134.

Úkoly Nové ekonomické politiky si vynutily ústup od metod revoluční účelnosti zvláště v oblasti hospodářských vztahů. Specifické oživení hospodářského života nemohlo mít trvalý charakter, pokud se nevytvořil alespoň minimální pocit právní jistoty. V činnosti státních orgánů se postupně prosazuje metoda zákonnosti, která „nepředstavuje nic jiného než organizovaný způsob řízení státem“.¹²⁾ Genetické spojení principu zákonnosti s Nepem ovlivnilo i pojetí zákonnosti jako metody, která se zrodila z celkového hospodářského a politického ústupu sovětského státu, a je proto existenčně spjata s touto politikou. Marxistická právní věda řešila též rozpor mezi dynamikou společnosti a formální stránkou zákonnosti. Kvantitativní růst sovětské legislativy vytvářel nepřehlednou pozitivní úpravu, podlamoval autoritu právní normy a ohrožoval faktickou možnost „přísného dodržování zákonů“. V té době se znovu objevují názory na rozdělení komplexu pozitivního práva podle stupně závaznosti na dvě části: na „základní zásady“ a „technické instrukce a směrnice“.

Marxistická právní škola se vytvářela v permanentním konfliktu s řadou odlišných názorů na podstatu a povahu práva. Politicky tolerantní přístup k rozmanitým vědeckým koncepcím neznamenal ještě stejně prozíravý přístup k racionálním poznatkům nemarxistické právní vědy. Přitom však nelze vycházet z některých absolutizujících hodnocení buržoazní právní vědy, neboť skutečnost byla méně rigorózní. „Do dnešní doby není (buržoazní věda — J. M.) vědou a nemohla ani být... Může se stát vědou pouze za předpokladu, že přijme třídní hledisko, ... což nemůže, ... neboť kdyby přijala třídní aspekt pojetí práva, pak by ‚ospravedlnila‘, učinila zákonitou i proletářskou revoluci.“¹³⁾

Hypertrofická podoba, ve které vystupovaly nemarxistické právní ideologie, vyvolávala i hypertrofii a uzavřenost marxistické právní školy. Vývoj směřoval k materialistickému pojetí práva (poněkud jednostrannému) a v momentu, kdy se sovětská marxistická teorie práva stávala univerzálním věděním o právu, její integrační schopnosti se ztrácely. Toto obecné tvrzení je pochopitelně různě intenzivní při zkoumání koncepcí jednotlivých představitelů sovětské marxistické právní školy.

II.

Na počátku dvacátých let dosáhla významného postavení v oblasti právního myšlení psychologická právní škola. Učení hlavního představitele tohoto směru v Rusku L. Petrazyckého dosáhlo velké popularity mezi ruskou inteligencí již v prvních letech XX. století, kdy se psychologická koncepce práva stala nástrojem kritiky reakčního práva polofeudálního Ruska. Na rozdíl od německého směru psychologické školy zahrnuje Petrazycky do svého pojetí též renesanci ideí přirozeného práva. Programo-

¹²⁾ Encyklopedie státu a práva..., str. 1150.

¹³⁾ P. Stučka, Vybrané spisy..., str. 59, rusky.

vým požadavkem se stalo „obnovení přirozeného práva“ na základě teoretických konstrukcí psychologického učení.¹⁴⁾ Ve dvacátých letech však v sovětském Rusku již tato škola neexistovala v té podobě v jaké ji Petrazzycky rozpracoval. Psychologické učení o právu se projevovalo nikoliv jako samostatný systém, ale pronikalo do ostatních koncepcí a snažilo se „obohatit“ jednostranně materialistické nebo pozitivistické pojetí práva. Zajímavým způsobem se tyto momenty projevíly v marxistické teorii práva, kde se snažily doplnit značně jednostranné pojetí vzájemného působení materiální a ideové sféry. Psychologizující metoda se snažila vytvořit členitou, zprostředkující stupnici, která by postihla tento složitý proces. Taková snaha však nebyla marxistickou právní školou příliš vítána a byla považována za útok na „ekonomickou a třídní podmíněnost sociálních jevů“. Jedním z důvodů negativního stanoviska byla též obava, že nehotová, názorově nevyhraněná „třídní teorie práva“ bude pohlcena propracovanějšími koncepcemi nemarxistických právních teorií. Podtržení třídní služebnosti nemarxistické právní vědy posilovalo též rezignaci na racionální přínos buržoazní vědy u řady marxistických právních teoretiků. „Historický materialismus je obrovským krokem vpřed, je však zřejmé, že mnohé jeho základní teze nejsou dovedeny do konce. Zmíním se proto z tohoto hlediska o některých problémech, které nutně vyžadují další komplexní rozpracování. Prvním takovým problémem je, že chybí sociálně psychologická teorie, vysvětlující vytváření idejí z ekonomické sféry... Druhým problémem je málo přesné rozlišování ideologií na feudální, buržoazní... Třetím momentem, který vyžaduje vysvětlení, je problematika boje tříd v rámci jedné ideologie a boje tříd při přechodu od jednoho ideologického systému k druhému...“¹⁵⁾ píše M. Rejsněr, jehož „silná stránka“ spočívala podle Stučky ve schopnosti spojovat marxismus s protimarxistickými teoriemi.

Vedle psychologické školy získala velmi značný vliv na utváření sovětského právního myšlení tzv. teorie sociálních funkcí, jejímž zakladatelem byl francouzský teoretik L. Duguit. Není bez zajímavosti, že v SSSR byly přeloženy téměř všechny základní Duguitovy práce, přestože se jednalo o vyhraněného politického nepřítele sovětského režimu.

Podřízení sovětského hospodářského života jednotnému plánu, který měl koncentrovat veškeré úsilí ke splnění společného cíle, snaha vyloučit konkurenci dílčích zájmů a jejich uplatňování v rozporu se stanoveným cílem, oživení soukromopodnikatelské iniciativy jako jedné z řady forem k dosažení určeného cíle, publicizace soukromého práva jako důsledek cílevědomého zasahování státu do hospodářské sféry, vzmach kolektivismu ve společnosti a posílení významu odborových organizací, to jsou pouze některé z dlouhé řady možných příčin, které vyvolávaly představu „solidaristické společnosti“, ve které cíl osobního života spočíval ve „splnění sociální funkce“. Solidaristická koncepce, která dosáhla znač-

¹⁴⁾ L. Petrazzycki, *Lehre vom Einkommen*, B. II, str. 579.

¹⁵⁾ M. Rejsněr, *Stát*, 1912, čís. 2, str. 9 – rusky.

ného vlivu v teorii, se však v praxi mohla uplatnit jen nepatrně. Princip solidarity, který (v Duguitově pojetí) jednoznačně zavazuje občana i stát, je utopií v každé třídní společnosti. V sovětské společnosti, která procházela formami mimořádně ostrých třídních konfliktů, bylo její uplatnění absurdní. Teorie sociálních funkcí se proto mohla (jen velmi nedokonale) projevit určitými momenty v pozitivně právní úpravě, a to především terminologicky. Jeden z významných sovětských představitelů „umírněné“ solidaristické koncepce A. Gojchbarg spatřuje vliv teorie sociálních funkcí mj. v základních ustanoveních občanského kodexu z r. 1922.¹⁶⁾

Specifické sociální podmínky pozměnily Duguitovu koncepci a „sovětská teorie sociálních funkcí“ ve svém pojetí solidarismu zavazuje citelněji solidární normou občana a méně stát. Solidaristické koncepce v politice i v právu si udržely značné pozice téměř do konce dvacátých let, kdy jejich politická angažovanost na sebe soustředila silnou oficiální kritiku. V jejich případě došlo záhy k převedení teoretických sporů do oblasti politických konfliktů a solidaristické koncepce dostaly pečeť ideologické hereze. Přes jistý sociální utopismus solidaristických tezí je nutné připomenout i racionální výsledky této teorie. Solidaristická terminologie často skrývala originální a citlivý pohled na nové jevy v kapitalistické společnosti a anticipovala i některé momenty vytváření moderní organizace státu.

Při zařazování představitelů sovětské právní vědy do jednotlivých „škol“ dostáváme se do velmi složité situace. V první řadě je nutné konstatovat, že pouze marxistická škola práva se vytvářela s víceméně jasným programem a s určitými organizačními prvky. Ostatní právní školy, např. psychologická, solidaristická, normativistická, „ideologická“¹⁷⁾ aj. v zásadě převzaly program obdobných škol v buržoazních státech, který se snažily přizpůsobit sovětskému prostředí a event. jím doplňovaly program marxistické právní školy. Učiněné rozdělení bude platné potud, pokud uznáme, že stanovisko těchto škol bylo v protikladu ke stanovisku marxistické školy práva. Modifikace původního programu „nemarxistických“ škol v sovětských podmínkách a jeho určitý eklekticismus však vyhraněnost tohoto protikladu zmírňuje. V zájmu objektivnosti je nutné považovat toto rozdělení za pomocné a uvědomovat si jeho nedokonalost.

¹⁶⁾ V této souvislosti je možné uvést např. čl. 1 obč. kodexu: „Občanská práva jsou chráněna zákonem, s výjimkou případů, kdy jsou uskutečňována v rozporu s jejich sociálně-hospodářským určením;“ a interpretaci, kterou podává komentář k občanskému kodexu: Práva poskytovaná jednotlivcům obč. kodexem „nesledují uspokojení soukromých zájmů jednotlivých osob, ale výjimečně rozvoj výrobních sil země“; srov. dále čl. 4 obč. kodexu. (A. Malickij – Občanský kodex sovětských republik, 1924, str. 29 – rusky.)

¹⁷⁾ Srov. A. K. Stalgevič, Cesty rozvoje sovětského právního myšlení, M. 1928, str. 14 – rusky. (Ideologickou koncepci práva pokládá A. K. S. za sovětskou formu psychologického učení o právu, kromě M. Rejsnéra zařazuje mezi stoupence „ideologického směru v právní vědě“ též I. S. Vojtinského, S. Kišina, R. Babuna, I. Iljinského a řadu dalších.)

Program sovětské marxistické právní vědy navazoval na učení klasiků marxismu. Program umožňoval poměrně široké rozpětí názorů na vlastní předmět zkoumání. Marxistické pojetí práva se proto nevytvářelo jen v idylickém ovzduší kabinetního studia, ale uprostřed intenzivní výměny názorů a boje různých koncepcí. „Nás,“ prohlašuje sekce práva a státu Komunistické akademie, „spojuje především revoluční dialektická metoda jak ve vědecké, tak i v praktické práci v právní oblasti, jako protiklad metafyzické, formálně dogmatické, v nejlepším případě historicko-evoluční metody buržoazní jurisprudence. To současně znamená i třídní přístup ke studiu státu a práva, neboť zkoumáme tyto jevy jako spočívající v materiálních podmínkách společenského života a rozvíjející se v procesu třídního boje. My, budoucí materialisté, vycházíme z materiálních vztahů lidí, abychom odtud čerpali pochopení ideí a představ lidí o vztazích, ve kterých žijí.“¹⁸⁾

Názorové rozdíly uvnitř marxistické školy dokumentují dvě hlavní koncepce pojetí práva vytvořené vedoucími představiteli marxistické právní teorie té doby: E. B. Pašukanisem a P. I. Stučkou. Je zajímavé, že rozdílnost koncepcí byla více zdůrazňována jejich stoupenci než autory. Někteří teoretikové se pokoušeli obě koncepce sloučit.¹⁹⁾

Oba autoři se rozcházejí již v pojetí geneze práva. Zatímco Stučka hledá původ práva v prvotním faktickém vlastnickém vztahu k půdě — „...soukromé vlastnictví k půdě má čistě reálný význam, dokonce věčný význam, zde začíná rozvoj nejen práva soukromého vlastnictví, ale práva vůbec. V první řadě tzv. práva v subjektivním smyslu... Odtud se přenáší pojem subjektivního práva v oblast tzv. práva veřejného...“²⁰⁾ — nachází Pašukanis původ práva ve vztazích směny. „Genezi právní normy je nutné hledat ve vztazích směny.“²¹⁾

Stučka definuje právo jako „systém (pořádek) společenských vztahů“ a brání se kritice, která jej záhy obvinila ze ztotožnění práva s ekonomikou. Stučka se však nespokojuje pouze s pojetím práva jako „systému společenských vztahů“, ale zkoumá též právo v jeho „trojitě tvárnosti“, ve které vystupuje jako konkrétní právní forma (I), abstraktní právní forma (II) a intuitivní právní forma (ideologie) (III). Stučkova definice práva vychází především z určujícího významu „konkrétní právní formy“, tj. *mutatis mutandis* „systému společenských vztahů“.

„V obecné definici (Stučkově — J. M.) figuruje právo ne již jako speciální sociální vztah, ale jako všechny vztahy vůbec, jako systém vztahů odpovídajících zájmům vládnoucí třídy a zabezpečených jeho organizovanou silou... V těchto třídních rámcích právo jako vztah není odlišeno od sociálních vztahů a Stučka již není schopen odpovědět na jedovatý

¹⁸⁾ Encyklopedie státu a práva — z úvodu redakce.

¹⁹⁾ Srov. např. A. K. Stalgevič, *Cesty rozvoje sovětského právního myšlení*, 1928, ruský.

²⁰⁾ Encyklopedie státu a práva, str. 425.

²¹⁾ B. Pašukanis, *Obecná teorie práva*, str. 6.

dotaz Rejsněra, jakým způsobem se sociální vztahy mění v právní instituty, respektive jakým způsobem se právo stává samo sebou.“²²⁾

Pašukanisovo pojetí práva je propracovanější a na rozdíl od Stučky se podrobněji zabývá právní formou. Jeho přístup k obecné teorii práva lze označit „jako pokus o sblížení formy práva a formy zboží“.

Aplikací marxistické analýzy formy zboží na zkoumání formy práva dospěl Pašukanis v podstatě k pojetí práva jako *objektivizovaného* pravidla chování jako *odcizeného* výrazu sociálních vztahů. „Analýzou základních znaků práva se nám podaří ukázat, že právo je mystifikovaná forma specifického sociálního vztahu.“²³⁾ ... dokud se bude nová společnost vytvářet z elementů staré (společnosti — J. M.), tj. z lidí, kteří přijímají společenské kontakty pouze jako prostředek pro své soukromé cíle, dotud i jednoduché, technicky rozumné směrnice budou přijímat formu odcizenou od člověka a nad ním stojící síly...“²⁴⁾ Pojetím práva jako osamostatnělého výrazu společenského vztahu se podařilo Pašukanisovi mnohem úspěšněji odpovědět na otázku: proč se určité společenské vztahy nemohou realizovat jinak než v právní formě. „Tato definice (Stučkova — J. M.) odhaluje třídní obsah uzavřený v právní formě, ale nevysvětluje, proč tento obsah přijímá takovou formu.“²⁵⁾

Pašukanisova základní práce „Obecná teorie práva a marxismus“ byla vydána v r. 1924. Je mimořádnou zásluhou autora, že dokázal „objevit“ Marxovu teorii odcizení a uvést ji do marxistické právní vědy osm let před kompletním vydáním Marxových „Ekonomicko-filosofických rukopisů z r. 1844“. Nelze zjistit, nakolik jeho pojetí mohla ovlivnit práce G. Lukáče, *Geschichte und Klassenbewusstsein*, vydaná v Německu roku 1923, jejímž hlavním tématem je kritika zvěcnění a odcizení. Je však jisté, že práce G. Lukáče byla v SSSR dobře známa.²⁶⁾ Na V. kongresu Kominterny označil Zinověv Lukáčovu koncepci jako „revizionistický směr ve filosofii“. Z právních teoretiků se o ní zmiňuje (negativně) mj. M. Rezunov v publikaci „Marxismus a psychologická škola práva“.

Velmi hrubá charakteristika dvou základních koncepcí marxistické právní školy dvacátých let nemůže vyčerpat nesmírně složitý proces krystalizace, který probíhal v sovětské právní vědě. Rozsah těchto „Poznámek“ však nedovoluje zabývat se celou mozaikou názorových proudů, které různou měrou působily na utváření sovětského právního myšlení.

Vývoj sovětského právního myšlení byl společenskými událostmi na přelomu dvacátých a třicátých let vážně otřesen. Počátky hromadné kolektivizace uvedly v zemi (zvláště na vesnici) do živelného pohybu takové společenské síly, že prostředky právní regulace se ukázaly prázdnou

²²⁾ B. Pašukanis, *Obecná teorie práva*, str. 43.

²³⁾ Pašukanis, *Obecná teorie práva*, str. 39.

²⁴⁾ Tamtéž, str. 87.

²⁵⁾ B. Pašukanis, *Obecná teorie práva*, str. 44.

²⁶⁾ Srov. G. Lukáč, *Materializace a proletářské vědomí*, *Věstník soc. akademie*, č. 6/1923 — rusky.

frází. Byl-li „Říjen 1917“ revolucí ve městech, pak začátek třicátých let byl „Říjnem“ na vesnici. Soudy a ostatní orgány se ocitly v trapném vleku událostí, kterým nedokázaly čelit. Obnovení metod přímého násilí při řešení sociálních problémů venkova vyvolávalo představu o návratu „vojenského komunismu“ a o definitivním skoncování s politikou Nepu na vesnici i ve městech.

Spolu s vlnou právního nihilismu se znovu objevily likvidační tendence namířené proti filosofii. Filosofie přestávala být kritickým myšlením o společenské realitě a stávala se apologetikou daného stavu. Nesoulad mezi teoretickým myšlením a uměle vyvolaným „skokem“ společnosti vpřed byl vysvětlen „opoždováním“ společenských věd za praktickými úspěchy. Za těchto okolností nevyhovovalo již právo jako „systém“ společenských vztahů ani jako „objektivizovaný výraz sociálního vztahu“. Bylo „nutné“, aby se právo i jeho teorie staly potvrzením faktického stavu, který se vytvořil; heuristické poslání vědy se ukázalo zbytečným. Tento úkol mělo splnit takové pojetí práva, za jehož základní moment je pokládáno „donucovací (státní) regulování“. Absolutizující pojetí práva jako výrazu vůle vládnoucí třídy, které promítá tuto vůli do každé právní normy, odsoudilo právní vědu k apologetice platného práva a znemožňovalo kriticky zkoumat vztah práva ke společenské realitě.

Již v roce 1931 byla odmítnuta Pašukanisova koncepce a Stučkovo pojetí práva bylo podrobeno ostré oficiální kritice. Podobně jako ve filosofii zvítězila v té době koncepce založená na abstraktní identitě politiky a marxistické filosofie, tak i v právní vědě převládlo pojetí práva „jako zvláštní formy politiky vládnoucí třídy“.

V této době zhruba končí dějiny „sovětských právních ideologií“, které se vytvářely v prvních letech sovětského státu. Sovětská právní teorie se dále rozvíjí výhradně v rámci dominující marxistické právní školy.

ИОСЕФ МЕЧЛ

К истории правовой идеологии в СССР

РЕЗЮМЕ

Статья посвящается проблеме возникновения и развития главных направлений советской правовой мысли. Автор стремится также постигнуть социальные предпосылки возникновения этих направлений в 20-х годах.

Автор исходит из той предпосылки, что общая атмосфера „военного коммунизма“ не была благоприятной для развития как юридической теории, так и всей сферы идейной жизни общества. В философии, так же как и в юридической науке, появлялись взгляды, отрицающие необходимость существования этих дисциплин в условиях диктатуры пролетариата. Субъективные источники правового нигилизма коренились в представлении, что методы руководства обществом, возникшие в период военного коммунизма, будут вечными.

В условиях нормального развития советского общества проявилась абсурдность авторитарных методов руководства периода военного коммунизма. Автор подчеркивает роль материальных отношений, которые „разбили рамки военного коммунизма“, в формировании материалистического учения о праве. Эта „сила материальных отношений“ повлияла в особенности на концепцию П. Стучки.

Специфические условия оживления хозяйственной жизни и обновление контактов с осталь-

ными странами позволили также проникновение чужих идеологических направлений. Под влиянием этого возникает раздробленная и эклектическая философия НЭПа. Подобная обстановка создается и в юридической науке.

Автор дает также краткую характеристику психологической и солидаристской концепции права.

Марксистская юридическая наука представлена в статье концепциями Е. Б. Пашуканиса и П. И. Стучки.

Происхождение права Стучка ищет в первоначальных фактических отношениях собственности к земле, тогда как Пашуканис объясняет меновыми отношениями.

Стучка понимает право как „систему общественных отношений, гарантированных организованной властью“ и устанавливает таким образом первичность „конкретной правовой формы“, которая проявляется в „двух абстрактных формах“.

По определению Пашуканиса право является „мистифицированной формой специфического социального отношения“. Чрезвычайная заслуга Е. Пашуканиса заключается в том, что он открыл теорию Маркса об отчуждении и внес ее в марксистскую юридическую науку.

Начало массовой коллективизации на рубеже 20-х и 30-х годов, обновление методов прямого (стихийного) насилия при решении социальных проблем деревни явились причинами новой волны правового нигилизма и кризиса социалистической законности в этот период. В этой обстановке создались предпосылки для определенной деформации в дальнейшем развитии советской юридической идеологии.

IN HONOREM CAROLINI
ACTA UNIVERSITATIS CAROLINAE
IURIDICA

vol. 2, 1967

prof. Michael, dr. The problems of the
problems in international law by the
prof. Michael

prof. Michael, dr. The problems of the
problems in international law by the
prof. Michael

prof. Michael, dr. The problems of the
problems in international law by the
prof. Michael

prof. Michael, dr. The problems of the
problems in international law by the
prof. Michael

prof. Michael, dr. The problems of the
problems in international law by the
prof. Michael

ACTA UNIVERSITATIS CAROLINAE
IURIDICA 2 1967

© Universita Karlova v Praze 1967

Redakční rada série Iuridica:
prof. dr. V. Outrata (předseda), doc. dr. Z. Lukeš (tajemník),
doc. dr. J. Boguszak, doc. dr. J. Hrdlička, doc. dr. O. Novotný

Graficky upravil
Jaroslav Příbramský

Z nové sazby vytiskl Tisk, knižní výroba, n. p., Brno, závod 1
Náklad 500 výtisků. Vydání I. A-01*71038

**V MONOGRAFICKÉ ČÁSTI
ACTA UNIVERSITATIS CAROLINAE
IURIDICA**

vyšlo od r. 1963:

Milde Michael, dr., The problems of liabilities in international carriage by air (anglicky),

Malý Karel, dr., Pozemkové zákony říjnové revoluce,

Čepelka Č., dr., Les conséquences juridique du délits en droit international contemporain (francouzsky),

Radvanová Senta, dr., Rozvod manželství v čs. právu,

Císařová Dagmar, dr., Obhájce v čs. trestním řízení

**Publikace lze obdržet nebo objednat
v knihovně právnické fakulty University
Karlovy, Praha 1, nám. Curieových 7**

1911
1912
1913

1914

1915

1916

1917

1918

1919

1920

1921

1922

1923

1924

1925

1926

1927

1928

1929

1930

1931

1932

1933

1934

1935

1936

1937

1938

1939

1940

1941

1942

1943